

n° 458
ÉTÉ
2017
4,60 €

silence

**ALTERNATIVES EN HAUTES-ALPES
ET ALPES DE HAUTE-PROVENCE**

LA SOCIÉTÉ CIVILE DÉSARME LE CONFLIT BASQUE

LES DILEMMES D'UNE ÉCOLO-MANGEUSE



écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À...

Elise Roullaud, docteure en science politique, auteure de *Contester l'Europe agricole. La Confédération paysanne à l'épreuve de la PAC*, Presses universitaires de Lyon, 2017.

La Confédération paysanne et l'Europe

Qu'est-ce que la Confédération paysanne et quelles sont ses spécificités ?

La *Confédération paysanne* est l'un des quatre syndicats agricoles français. Lors des élections professionnelles de 2013, elle emporte 18,54 % des suffrages, à la suite de la *Coordination rurale* et de la *FNSEA* qui obtiennent respectivement 20,49 % et 55,57 % des votes (1). Créée en 1987, son histoire s'inscrit dans celle de la construction de mouvements contestataires à partir des années 1960 au sein de la *FNSEA*. Cette histoire marque profondément son mode d'organisation, ses positionnements et les liens noués avec des structures non-agricoles. En effet, refusant la professionnalisation et la personnalisation de la représentation syndicale, les délégué-es nationa-les ne

sont pas rémunéré-es pour leur travail au sein de l'organisation et, par conséquent, poursuivent leur activité agricole durant leurs mandats qui sont limités dans le temps. Depuis sa création, la *Confédération paysanne* défend le maintien d'agriculteurs et d'agricultrices nombreu-ses sur l'ensemble du territoire ainsi que la garantie de leur revenu en réclamant une maîtrise de la production, sa répartition entre producteurs et le plafonnement des aides publiques. En soutien à son action, l'association *Les Ami.e.s de la Confédération paysanne* est créée en 2003. Cette dernière organise des rencontres et événements autour de l'agriculture paysanne.

Quels sont les moyens déployés par la Confédération paysanne pour lutter contre les politiques européennes ?

Depuis la réforme de la politique agricole commune de 1992, les mesures adoptées par les pays membres de l'Union européenne vont dans le sens d'une libéralisation des marchés agricoles et d'une concentration de la production. Pour s'opposer à ces orientations politiques, la *Confédération paysanne* mobilise différentes formes d'action. La contestation des réformes de la Politique Agricole Commune (PAC) s'accompagne de propositions de projets de "PAC alternative" avec notamment la mise en avant d'outils de gestion des marchés originaux. Par ailleurs, ce syndicat a la particularité de s'impliquer au sein de plates-formes

rassemblant des organisations extérieures au monde agricole : des ONG, des organisations de développement, de défense des consommateurs ou de l'environnement, etc. Pour les militant-es de la *Confédération paysanne*, il est en effet indispensable d'ouvrir la question des politiques agricoles à l'ensemble de la société et non uniquement aux syndicats agricoles. A l'occasion des réformes de la PAC, ces coalitions mènent des campagnes auprès des pouvoirs publics et des citoyen-nes pour faire connaître leurs positionnements sur les politiques agricoles.

Quelles alliances sont tissées par la Confédération paysanne en Europe ?

Depuis 1987, la *Confédération paysanne* est membre de la *Coordination paysanne européenne* (créée en 1986) qui est devenue la *Coordination européenne-Via campesina* en 2008. Cette structure rassemble 27 organisations agricoles de pays membres ou non de l'Union européenne. Dotée

d'un bureau à Bruxelles, elle coordonne les positions de ses membres pour porter des revendications communes auprès des institutions européennes. Ce travail est néanmoins rendu difficile par des contextes agricoles nationaux très différents.

(1) Le MODEF obtient 1,47 % des votes, les listes d'union Confédération paysanne-MODEF 1,14 %, celles de la Confédération paysanne-Coordination rurale 1,26 % et les divers 1,53 %.

LE MOIS DE LASSERPE

MACRON PRÉSIDENT



DÉCEPTION CHEZ LES ÉLECTEURS DE MARINE LE PEN



SYRIE : DES POURPARLERS DE PAIX EN SUISSE



TRUMP AURAIT RÉVÉLÉ DES INFORMATIONS "SECRET DÉFENSE" AUX RUSSES



■ DOSSIER ALTERNATIVES EN HAUTES-ALPES ET ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

5 Les coopératives de Longo Mai

Les coopératives de Longo Mai ("que cela dure longtemps" en occitan) sont des îlots de résistance aux dérives totalitaires du capitalisme. Elles ont pour point commun d'agir pour la liberté de circuler des personnes. Les activités artisanales qu'elles développent permettent une autonomie des artisan-es dans leur pratique professionnelle et leur offrent une certaine liberté pour des activités extérieures.

10 Le pouvoir de faire d'un maire écologiste

A Puy-Saint-André, commune voisine de Briançon, Pierre Leroy, maire EELV, réussit, étape après étape, à faire changer les pratiques du nord du département des Hautes-Alpes. La preuve qu'il est possible de déplacer les montagnes !

14 L'âge de faire

Depuis 2005, le mensuel L'âge de faire est diffusé largement pour mettre en avant la possibilité de changer la société par le bas, en s'appuyant sur l'écologie et la citoyenneté.

16 Le Gabion entre rénovation du patrimoine et écoconstruction

Le Gabion est une association créée en 1993 avec deux pôles d'activités : un chantier d'insertion et un centre de formation. Ces deux pôles interviennent dans deux domaines : la restauration du patrimoine et l'écoconstruction.

18 L'école internationale de boulangerie bio

A partir de 2005, un centre qui forme chaque année une trentaine de boulanger-es bio s'est développé. Une école unique qui ren-contre un grand succès.

20 Éourres, un village alternatif

■ CHRONIQUES

23 Nucléaire ça boum ! : Le jeune-action :
une action politique non-violente efficace

24 Bonnes nouvelles de la Terre :
L'île où les enfants ont école dans les bois

29 100 dates féministes pour aujourd'hui :
Argentine 2016
¡Ni una mujer menos ! (Pas une de moins !)

31 En direct de nos colonies : Uraniumgate -
La suite des aventures d'Areva au Niger

■ ARTICLES

36 BD : Le travailleur de la nuit

Une biographie d'Alexandre Jacob, militant anarchiste et cam-rioleur.

38 Les dilemmes d'une écolo-mangeuse

Charlène Nicolay se définit comme "une mangeuse ordinaire qui se pose des questions sur son alimentation". Elle s'intéresse aux obstacles au changement et accompagne les personnes et les collectivités qui souhaitent entrer en "transition". Entretien.

41 Paris peut-il être neutre en émissions carbone ?

Avant de réviser son plan air-climat-énergie datant de 2012, la mairie de Paris a consulté des cabinets spécialisés pour savoir s'il est possible que la capitale devienne neutre sur le plan des émissions de gaz à effet de serre.

42 Comment la société civile désarme le conflit basque

Le 8 avril 2017 a eu lieu un événement historique pour le Pays Basque : le démantèlement par la société civile de l'ensemble de l'arsenal de l'organisation armée ETA. Silence a demandé à Jean-Noël Etcheverry, dit Txetx, l'une des chevilles ouvrières de cette dynamique, d'expliquer comment a été réalisé ce processus.

46 Simplicité volontaire : la vie de château ... en Espagne

Peut-on, avec peu de moyens, s'installer loin des villes pour vivre selon ses convictions lorsqu'on est une famille, aspirant au bien-être, à la simplicité et au respect des autres et de la nature ?

56 Légers sur la Terre

Des femmes et des hommes font le choix de vivre en habitats dit "légers".

■ BRÈVES

23 Paix • 24 Alternatives • 26 Nucléaire • 27 Énergies
27 OGM • 28 Environnement • 29 Femmes, hommes, etc.
30 Politique • 31 Nord/Sud • 32 Société • 33 Santé
33 Annonces • 49 Courrier • 51 Livres • 54 Quoi de neuf ?

Prochain dossier
Vers une école
sans écrans ?



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 31 mai 2017.

Editeur : Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0920 D 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 3^e trimestre 2017 - **Tirage :** 4450 ex. - **Administrateurs :** Pascal Antonanzas, Eric Cazin, Monique Douillet, Nadège Tromeur - **Directrice de publication :** Monique Douillet - **Comité de rédaction :** Martha Gilson, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - **Pilotes de rubriques :** Christian Araud, Cécile Baudet, Michel Bernard, Rebecca Bilon, Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Natacha Gondran, Emilienne Grossemey, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Selek, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Lasserpe - **Correctrices :** Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Emmanuelle Pingault - **Photographes :** Paige Bollman, Marie Clem's, EIDB, Mairie de Puy-Saint-André, Yann Merlin, Romain Nicolas, PAM PERGA, Yann Sevrin, Titeparisienne - **Et pour ce n° :** Michel Bernard, Isabelle Cambourakis, Cédric & Isabelle, Jean-Pierre Dacheux, Raphaël Granvaud, Inès Léraud, Jocelyn Peyret, Francis Vergier - **Couverture :** Marie Clem's - **Internet :** Damien Bouveret, Xavier Sérédine - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

Association Silence
9, rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et
jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépôtaires,**
stands et gestion : Olivier Chamarande :
mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédac-**
tion : Guillaume Gamblin et Martha Gilson :
lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOFPRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre,
Belgique, 98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39,
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

ÉDITORIAL

Des alternatives au sommet

Les Hautes-Alpes et les Alpes-de-Haute-Provence ne totalisent que 300 000 habitant-es. Mais cette population est très sensibilisée à l'écologie. Et pour cause : en montagne, le changement climatique est très visible, avec déjà une élévation de température de 2°C. Les stations de ski voient le nombre de jours de neige baisser d'année en année. Les alpinistes ne peuvent plus grimper à certains endroits du fait de la multiplication des avalanches. Dans les vallées, les plantes connaissent une période de culture de plus en plus longue...

Alors, ils et elles sont nombreuses à agir pour le changement. Les stratégies peuvent être différentes entre les coopératives de *Longo Maï* qui essaient de créer un mode de vie extérieur au capitalisme et les élus écologistes qui travaillent à la transition énergétique. La vivacité de certaines initiatives de formation, que ce soit *Le Gabion* pour l'écoconstruction ou l'*Ecole internationale de boulangerie*, située en pleine montagne, ont une renommée qui dépasse la seule région. Des villages comme Eourres (130 habitant-es) ou Puy-Saint-André (490 habitant-es) ont déjà fait un grand pas vers un mode de vie soutenable. Enfin, des médias comme *L'Âge de Faire* permettent d'échanger, localement ou plus largement.

C'est ce que nous vous présentons dans ce numéro.

Michel Bernard



Longo Maï : toilettes sèches à Grange-Neuve



Longo Maï : la filature de Chantemerle



Le Gabion

Couverture : En haut : filature *Longo Maï* à Chantemerle. En bas, de gauche à droite : Richard Lacortiglia (*Le Gabion*), Luna (*Longo Maï*), Pierre Leroy (maire de Puy-Saint-André) © Marie Clem's



▲ Réunion hebdomadaire au sein de la bergerie de Grange-Neuve

Les coopératives de *Longo Mai*

Les coopératives de *Longo Mai* ("que cela dure longtemps" en occitan) sont des îlots de résistance aux dérives totalitaires du capitalisme. Elles ont pour point commun d'agir pour la liberté de circuler des personnes. Les activités artisanales qu'elles développent permettent une autonomie des artisan-es dans leur pratique professionnelle et leur offrent une certaine liberté pour des activités extérieures.

FICHE D'IDENTITÉ

Localisation : Limans (350 habitant-es, Alpes-de-Haute-Provence) pour la première coopérative • Création : 1973 • Superficie : 270 hectares • Nombre de personnes : 120, aucune salariée • Statut : association de coopératives • Financement : 50 % par l'activité agricole et artisanale, transformation des produits, production textile, village de vacances, 50 % par des campagnes militantes • 5 coopératives en France, une en Allemagne, une en Autriche, une en Suisse, une en Ukraine.

NOUS ARRIVONS POUR CE REPORTAGE un dimanche soir, jour de réunion hebdomadaire. Après un repas collectif pris dans l'ancienne bergerie de la ferme de Grange-Neuve, par une soixantaine de personnes, la réunion commence par une présentation des gens de passage. Outre les deux personnes de *Silence*, il y a ce soir-là trois jeunes étudiantes en sociologie qui travaillent sur les lieux alternatifs et un réfugié soudanais qui espère pouvoir reprendre en France des études de médecine.

Une participante ouvre ensuite une boîte où les personnes qui le souhaitent ont mis un papier annonçant le sujet qu'elles veulent aborder. Les thèmes sont

multiples. Un trentenaire annonce qu'il va se lancer dans la restauration de son fourgon pour préparer un voyage et qu'il souhaiterait être remplacé au jardin. Bertrand, un ancien, fait le point sur ses pourparlers avec des structures suisses pour améliorer la prise en charge des futurs retraités. Quelques personnes recrutent pour des émissions de *Radio Zinzine*. Des militant-es de retour de la vallée de la Roya, dans les Alpes-Maritimes, racontent comment s'y fait l'accueil des réfugié-es. Une soixantenaire présente la prochaine rencontre semestrielle qui accueillera pendant trois jours des personnes venues des différentes coopératives pour un échange collectif sur les projets à venir... Pendant ce temps, une feuille circule pour l'inscription à la préparation des repas de la semaine suivante.

UNE STRUCTURE SANS HIÉRARCHIE

Les prises de parole sont brèves. Jeunes et vieux, hommes et femmes, on ne perçoit pas de hiérarchie. Une seule intervention provoque quelques crispations : le rappel qu'après utilisation des véhicules il faut en faire l'entretien et que certaines voitures sont particulièrement sales. Au bout d'une heure et demie, la boîte est vide et la séance est levée. "*Cela se passe-t-il toujours de manière aussi consensuelle? — Quand un sujet partage le*



Marie Clem's

▲ Bertrand, un des "anciens"

groupe ou nécessite une étude préalable, une commission spécifique est programmée pour en débattre."

Le lendemain, alors que nous visitons les lieux, nous rencontrons des personnes qui n'étaient pas à la réunion. En effet, certaines personnes se font représenter. C'est presque inévitable dès qu'un groupe dépasse une certaine taille : aujourd'hui, il y a environ 120 personnes domiciliées à la ferme de Grange-Neuve et à la ferme voisine du Pigeonnier.

Nous découvrons les différents ateliers : plusieurs chantiers de construction (il manque toujours des logements), un immense atelier de menuiserie, très professionnel, des écuries avec des chevaux de trait, des serres, deux grands potagers, des vergers. Ce jour-là, du côté des moutons, se tient le 40^e stage de tonte de la laine organisé par *Longo Mai*. Une filière laine reconstituée avec de nombreux élevages de la région. Tout en haut de la montagne, se trouve *Radio Zinzine*, une radio qui émet depuis la fin des années 1970 et qui aujourd'hui peut être entendue sur toute la région (et partout en passant par internet).

L'impression d'une intense activité menée par des personnes qui gèrent librement leur travail se dégage des lieux. C'est le résultat d'une démarche collective qui s'est perfectionnée au cours d'une quarantaine d'années !

SOUTIEN À LA LIBERTÉ DE CIRCULER DES PERSONNES

Faisons un bref rappel de l'origine de ces coopératives (1). Après 1968, en Autriche, en Allemagne et en Suisse, des groupes se heurtent ouvertement à l'extrême-droite. Après des actions radicales et des affrontements, un groupe décide de s'installer au calme en Provence, région natale de Roland Perrot, dit *Rémi*, l'un des plus anciens du mouvement (2). La première coopérative voit le jour en 1973 à Limans, près de Forcalquier. Un

fort réseau de soutien, lié au militantisme, leur permet d'acheter une ferme de 270 hectares à l'abandon et de développer différentes activités agricoles, assurant une certaine autonomie du groupe.

Leur arrivée fait l'objet d'une opposition des autorités. En septembre 1973, huit expulsions ont lieu, ce qui provoque une énorme médiatisation et l'arrivée de centaines de personnes qui vont investir plusieurs autres fermes. Par réaction, une campagne les accusant d'être une secte démarre. Eva, l'une des fondatrices, dit aujourd'hui "*nous n'étions pas sectaires, nous étions jeunes et arrogants*". Les confrontations se poursuivent malgré l'arrivée de la "gauche" au pouvoir en 1981. Un sommet est atteint le 29 novembre 1989 quand la ferme est encerclée par deux cents CRS et gardes mobiles, le ministère de l'Intérieur les accusant d'héberger des terroristes. Résultat : les autorités ne trouvent à arrêter qu'un avocat kurde de passage, réfugié politique en Suède. Ce sera la dernière opération policière de grande ampleur menée contre *Longo Mai*. Le 1^{er} juillet 1993, Rémi meurt. Le groupe s'interroge sur son intégration locale et améliore un fonctionnement horizontal.

Les coopératives de *Longo Mai* sont ouvertes à l'extérieur à travers la commercialisation des produits de leur filature (tissus, vêtements), des produits de leur herboristerie et de l'animation de plusieurs médias papier : *L'Ire des Chênaies* (un quatre pages hebdomadaire) qui complète les débats tenus sur *Radio Zinzine* ; *Les Nouvelles de Longo Mai* présentent trimestriellement l'actualité des coopératives en quelques pages. Enfin *Archipel*, la revue mensuelle du *Forum civique européen*, structure initiée par *Longo Mai*, relaie les campagnes en cours, particulièrement autour de la question des réfugiés depuis 1989. Ces revues sont également publiées en allemand. Les activités agricoles, la filature, l'herboristerie, les publications... tout cela couvre la moitié des besoins

(1) Un historique détaillé de l'histoire de *Longo Mai* a déjà été publié dans *Silence* n° 192-193 de l'été 1995. Ce numéro est téléchargeable sur notre site internet.

(2) Il a écrit le livre *RAS* dont Yves Boisset a fait un film en 1973.



▲ *Lune des habitations éparpillées sur les terres de Longo Mai*

financiers. L'autre moitié provient d'activités militantes : les coopératives bénéficient d'aides de groupes suisses, en particulier pour tout le travail de soutien des réfugié-es.

DE NOMBREUSES ALTERNATIVES MISES EN PRATIQUES

Malgré le refus de la hiérarchie, il existe quelques "statuts" particuliers pour répondre à l'administration : deux personnes sont déclarées comme exploitantes agricoles, l'une est officiellement trésorière de l'association qui coordonne les coopératives, il y a des direct-rices de publication (mais ce sont des responsabilités sans pouvoir). Il y a évidemment une mémoire différente entre ceux et celles qui sont là depuis le départ (une trentaine) et les personnes arrivées plus récemment, mais cela ne donne pas de statut particulier.

Il n'y a pas de salarié-e. L'argent arrive dans une caisse commune et quand une personne a besoin d'argent, elle en fait la demande. L'hébergement étant assuré sur place, la nourriture collective, de nombreux véhicules récupérés, les besoins en argent sont limités. La décroissance est ici mise en pratique, même s'il y a des limites. Ainsi, même si une partie des travaux est effectuée en traction animale, il y a encore pas mal de tracteurs. L'activité de forge manque pour l'entretien des outils. Plusieurs personnes nous feront la même remarque : ce genre d'expérience de vie attire des personnes qui ont souvent un bon bagage intellectuel, mais qui manquent de savoir-faire technique.

Au fil du temps, des bâtiments ont été restaurés, d'autres construits — avec une grande variété de techniques — ce qui permet de loger un grand nombre de personnes. Mais les espaces privés restent de taille modeste, à la fois par volonté et par la contrainte.

La rotation des tâches est un idéal, mais dans la pratique, les gens ont souvent une activité principale permanente (jardinage, maraîchage, bûcheronnage, maçonnerie...) et d'autres activités plus ponctuelles.

Ainsi Erik, 41 ans, ancien musicien professionnel, venu de Belgique il y a sept ans, fait beaucoup d'interventions à l'extérieur. Il est investi dans la reproduction des semences et différentes actions en lien avec la liberté des échanges de semences. Il participe à des tâches collectives comme la cuisine, les récoltes, les traductions et la réparation de retenue d'eau.

Luna, 27 ans, infirmière, venue d'Espagne il y a trois ans, s'investit en priorité dans le potager. Elle a beaucoup contribué à la traduction d'une version espagnole de 4 DVD sur la production de semences potagères (3).

Nick, 63 ans, britannique, arrivé en 1978, est fortement investi dans le *Réseau pour les Alternatives forestières* (4). Il anime la lutte contre la centrale au bois de Gardanne. Sur place, il est tailleur de pierres et reconstruit avec persévérance un hameau situé en haut de la montagne. Il est aussi très actif à la radio. Eva, également la soixantaine, berlinoise d'origine, s'est investie pendant longtemps dans la filature, avant de passer peu à peu la main.

Beaucoup de personnes vivant sur les lieux nous disent que ce qu'elles aiment à Longo Mai c'est l'engagement dans des luttes concrètes. On ne vient pas dans les fermes pour vivre refermé sur le groupe.

PRÉOCCUPATIONS ÉCOLOGIQUES

Au fil du temps, les questions écologiques sont devenues importantes. Elles rejoignent les préoccupations sociales du départ. Elles font l'objet de commissions où des personnes travaillent à l'amélioration des lieux. Ainsi, une commission

(3) Ces DVD sont également disponibles en français, anglais, allemand sur le site www.seedfilm.org

(4) avec qui nous avons réalisé les dossiers "La forêt brûle", *Silence* n° 428 et "Vivre avec la forêt", *Silence* n° 449.



▲ Atelier couture à Grange-Neuve

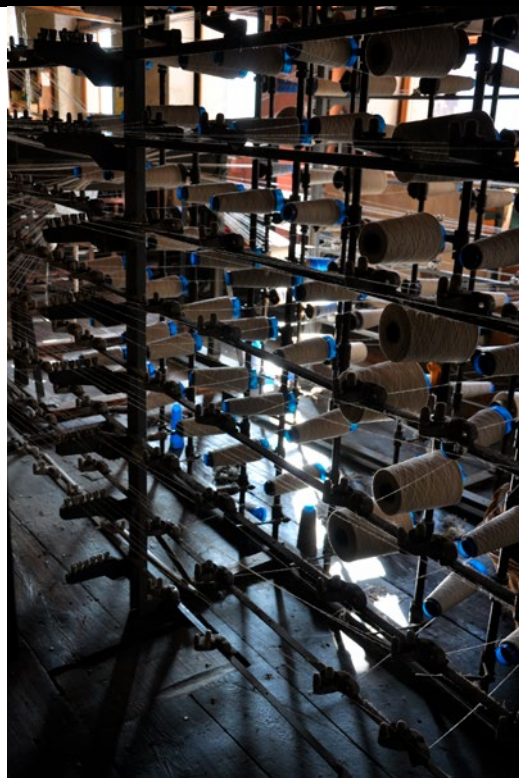


▲ Machine à tricoter les chaussettes



▲ Filature de Chantemerle

Marie Clem's



Marie Clem's

▲ Filature de Chantemerle



Marie Clem's

▲ Filature de Chantemerle

Marie Clem's



▲ Régie de Radio Zinzine avec Erik à gauche et Nick à droite

eau travaille sur la gestion économe de l'eau. Avec le changement climatique, les ressources ne sont pas pour le moment menacées, mais il y a des périodes sèches de plus en plus intenses. Des solutions de stockage pas trop coûteuses sont étudiées. Une commission énergie travaille pour aller vers plus de solaire. Pour le moment, le chauffage est surtout assuré par le bois avec le gaz en complément. Le problème du solaire est de franchir le cap des investissements qui restent élevés.

Une commission logement coordonne de gros chantiers comme actuellement la construction d'une maison de trois étages en paille et ossature bois ou encore un gîte d'accueil : deux chambres avec une cuisine commune, le premier logement réalisé en grande partie en écoconstruction et aux normes handicapées. Il a été initialement prévu pour l'accueil confortable des parents... mais sert aussi pour les femmes en fin de grossesse. 5 enfants sont déjà nés dans le gîte. La commission logement est intervenue auprès de la commune pour légaliser les constructions sauvages des années 1980 et maintenant une zone constructible permet d'ouvrir de nouveaux chantiers auprès des maisons existantes.

DISSÉMINER LES COOPÉRATIVES

Le succès du fonctionnement dans la durée fait que les arrivées sont nombreuses. Dès le début, l'installation de nouvelles coopératives sur d'autres fermes a été recherchée. Au début des années 1970, une ferme a été ouverte en Ardèche qui a ensuite déménagé à Treynas. Cette ferme dispose d'un important massif forestier et fournit le bois pour tous les chantiers menés dans les différents lieux (5). Une autre ferme se trouve dans la plaine de La Crau, spécialisée dans les fruits et légumes dont une moitié est autoconsommée. En 1976, *Longo Maï* a acheté

la filature de Chantemerle à côté de Briançon. Cela permet de valoriser la filière laine du mouton jusqu'au vêtement. Elle fonctionne avec une turbine alimentée par un canal provenant du torrent voisin. Inconvénient du lieu : en quarante ans, c'est devenu une importante station de ski et aujourd'hui certain-es ne veulent plus y vivre du fait de l'ambiance commerciale. Une ferme achetée en 1993 dans le Lubéron produit du vin. En Suisse, en Allemagne, en Autriche et en Ukraine, d'autres fermes font partie du réseau (6). Outre que ces fermes permettent des échanges en interne sans passer par le monde marchand, elles permettent aussi de résoudre certains conflits entre personnes : en cas de désaccord, on peut changer de ferme.

S'OUVRIR SUR LES LUTTES DU MONDE

Grâce à ses membres impliqué-es dans de nombreux réseaux militants, relayés par *Radio Zinzine*, *Longo Maï* organise sur place de nombreuses rencontres. Les dernières, durant l'été 2016, ont permis de faire se rencontrer près de 500 personnes venant de 20 pays pour parler des conséquences de l'état d'urgence, des migrations, mais aussi de l'extractivisme, des ZAD...

Pour aider les migrant-es, des cours de français sont organisés, ainsi que des cours d'arabe. Chaque jeudi après-midi, l'émission "passeurs d'infos" donne la parole à des réfugié-es de passage.

Les fermes de *Longo Maï* sont donc des carrefours entre de multiples militances et désirs de vies alternatives. Et cela dure en effet depuis longtemps !

Michel Bernard ■

(5) Voir reportage dans *Silence* n° 449.

(6) *Longo Maï* a même aidé au lancement d'une ferme au Costa Rica qui dans les années 1980 a accueilli des réfugié-es nicaraguayen.nes puis des réfugié-es salvadorien.nes et aujourd'hui des Costaricain.es.



Marie Clem's

▲ Pierre Leroy, maire de Puy-Saint-André

Le pouvoir de faire d'un maire écologiste

A Puy-Saint-André, commune voisine de Briançon, Pierre Leroy, maire EELV, réussit, étape après étape, à faire changer les pratiques du nord du département des Hautes-Alpes. La preuve qu'il est possible de déplacer les montagnes !

FICHE D'IDENTITÉ

Localisation : commune voisine de Briançon, sur le côté ensoleillé du domaine skiable de Serre-Chevalier (Hautes-Alpes) • 487 habitant-es, en légère progression • Altitude : 1200 à 3000 m • 600 hectares en haut de la commune en réserve naturelle régionale • En dix ans, consommation d'électricité -30 %, d'eau potable -60 %, production de déchets ménagers -30 % sur la communauté de communes.

PIERRE LEROY EST ORIGINAIRE DE VENDÉE. Il s'intéresse à l'écologie tout jeune. A 12 ans, il participe déjà à la collecte sélective de vieux journaux. A 18 ans, il visite le sud de l'Europe. A son retour, il est pris en stop par le curé de Briançon, qui l'invite à venir le voir. De retour en Vendée, il est arrêté pour ne pas avoir répondu à la convocation pour son service militaire. Une fois libéré, il se souvient de l'invitation du curé et vient à Briançon où le religieux lui prête l'ancienne cure de Cervières pour s'y loger. Dans les années 1980, il adhère aux Verts et participe à la rédaction d'une revue locale *Soleil vert* qui relaie les luttes d'alors : contre un incinérateur, contre un altiport... Tête de liste des Verts aux élections municipales de

Briançon à la fin des années 1980 — la liste fait 10 % — il s'installe alors définitivement à Puy-Saint-André (1) et se lance dans la construction de sa maison économe en énergie. Elle obtiendra un prix national en 1995 qui lui vaudra de nombreuses visites et demandes de conférences.

La commune est alors agitée par de multiples conflits entre les familles. Un an avant les élections municipales de 2008, se met en place un collectif citoyen visant à présenter des suggestions aux futur-es candidat-es à la mairie. Le maire, centriste, est mis au courant. Celui-ci refuse de prêter une salle pour les réunions. Un mois avant les élections, quand le collectif décide de faire une liste, le maire annonce qu'il est prêt à passer la main et que l'équipe sortante ne se représente pas. Un ancien maire tente alors de contrer l'initiative, les membres de la liste issue du collectif font autour de 65 % des voix. Du fait de son expérience précédente à Briançon, Pierre Leroy est chargé de conduire la liste et se retrouve maire. Cinq ans plus tard, après débat avec ses co-listi-ères, l'équipe décide de se représenter. Les membres de la nouvelle liste recueillent cette fois autour de 85 % des voix. Entre temps, Pierre Leroy et les autres élu-es ont découvert leur pouvoir de faire beaucoup de choses.

(1) La commune est constituée de deux hameaux. L'un en bas, le long de la nationale est plus urbain ; l'autre en haut comprend des maisons plus anciennes, la mairie et l'église, il est plus rural. Il y a 300 mètres de dénivellés entre les deux et il faut passer par Briançon pour aller de l'un à l'autre.



▲ Réunion pour la révision du PLU

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

En 2008, c'est la première fois qu'une liste présente un programme. La première promesse est de solliciter les habitant-es en début de mandat sur leurs souhaits. Dès la nouvelle équipe en place, des questionnaires sont distribués à tout le monde, y compris aux moins de 18 ans. Il y a une forte participation, mais relativement peu de grosses demandes : améliorer le fleurissement, assurer un bon déneigement...

La population va prendre l'habitude de recevoir des questionnaires et d'être invitée à des réunions participatives. Le sujet le plus récent a été la révision du PLU, Plan local d'urbanisme. Entre décembre 2015 et janvier 2017, il y a eu 13 ateliers de travail avec les habitant-es, un par mois, animés par un bureau d'étude repéré pour ses méthodes participatives (2). Le travail s'est fait en partie à partir d'un plan en relief sur lequel sont visualisés le bâti et le parcellaire. Les réunions ont permis de valider 95 % du zonage communal. Les élu-es ont présenté les contraintes à respecter, notamment avec l'entrée en vigueur de la loi ALUR et du Grenelle de l'environnement qui impose une densification. Il y a eu de 20 à 50 personnes par ateliers. A l'arrivée, les zones constructibles ont été réduites de 14 à 4 hectares. Un corridor écologique (3) a été mis en place.

Après avoir agi chez lui, puis à la commune, Pierre Leroy est intervenu au niveau de la communauté de communes puis au niveau du pays briançonnais (30000 habitant-es sur un tiers du département). Il a découvert qu'en prenant le temps d'expliquer les choses, il pouvait faire adopter les projets qu'il soutenait, sans jamais avoir à gérer un blocage d'une opposition. En revanche, il se heurte à un "enfer administratif" et aujourd'hui l'Etat baisse considérablement les dotations financières.

AGIR POUR LIMITER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

La montagne est la zone la plus touchée par le réchauffement climatique. Les 2 °C de hausse y ont déjà été atteints. En 2011, la commune de Puy-Saint-Martin se lance dans la création d'une société d'économie mixte locale *SEVE, Soleil-Eau-Vent-Energie* afin de dynamiser la transition énergétique, en créant des "centrales villageoises de production électrique" et en aidant à économiser l'énergie (4). Les quatre premiers toits solaires sont placés sur des bâtiments de la commune... Le succès est immédiat et dès 2013, une augmentation de capital est réalisée pour passer de 102000 € à 871 500 € (5). Aujourd'hui la quinzième installation vient d'être placée... sur un bâtiment d'EDSB (filiale d'EDF). La commune de Puy-Saint-André produit plus d'électricité qu'elle n'en consomme et parallèlement la consommation des bâtiments communaux a baissé de 30 %. Des dividendes sont distribués depuis 2016. Cela a impliqué beaucoup de monde et fait changer les mentalités : six autres centrales villageoises ont vu le jour dans le département (voir encart).

Une autre action a été d'économiser l'eau. En 2008, il y a des coupures pendant l'été alors qu'en principe le réseau est dimensionné pour 1800 personnes. La population a donné son accord pour la pose de compteur, les fuites ont été détectées, des canaux d'irrigation construits et entretenus depuis le 14^e siècle ont été réhabilités avec des chantiers collectifs. Lors du premier chantier en 2008, il y a eu 7 volontaires, lors du dernier, 75. Les canaux ont été doublés de sentiers pédestres. Ils se ramifient en "peyras" puis en "filiolles" qui alimentent des citernes. Cette eau sert pour l'arrosage des jardins. Résultat : neuf ans après, la commune consomme 60 % d'eau du réseau potable en moins.

(2) Atelier d'urbanisme Chado, Dorothée Dussol et Charlotte Kuentz, 1 impasse du Muséum, 05000 Gap, tél. : 04 92 21 83 12.

(3) Un corridor écologique est un tracé qui permet de relier entre eux des espaces naturels pour en assurer une continuité, ceci afin de favoriser la circulation de la faune.

(4) La structure réunit un capital par parts de 300 €. Au départ, la commune prend 51 % des parts. *La Régie de Briançon*, 33 %, le reste de l'investissement vient de 35 familles de la commune (7 %) et d'épargne collectée par *Energie partagée Rhône-Alpes* (9 %).

(5) La commune conserve 23 % des parts, la communauté de commune 28 %, deux autres communes 2 %, la régie 35 %, 54 citoyen-es détiennent 10 %.



Mairie de Puy-Saint-André

▲ Toiture photovoltaïque de la mairie

LE RETOUR EN RÉGIE DE LA COLLECTE DES DÉCHETS

Lorsque Pierre Leroy arrive à la communauté de communes, seul élu écolo, il se voit confier la délégation des ordures ménagères. Il essaie alors de comprendre le contrat passé avec *Véolia*. En discutant avec les techniciens, il découvre des prestations réalisées hors contrat, mais facturées à la collectivité. D'autre part, il suit les camions à partir de 5 h du matin et observe qu'ils mélangent les déchets issus des poubelles de tri d'emballages avec le reste. Il comprend qu'il y a un problème : selon le contrat, les ordures qui partent en décharge sont facturées 250 € la tonne par *Véolia*, alors que les emballages triés sont vendus au profit de la commune. Pierre Leroy lance alors une expertise qui conclut que le retour en régie municipale peut être moins coûteux.

En 2009, le contrat n'est pas renouvelé... Cela implique pour la communauté de communes d'acheter 10 camions, d'embaucher 30 personnes (celles de *Véolia* en priorité), de trouver des garages. Il y a 2117 conteneurs sur tout le territoire. La nouvelle régie met en place la redevance spéciale auprès des entreprises. Un contrat de collecte est proposé aux 1600 entreprises concernées. Il passe du temps — 42 réunions publiques — à expliquer aux entreprises et aux particuliers comment trier pour éviter de produire des déchets.

Le calcul s'avère bon : d'une part le budget est bénéficiaire dès la deuxième année (et donc il n'y a pas eu d'augmentation de taxes depuis), mais, de plus, le tonnage des déchets non triés a baissé de 30 % en huit ans (de 12 000 à 8 000 tonnes). Certaines entreprises ont même réussi à ne plus avoir de déchets du tout... et ne paient donc plus la redevance spéciale.

La communauté de communes vient d'être sélectionnée comme "territoire zéro déchet" ce qui va permettre d'avoir des financements de l'Etat notamment pour intensifier le compostage individuel et collectif des déchets organiques. Un gros projet de station de compostage des boues d'épuration et déchets verts doit permettre de relocaliser une partie du traitement des déchets dont certains finissent actuellement au-delà de Grenoble.

AGIR SUR LES TRANSPORTS

Pierre Leroy a accepté la présidence du Pays grand briançonnais à condition que celui-ci s'inscrive dans le programme des "territoires à énergie positive de la croissance verte". Une des premières mesures a été de mettre en place une aide à l'achat des vélos électriques de 500 € — non cumulable avec l'aide de 200 € de l'Etat institués début 2017. L'enjeu est important : avec les dénivelés — à part pour les sportifs —, le vélo

Vers l'autonomie énergétique ?

Entre l'hydraulique et le solaire, le département des Hautes-Alpes produit déjà 80 % de son électricité de manière renouvelable. Voici les autres centrales villageoises :

- SCIC Centrales villageoises Ener'guil, Maison du Parc naturel régional du Queyras, 05350 Arvieux-en-Queyras, *créée en 2015, plus de 200 sociétaires, 10 toits groupés pour une centrale villageoise photovoltaïque.*
- Energies collectives Embrunais, 58, rue des Aubergeries, 05380 Châteauroux-Alpes, tél. : 06 95 25 23 79 ou 07 87 05 97 22, *SCIC créée en 2015 avec projet de centrales villageoises, plus de 400 sociétaires.*
- RosanSoleil, Mairie, place Raymond-Hugues, 05150 Rosans, blog.rosanssoleil.fr. *Centrale photovoltaïque villageoise inaugurée le 8 octobre 2016. Panneaux photovoltaïques installés sur huit bâtiments communaux pour une surface totale de 335 m² soit une puissance de 56,28 kWc. Production annuelle : 74 000 kWh. Le financement a été assuré par une SAS, Société par actions simplifiées, qui bénéficie des apports de 106 actionnaires.*
- Centrales villageoises Lure-Albion, chez Philippe Logeay, avenue Dieudonné-Collomp, 04150 Banon, lurealbion@centralesvillageoises.
- Des projets sont en cours également sur Gap et Veynes.



▲ Maquette pour le PLU

est impraticable sans assistance. Pierre Leroy a acheté son propre vélo électrique et se vante d'aller de chez lui à Briançon en 7 minutes... soit aussi vite qu'en voiture. Mais dans l'autre sens ? Là, en montée, c'est quand même 24 minutes !

Puy-Saint-André a obtenu de Briançon l'extension d'une ligne de bus à la demande, jusqu'à six fois par jour, jusqu'au hameau du bas. Une étude est en cours pour desservir le hameau du haut.

Il y a une forte mobilisation en ce moment pour conserver le train de nuit Paris-Briançon.

Le domaine des transports est compliqué du fait de l'éparpillement des compétences entre les différents niveaux administratifs. Les solutions existent... mais elles seront plus faciles à développer quand le prix du pétrole va augmenter.

ensuite lancer un appel pour la création d'habitats groupés sur certaines parcelles.

Ces exemples d'actions dans une petite commune, puis aux niveaux supérieurs, montre qu'il est possible d'agir efficacement dans les domaines chers à l'écologie. La consultation régulière des habitant-es permet d'encadrer les processus et évite les changements "par le haut". Souvent médiatisé, Pierre Leroy ne prétend pas que ce qui est possible sur un vaste territoire de 30 000 habitant-es soit transposable partout. Mais nul doute que les dynamiques à l'œuvre dans le pays briançonnais peuvent inspirer nombre d'acteurs sur d'autres territoires.

M.B. ■

■ Pierre Leroy, Mairie, 05100 Puy-Saint-André, tél. : 04 92 20 24 26 (lundi, mercredi et jeudi de 9 à 12 h).

RÉCUPÉRER LES BIENS VACANTS

La commune a mis en place une association foncière pastorale qui gère environ 1000 hectares : les propriétaires confient à l'association l'usage des terres, ce qui permet de développer agriculture et maraîchage pour relocaliser l'alimentation de Briançon.

Le travail sur le PLU en 2016 a permis de découvrir que de nombreuses parcelles de la commune n'ont plus de propriétaires (plus de la moitié de la surface !). Le plus souvent parce que les transmissions ne se sont pas faites. Une carte de ces "biens vacants" a été réalisée et une procédure de réquisition par la commune a été engagée début 2017. Lorsque le propriétaire est décédé depuis plus de trente ans, sans succession, la commune récupère automatiquement les parcelles. Lorsqu'il y a moins de trente ans, ceux qui prétendent pouvoir être bénéficiaires ont six mois pour régulariser la situation. La commune espère ainsi récupérer des parcelles dans les zones constructibles et agricoles. La mairie souhaite



▲ Une partie de l'équipe de *L'âge de faire* devant leurs locaux

L'âge de faire

Depuis 2005, le mensuel *L'âge de faire* est diffusé largement pour mettre en avant la possibilité de changer la société par le bas, en s'appuyant sur l'écologie et la citoyenneté.

FICHE D'IDENTITÉ

Localisation: Peipin, 1050 habitant-es, Alpes-de-Haute-Provence • Création : 2005 • Sept salarié-es • Tirage : 25 000 exemplaires par mois • Budget : 350 000 € • Statut : association, puis SCOP.

EN SEPTEMBRE 2001, LE RÉSEAU SORTIR DU nucléaire mobilise les centaines de groupes adhérent-es pour une vaste opération de diffusion d'un faux numéro de *Libération* rebaptisé *L'Aberration*. En quelques semaines, 850 000 exemplaires sont diffusés. Cela impressionne Alain Duez, un entrepreneur de Sisteron qui se met à rêver d'une revue militante qui, s'appuyant sur un réseau de distributeurs militants (avec un objectif de 4000 personnes), pourrait assurer ainsi des diffusions massives autour des questions écologistes. Il sillonne alors la France pour convaincre le maximum de personnes de participer au projet et en 2005, il lance le trimestriel *L'Âge de faire*. Celui-ci est vendu à un prix extrêmement faible (0,50 €), le tirage est important, mais seulement 450 personnes se sont engagées à diffuser au minimum 25 numéros. Le tirage initial est de 60 000 exemplaires. Le contenu rédactionnel s'inspire de celui du *Courrier international* : il

reprend des infos parues ici et là dans la presse différente, des communiqués de presse d'associations. La revue est gérée par l'association du même nom.

En 2007, la revue devient mensuelle. Le système de diffusion bénévole faiblit et ne se renouvelle pas assez. Si les ventes baissent, elles restent quand même à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires. La rédaction devient plus consistante, mais cela ne suffit pas à inverser la tendance. Pour équilibrer le budget, il faut augmenter le prix du numéro.

En 2010, bien que la revue soit la plus lue de la presse écolo, Alain Duez estime que le projet "a manqué sa cible en restant trop militant et pas assez grand public". Il souhaite la transmettre pour se lancer dans une nouvelle revue plus largement dédiée à l'économie sociale et solidaire.

LE PASSAGE EN COOPÉRATIVE

En 2011, six salarié-es — trois travaillant aux tâches administratives et trois nouveaux journalistes — investissent de l'argent pour créer une société coopérative. Participent également de manière symbolique au capital l'association *L'Âge de Faire* toujours gérée par Alain Duez et l'association des *Amies de L'Âge de faire* qui regroupe lecteurs et lectrices volontaires.



Le choix de passer en coopérative a eu comme conséquence un moindre recours au bénévolat. La rédaction se professionnalise. Les bénévoles restent impliqués (et indispensables) pour les stands et la diffusion. Progressivement les salariés-es sont rémunérés-es au même niveau, supprimant la forme hiérarchique précédente. Comme à *Silence*, l'ancienneté n'est pas prise en compte et l'équipe travaille de manière horizontale en autogestion.

En 2017, il y a une personne à mi-temps, Lisa Giachino, la directrice de publication, une autre à trois quarts temps, Nicole Gellot, journaliste, et cinq autres à plein temps : Fabien Ginisty à la rédaction, Fabien Plastre à la diffusion, Nicolas Bérard, journaliste, Lydia Robin webmaître et Virginie Duong à la comptabilité et aux abonnements. Fabien Plastre et Nicolas Bérard, arrivés après la constitution de la coopérative, entrent progressivement dans le capital.

LE CHANGEMENT PAR LE BAS

Reportages et dossiers ont donné plus de densité à la revue. Le prix a été revu à la hausse, mais reste très bas — 1,50 € — et, curiosité, le prix de l'abonnement individuel est plus cher que si l'on achète les numéros à l'unité. Ce choix a été fait pour faciliter la diffusion au plus grand nombre... "Quand on s'abonne, on apporte déjà un soutien", notamment aux abonnements multiples pour lesquels le prix est maintenu à 1 €.

Initialement installée dans la maison d'Alain Duez, la revue s'est maintenant dotée de ses propres locaux, à quelques kilomètres de Sisteron, dans un ancien hangar agricole.

Le credo de la revue est qu'il est possible de commencer à changer les choses "par le bas". Elle valorise donc beaucoup les initiatives locales, ici ou ailleurs, espérant que les reportages aident lecteurs et lectrices à reprendre ces idées pour

qu'elles essaient. Comme *Silence*, la coopérative n'a pas de liens financiers avec une quelconque structure extérieure. Elles revendent : "la propriété par ses seuls salariés.es qui s'autoexploitent dans la bonne humeur". La publicité n'est pas acceptée.

FRAGILITÉ ÉCONOMIQUE

Comme toute la presse actuellement, la revue connaît une érosion de ses abonnements. En 2014, un appel a été lancé pour remonter à 12 000 abonné-es et renouveler le réseau de diffusion au numéro. Trois ans après, cela est lentement redescendu pour atteindre aujourd'hui 8 000 abonné-es et 8 à 10 000 exemplaires vendus par les abonnements multiples (1).

La coopérative a commencé un travail d'édition. En décembre 2015, elle a édité un *hors-série* reprenant une vingtaine de reportages récents. En 2016, elle a publié un livre coordonné par Nicolas Bérard, *Sexy Linky*, qui détaille les arguments contre le nouveau compteur électrique. Si cela entraîne un surplus de travail et pas mal de manutention, les livres permettent une visibilité en librairie que n'ont pas les revues.

L'âge de faire retrouve *Silence* au sein de la *Coordination permanente des médias libres* où, avec une soixantaine d'autres structures (presse écrite, radios, webtélé, sites internet...) sont discutées actions communes et solidarités pour maintenir la plus grande diversité possible de sensibilités et de tons face aux monopoles de la presse dominante.

M.B. ■

■ **L'Âge de Faire**,
9, chemin de Choisy,
04200 Peipin,
tél. : 04 92 61 16 11,
www.lagedefaire-lejournal.fr

(1) Par comparaison, *Silence* mise plus sur les abonné-es : nous avons 3500 abonné-es pour seulement 1000 exemplaires vendus à l'unité.



Marie Clem's

▲ La nouvelle bâtisse construite grâce aux chantiers d'insertions

Le Gabion entre rénovation du patrimoine et écoconstruction

Le Gabion est une association créée en 1993 avec deux pôles d'activités : un chantier d'insertion et un centre de formation. Ces deux pôles interviennent dans deux domaines : la restauration du patrimoine et l'écoconstruction.

FICHE D'IDENTITÉ

Localisation : Embrun (Hautes-Alpes) •
Création : 1993 • Statut : association. • Terrain de 18 hectares, bail de 25 ans avec la mairie d'Embrun •
+ de 2000 personnes formées en 25 ans.

EMBRUN EST UNE VILLE PERCHÉE SUR UN plateau dominant la Durance et l'extrémité du lac de Serre-Ponçon. Sur l'autre rive, l'association *Le Gabion* (1) a pu s'installer sur un ancien domaine avec une ferme et une maison datant de 1563.

UN CENTRE DE FORMATION

Le Gabion est principalement une association de formation pour adultes. Dans le domaine de l'insertion, elle propose trois formations diplômantes : ouvrier professionnel en restauration du patrimoine, ouvrier professionnel en écoconstruction (nouveau métier reconnu seulement depuis mars 2017) et une formation en pierres sèches (2). C'est financé par le département, la région et l'Etat, avec le soutien de la chambre des métiers. Les deux premières formations permettent d'avoir une vision globale du bâtiment. La troisième, plus spécialisée, est issue du regroupement avec d'autres centres de formation de la région.

A côté de ces formations longues (1200 heures dont 400 en entreprises), *Le Gabion* propose des formations

courtes chaque troisième semaine du mois : durant la semaine pour les professionnels et en week-end pour le grand public.

Les chantiers d'insertion accueillent des jeunes de moins de 25 ans peu diplômé-es, des plus de 50 ans qui ne trouvent plus d'emploi, et des personnes en réinsertion après condamnation de justice. Ils ne doivent pas concurrencer les entreprises locales (partenaires et employeur-ses potentiel-les). Ils travaillent dans le domaine de la restauration du patrimoine où de nombreux chantiers ne pourraient être entrepris, car trop coûteux en main-d'œuvre pour passer par une entreprise classique. Les chantiers permettent de rencontrer des entrepreneur-ses et nombre de stagiaires sont embauché-es grâce à ces contacts directs.

Pour encadrer les formations, il y a un coordinateur salarié qui a pour charge de mettre en place le contenu, d'aller chercher les meilleur-es professionnel-les et de les initier à la pédagogie. Pendant une formation, entre 15 et 18 personnes vont enseigner. Les stages en entreprise se font dans cinq entreprises différentes. Ainsi, une personne qui est formée au *Gabion* est déjà en relation avec 20 à 23 professionnel-les. Il a également accès à une base de données où figurent toutes les entreprises (400 aujourd'hui), les formateurs et formatrices (70), les personnes qui ont suivi une formation (plus de 2000). Cela permet d'échanger via une plate-forme et donc, en cas de problème sur le terrain, de recueillir des conseils. C'est particulièrement important dans le

(1) Un gabion est un casier généralement en fil de fer tressé et rempli de pierres, utilisé comme mur de soutènement.

(2) La pierre sèche reste très compétitive dans les constructions jusqu'à 1,70 m de haut : elle revient alors moins cher que le béton.



▲ Richard Lacortiglia, président de l'association



▲ Pierre Sallé, l'actuel directeur

domaine de l'écoconstruction où les techniques évoluent très rapidement et où les innovations sont nombreuses. Pierre Sallé, l'actuel directeur, fait remarquer que l'écoconstruction attire de plus en plus les femmes : 45 % des effectifs en 2016. Celles-ci excellent dans le second œuvre (3).

UN BÂTIMENT DE DÉMONSTRATION

A côté de cette maison ancienne, une immense bâtisse vient d'être construite par des chantiers d'insertion : soubassement en pierre, ossature bois (mélèze local), remplissage en caisson de paille, peintures et enduits non toxiques. Des sondes ont été installées dans les murs par les élèves en électrotechnique du lycée de Veynes. Elles doivent permettre un suivi thermique du bâtiment. Celui-ci n'est pas exactement aux normes : le choix a été fait de ne pas recourir aux ventilations mécaniques, mais de rechercher des solutions passives. Les promoteurs du bâtiment proposent une alternative simple : ouvrir les fenêtres régulièrement pour renouveler l'air ! Le chauffage se fait à partir d'une petite chaudière à palets et un circuit d'eau qui passe dans les murs, les chauffant à 26 °C. Cela permet d'avoir de l'air à 21 °C et un excellent confort. La consommation de bois va être extrêmement basse : 450 kg par an pour 450 m² de surface.

Il y a quand même un recours au béton pour les dalles des ateliers : cela supporte les lourdes charges et limite les vibrations. Le bâtiment est à l'image de ce que veut faire passer l'association : "ne pas faire une approche par matériau, mais partir des besoins pour déterminer ce qui est le plus adapté".

Durant l'été 2017, les bureaux actuellement dans le bâti ancien vont déménager dans ce nouvel espace avec au rez-de-chaussée de vastes ateliers, au premier étage des salles de travail et, au deuxième étage, les nouveaux locaux administratifs.

L'ancien bâtiment va être aménagé pour l'accueil du jeune public avec une "matériauthèque" au rez-de-chaussée, des salles de formation et d'information au premier. Il s'agit d'accueillir des classes et de leur présenter un autre discours sur la construction. L'étage supérieur du bâtiment devrait servir à la mise en place d'un pôle recherche, avec l'accueil d'universitaires.

A l'extérieur, on peut voir de nombreux petits bâtiments composés de toutes sortes de matériaux : il s'agit du résultat des stages antérieurs.

LAISSE BÉTON

Le béton — le matériau industriel par définition — a su communiquer pour rassurer les clients, les assurances, les banques... Pourtant, il présente de nombreux inconvénients : il est destructeur (carrières), il nécessite beaucoup d'énergie pour sa préparation, il vieillit souvent mal, il est difficilement destructible. *"Les solutions alternatives se heurtent à la méfiance des institutions et il est parfois difficile d'emprunter ou de trouver une garantie décennale"*.

Le site du Gabion propose aux personnes en formation de redécouvrir ce qui se faisait avant : pierre, bois, terre, chaux, paille, chanvre (et que l'on retrouve dans la restauration du patrimoine) et les innovations d'aujourd'hui. Professionnel-les et grand public peuvent venir sur place pour voir des exemples et pour expérimenter.

Le Gabion est en lien avec de très nombreuses structures professionnelles ou de recherche (Compaignons pour la paille, CRA-Terre pour la terre...). Ces réseaux ont beaucoup travaillé à la certification des nouvelles techniques.

Reste à contrer la force de communication des grands groupes du bâtiment !

M.B. ■

■ Le Gabion,
le Pont Neuf, 05200 Embrun,
tél. : 04 92 43 89 66
(lundi au vendredi 8 h à 12 h
seulement)
<http://gabionorg.free.fr>

(3) Le premier œuvre consiste à monter les murs et la toiture, le second œuvre comprend les circuits d'eau, gaz et électricité, les enduits, les peintures, les carrelages, les sols...



Marie Clem's

▲ Les bâtiments du centre de formation

L'école internationale de boulangerie bio

A partir de 2005, un centre qui forme chaque année une trentaine de boulangers bio s'est développé. Une école unique qui rencontre un grand succès.

FICHE D'IDENTITÉ

Localisation : Noyer-sur-Jabron (337 habitant-es, Alpes-de-Haute-Provence) • Création : 2005 • Local de 200 m² en pleine campagne • 3 salarié-es + nombreu-ses intervenant-es • Statut : SAS • Chiffre d'affaires : 400 000 € • 10 élèves par session, 3 sessions par an.

THOMAS TEFFRI-CHAMBELLAND, ENSEIGNANT en biologie jusqu'en 2001, décide de passer un CAP de boulangerie et ouvre une boulangerie bio à Sisteron. Parallèlement, il achète une exploitation agricole de 25 hectares dans la vallée voisine du Jabron pour y produire ses céréales.

En 2005, il crée une petite structure de formation pour de futur-es boulangers bio. Si l'agriculture bio se développe, s'il existe un statut de paysan-boulangier et si de nombreuses boulangeries proposent des pains bio, il constate qu'il n'y a pas de diplôme spécifique. Il engage une démarche auprès de l'État. Un diplôme est validé en 2013 : "formation boulangerie en agriculture biologique et fermentation au levain". C'est aujourd'hui le seul diplôme en ce domaine dans toute l'Europe.

A côté de l'apprentissage des savoir-faire, l'école assure également un encadrement pour aider les futur-es boulangers à construire leur projet, un accompagnement à la création d'entreprise.

La structure de formation se transforme alors en *École internationale de la boulangerie*. Après deux

ans d'enseignement dans des salles louées à Aix-en-Provence, il obtient l'autorisation de construire un bâtiment sur ses propres terres, dans un hameau perdu dans la montagne. Le bâtiment est réalisé de manière saine : laine de bois et liège pour l'isolation, bardage de mélèze (bois local), solaire thermique, eau de source, raccordement électrique à *Enercoop*. Les contraintes d'hygiène sont importantes : lavage des lieux à grandes eaux, sécurité des fours...

UNE ÉCOLE POUR AIDER À CONCRÉTISER SON PROJET

L'école accueille une trentaine d'adultes par an. La sélection se fait sur les projets que l'école aidera à concrétiser. Il n'y a pas de jugement : l'appréciation porte seulement sur leur cohérence. La plupart des élèves ont entre 30 et 50 ans et sont en reconversion. Autant d'hommes que de femmes, qui proviennent de professions variées : ancien-nes constructeurs et constructrices, notaire, restaurat-rices... Beaucoup ont un diplôme plus élevé que le bac et déjà une expérience d'entreprise.

La formation se fait sur 14 semaines (605 heures) avec trois stages en entreprise (un d'une semaine et deux de deux semaines), choisis parmi une centaine de lieux d'accueil, un peu partout en France. Thomas Teffri-Chambelland parle volontiers d'une approche "libertaire" : "on offre des caisses à outils, il n'y a pas de dogme, pas d'examen à la fin de la formation". Certaines personnes sont déstabilisées par l'absence de cadre. Ici, chacun-e



▲ Les élèves en formation dans l'atelier de fabrication

vient avec ses valeurs et les garde pour soi. Des gens cohabitent avec des visions très différentes.

20 % arrivent de l'étranger ou s'y destinent. Des élèves sont venu-es du Japon, de Colombie, d'Allemagne... (1).

Une très forte demande entraîne 18 mois d'attente actuellement. Pour postuler, il faut être en bonne santé : *"il faut pouvoir parfois rester debout pendant huit heures en étant exposé à la chaleur"*. Il faut savoir se servir d'un ordinateur.

Chaque formation accueille dix personnes avec trois cycles par an. Il y a deux formateurs et une formatrice. S'y ajoutent des boulanger-es, des meunier-es, d'ancien-nes élèves. Ce qui fait en permanence 2 à 3 formateurs et formatrices pour 10 élèves. L'école permet d'accéder à tout un réseau social autour de la boulangerie.

Entre les sessions, l'équipe de l'école travaille en recherche et développement autour de nouveaux produits (lors de notre passage, des travaux étaient en cours pour étudier le panettone italien). Le collectage, la sauvegarde de documentation et la remise en pratique des savoir-faire anciens font partie du travail assuré par l'école.

80 % des élèves s'installent à leur compte dans les 18 mois qui suivent, les autres trouvent du travail comme salarié-es. Quasiment 100 % ont ensuite un emploi. La plupart des entreprises créées ont entre 1 et 5 salarié-es avec des chiffres d'affaires annuels de 100 à 500 000 €. La demande urbaine est très forte.

Beaucoup viennent pour des questions de valeurs : le métier apparaît comme "propre". Pour Thomas Teffri-Chambelland, *"c'est un métier porté par une vision du monde. On peut trouver moins difficile"*.

UN MÉTIER EN CONSTANTE ÉVOLUTION

Ici, tous les cours se font en journée, avec respect du week-end. Cela donne des idées et ensuite

de nombreux projets se mettent en place en renonçant au traditionnel travail de nuit. Autre évolution : il est nécessaire aujourd'hui de diversifier la production, notamment avec l'augmentation des intolérances alimentaires. Le recours au levain est un des fondamentaux de l'école. Ce travail qui consiste en une fermentation naturelle en milieu acide assure une "prédigestion" du gluten dans la pâte favorisant ainsi sa digestibilité. Au-delà des fabrications traditionnelles sur base de blé et de seigle, un travail plus novateur de recherche sur l'utilisation possible du riz en panification est un axe de travail important de l'école.

Les nouveaux produits doivent accompagner les demandes contemporaines, mais aussi maintenir l'importance du goût. *"Le sans gluten ne doit pas être un sans-plaisir"*. L'école apprend à faire également des produits végans, sans sel, sans œufs, sans sucre... Aujourd'hui, la demande en pains spéciaux représente environ 10 % du chiffre d'affaires d'une boulangerie.

Beaucoup de candidat-es viennent ici pour "mettre la main à la pâte" et découvrent que, malheureusement, ils et elles n'échapperont pas à l'ordinateur. Avec internet, il est aujourd'hui possible de créer une entreprise en une journée... mais cela ne permet pas de se soustraire à la grande complexité administrative.

UNE INTÉGRATION LOCALE RÉUSSIE

Localement, au moment de la demande de permis de construire, il y a eu quelques suspensions. Maintenant, l'école fait vivre trois personnes directement et alimente les gîtes alentour. Chaque jour, pendant les sessions, 200 à 300 kilos de pains et pâtisseries sont produits. L'essentiel est offert à des structures caritatives. Une action solidaire en cohérence avec les valeurs mises en avant par l'école.

■ Ecole de Boulangerie,
Saint-Martin,
04200 Noyers-sur-Jabron,
tél. : 07 88 36 47 85,
<http://eidb.fr>

(1) Il faut comprendre le français pour suivre la formation. L'idée de cours en anglais a été abordée, mais pour le moment abandonnée. Thomas Teffri-Chambelland dispense par ailleurs des cours en anglais au sein d'une autre école à San Francisco aux États-Unis.

Alternatives en Hautes-Alpes

Éourres, un village alternatif

Perché dans les collines, à 900 mètres d'altitude, entre garrigues et champs de lavandes, Éourres est un petit village isolé d'environ 130 habitant-es. Il est réputé pour ses engagements écologistes.

Aujourd'hui, on y trouve 9 exploitations agricoles, toutes en bio : élevages d'ânes, de brebis, de chèvres, de chevaux... Une ferme s'est lancée dans la production de spiruline. Une autre fait du tissage de fibres naturelles. Une ferme biodynamique fait de la polyculture-élevage.

Bernadette, une maraîchère, est considérée comme "*le centre névralgique du village*". Les habitant-es vont se fournir principalement chez elle selon un mode de self-service basé sur la confiance et très apprécié pour sa flexibilité. Dans sa chambre froide au centre du village, chacun-e choisit ses légumes et repart en déposant l'argent dans une caisse.

Du côté des magasins, on trouve un boulanger bio, une petite épicerie *Biocoop*, deux artisans du cuir, une production de produits aromatiques bio. La santé n'est pas oubliée avec une fasciathérapeute, un somato-psy-chopédaogogue et un naturopathe.

Enfin, le secteur culturel est bien représenté avec plusieurs musicien-nes, un bistrot-bibliothèque, les éditions *Yves-Michel*, un photographe naturaliste, deux compagnies associatives d'événementiels...

L'association *Liens, Enseignements, Sens et Autonomie* animée par deux enseignant-es belges venu-es s'installer ici en 2006, organise des formations autour de écoconstruction avec des chantiers-écoles...

L'Oseraie du possible, depuis 2009, accueille un collectif de vannie-res qui propose des formations. Les stagiaires viennent de tout le pays. Ces deux activités contribuent largement à faire connaître le village.

Un camping à la ferme, un gîte et des chambres d'hôtes permettent d'accueillir les visiteu-ses de passage. (Il y a de nombreuses possibilités de randonnées).

Une école associative, à pédagogie Steiner, créée en 2007, attire les jeunes couples. Le jardin d'enfants (2 à 6 ans) accueille selon les années de 5 à 12 enfants. La classe unique en primaire (6 à 11 ans), de 12 à 17 enfants.

Les possibilités de covoiturage sont annoncées à l'entrée de la rue principale. Les voitures sont invitées à rester sur un parking à l'écart. L'un des rares camions à venir dans ce village en cul-de-sac est le camion de livraison de la *Biocoop*.

Les bâtiments publics sont chauffés avec du bois exploité localement.

De nombreuses personnes exercent des métiers à temps partiels, estimant qu'il faut mieux partager le travail plutôt que d'avoir des personnes actives stressées et d'autres chômeu-ses. Certain-es s'emploient au village, mais beaucoup doivent descendre dans la vallée.

Le village présente un curieux mélange entre maisons traditionnelles et aménagements plus contemporains : toits solaires, yourtes, maisons en ossature bois... Du fait de l'altitude, la vue sur la nature est exceptionnelle. Cela ne comble toutefois pas le sentiment pour certaines de trop d'isolement, ce qui entraîne un renouvellement des personnes.



Toiture photovoltaïque sur un des bâtiments du village



Panneau d'information et de covoiturage



MB De nombreuses jeunes familles viennent s'installer mais d'autres partent, surtout du fait de l'isolement

et Alpes de Haute-Provence



Refus de la ligne THT dans la Haute-Durance

Depuis 2009, associations et communes de la vallée de la Durance (Hautes-Alpes) se sont mobilisées pour demander que la nouvelle ligne haute tension (2 fois 225 000 volts) prévue par RTE soit enterrée.

La justification de RTE pour cette ligne est la prévision d'une augmentation de 50 % de la consommation d'électricité dans le Briançonnais d'ici 2030... alors que la ville de Briançon s'est engagée dans le concours national des territoires à énergie positive et qu'elle vise à baisser sa consommation d'électricité.

Voir reportage en dernière page de *Silence* n°454, de mars 2017.

Avenir Haute Durance, BP 16, 05200 Embrun, www.avenirhautedurance.com

Des groupements d'achats locaux

Au départ, quelques amis se regroupent autour d'Embrun pour réaliser des achats groupés d'agrumes auprès de coopératives bio du sud de l'Italie. Un partenariat s'établit ainsi avec des coopératives siciliennes. A partir de 2012, devant le succès de l'initiative, une association voit le jour pour assurer la distribution dans un périmètre restreint autour d'Embrun. Au fil du temps, le partenariat s'élargit au niveau des produits avec des commandes d'avocats. L'initiative est reprise par de nombreux autres groupes locaux de consommateurs qui voient le jour dans le département, puis un peu partout.

♦ **Embrun : Court Jus**, chez Dominique Goninet, Picoune, 05160 Savines-le-Lac, <https://court-jus.jimdo.com>.

♦ **L'Argentière-la-Bessée : Desalter' Native**, desalternative@gmail.com

♦ **Gap : GAG (Groupe d'Agrumes Gapençais)**, gagassociation@gmail.com

♦ **Guillestre : Juste un zeste**, juste.un.zeste@gmail.com

♦ **Barcelonnette : Court circuit ubayen**, courtcircuitubayen@gmail.com

♦ **Veynes : Court Circuit Buëch**, courtcircuitbuech@gmail.com

♦ **Briançon : "Sens Pressé"**, vincent.kieffer@live.fr

L'Atelier partagé



L'Atelier partagé est une association pour apprendre et partager dans les domaines du bricolage, échanges de connaissances, de savoir-faire, réparation, entretien et création d'objets de la vie domestique. Elle essaie d'apprendre aux personnes ce qu'est une "bonne consommation" en se posant des questions avant l'achat, en réfléchissant à l'usage d'un objet jusqu'à son

rebut, les possibilités d'entretien pour lutter contre l'obsolescence. Outre des outils, l'association offre en partage des ouvrages techniques.

Atelier partagé, Thierry Michel, tél : 06 12 12 50 31, atelier-partage.org, 04000 Digne-les-Bains.

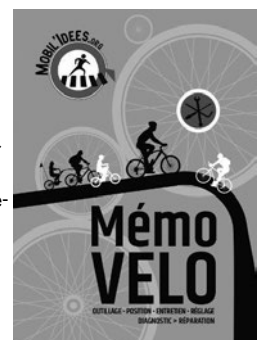
Une zone blanche pour les électrosensibles ?

En 2014, le maire de Saint-Julien-en-Beauchène (130 habitant-es, Hautes-Alpes), Jean-Claude Gast, a demandé à ce que son village reste en dehors des antennes-relais pour le téléphone portable. Il répondait à une demande de la députée européenne Michèle Rivasi qui cherchait une commune pour accueillir les électrosensibles. Mais en 2016, un nouveau maire est élu, Jean-Claude Vallier. Celui-ci a arrêté le processus.

Mobil'idées

Cet atelier partagé pour l'entretien du vélo, ouvert en 2007, a réalisé début 2017 un guide "Mémo vélo" qui explique comment entretenir et réparer soi-même son vélo. Version papier ou téléchargement à prix libre.

Mobil'idées, 10, rue Roumanille, 05000 Gap, tél 07 81 96 04 30, www.mobilidees.org.



La roue, monnaie locale

La roue est une monnaie locale complémentaire citoyenne pour le département des Alpes-de-Haute-Provence. Elle a été lancée le 15 mars 2016. 550 adhérent-es dont un tiers de professionnel-les utilisent cette monnaie principalement à Forcalquier, Sisteron, Digne, Manosque et Laragne. Une roue vaut un euro. L'argent échangé contre la monnaie locale est placé en cautionnement à *la Nef*, ce qui aide à financer des projets alternatifs.

La Roue 04, association Seve04, Maison de la famille, place Saint-Michel, 04300 Forcalquier, seve04@riseup.net, <http://laroue04.fr>.

Et également

Présentations reçues de la part de nos lecteurs et lectrices

(*) indique les points de vente de la revue Silence.

» Agriculture biologique

♦ **Agri-Yourte**, Cécile et Lucie, Les Aiguillons, 04250 Nibles, tél : 06 07 30 96 65, www.agri-yourte.com. Camping, yourtes et permaculture. ➤

♦ **Jean-Pierre et Colette Locatelli**, Le Bas Chaudoul, 04330 Blioux, tél : 04 92 34 24 20, collectif agricole. Élevage de chèvres angora et tissage traditionnel : manteaux, vestes, capes, gilets, plaid, écharpes.

♦ **Isabelle et Michel, Asinerie de La Valbonnette**, 04330 Barême, tél : 04 92 30 90 18, www.lavalbonnette.com, gîtes isolés au voisinage d'une ferme qui propose ses produits naturels, promenade en ânes, réflexologie plantaire.

♦ **La Grapille**, La Galère, 05150 Rosans, tél : 06 38 02 97 01 ou 07 89 53 93 30, récupération et grappillage d'arbres fruitiers non ramassés, pressoir collectif de jus de fruits.

♦ **François Apros Touilleux, Micro-Algues Process**, Le Mian, route de Chevalet, 05700 Orpierre, tél : 06 42 61 39 89, www.spiruli.net/contact@spiruli.net, producteur de spiruline depuis 1997.



SK

» Culture



DK

♦ **Rossinante**, tél : 07 88 38 48 87, <http://rossinante04.revolublog.com>, groupe de musique et danse "transitionnelle", un groupe qui donne des coups de sabots dans la fourmière.

♦ **Compagnie Tout Sambil**, La Cimenterie, Campagne des Arnoulds, 04300 Forcalquier, tél : 04 92 75 30 77, www.toutsambil.fr. Depuis 1983, création de spectacle de théâtre de rue. La cimenterie est un lieu de création, de recherche, de fouilles et de tâtonnements artistiques autour des arts de la rue.

♦ **Le K Fe Quoi**, Za Les Chalus, 04300 Forcalquier, lekfequoi@gmail.com lieu culturel

♦ **Jean Barbaroux, Compagnie Detournement d'ion**, Les Banons, Campagne Thuriens, 04380 Thoard, artiste

♦ **Festival "Les envoyeurs"**, association Héré Zik, Mairie, Saint-Antoine, 05340 Pelvoux, <http://associationherezik.wixsite.com>, chaque année pour le dernier week-end d'août. Festival de musiques actuelles et d'arts vivants, marché, spectacles, concerts, ateliers culturels tout public. . .

♦ **Rions de soleil**, Les Aubergeries, 05380 Châteauroux-les-Alpes, tél : 04 92 49 65 31, publie les éditions Gros textes.

♦ **Julien Blanc**, Association Le Hublot, 6, HLM Le village, 05460 Abries, votzblanc@gmail.com, www.le-hublot.org

♦ **Le Fourmidaible**, 33, rue Jean-Jaurès, 05400 Veynes, association qui anime Le café du peuple pour des instants festifs et conviviaux tout au long de la saison culturelle. 90 événements en 2016.

» Entreprises

♦ **Les Jouets du Queyras**, La Chalp, 05350 Arvieux, tél : 04 92 46 73 86, Cinq salariés-coopérateurs en SCOP pour la construction de jouets en bois locaux depuis 1920.

♦ **Hôtel Les trappeurs**, Prébois, Les Orres 1650, 05200 Les Orres, tél : 04 93 92 57 05, www.hotellstrappeurs.com. Cet hôtel est adhérent chez Enercoop, et travaille avec des structures sociales de vacances (ANCV, Famille plus. . .).

♦ **Colette Gasdon, La fruitière**, Villargaudin, 05350 Arvieux, tél : 04 92 43 52 62 ou 06 38 96 58 05, www.lafruitiere.fr. Ecogîte d'étape et de séjour labellisé WWF. Bâtiments rénovés avec matériaux écologiques, isolation chanvre, 26 m² de capteurs solaires pour l'eau chaude.

♦ **Eco2Scop**, boucle des Chardouires, 05200 Embrun, www.eco2scop.fr, entreprise de construction écologique en neuf et en réhabilitation née en 2006. Priorité aux matériaux premiers : bois, pierre, chaux, paille, terre. . . Plusieurs associés sont passés par le Gabion. 5 à 8 salariés selon les chantiers.



» Environnement

♦ **GESPER, Gestion de proximité de l'environnement en région**, 6 rue Lavoisier, ZI Saint-Christophe, 04000 Digne-les-Bains, tél : 04 92 34 33 54, www.gesper.eu. Créée en 2005, l'association dispose d'un centre d'accueil sur le compostage de proximité, elle propose des prestations techniques et des accompagnements de projets sur le département.

♦ **APRII-Rad**, Monique Foucher, chemin du Thuve, 04700 Oraison, relais local de la CRII-Rad, surveillance et analyse de la radioactivité.

♦ **Luc et Marie Marchello**, 4, rue Joseph Silvestre, 05100 Briançon, tél : 04 92 20 34 55, directeur MJC Briançon, engagé politique et environnement.

♦ **René Siestrunk, éditions Transhumances**, Le rosier, 05100 Val-des-Prés, tél : 04 92 20 12 24. Investi dans la protection de la Vallée de la Clarée.

♦ **Association Terro**, La Basse rivière, 05150 Rosans, tél : 06 70 04 81 49 (Jean-François Roussot), association pour la revitalisation rurale du Rosanais, aide à l'agriculture diversifiée, à échelle humaine. A mis en place le "jardin des plantes libres", une friche transformée en jardin public sans autre modification que l'ouverture de chemins.



SK

» Librairie

♦ (*) **Librairie La Ruelle**, 18, place Charles-de-Gaulle, 04000 Digne-les-Bains, tél : 04 92 31 50 19, laruelle04@wanadoo.fr.

♦ **Librairie Le Bleuet**, rue Saint-Just, 04150 Banon, tél : 04 92 73 25 85, www.lebleuet.fr, a compté jusqu'à 17 salariés, plus grande librairie rurale.

♦ (*) **Jean-Louis Michel, Campagne Les Arnoulds**, Vieille route de Limans, 04300 Forcalquier, tél : 06 30 54 39 80, jeanlouismichel42@yahoo.fr vendeur à la criée de Silence et d'autres revues engagées.

» Magasins d'alimentation biologique

♦ **Marjolaine**, 6, rue du Jeu-de-Paume, 04000 Digne-les-Bains, tél : 04 92 31 68 36, magasin bio.

♦ (*) **Brigitte Colas, Le Blé en Herbe**, ZI Saint-Joseph, 04100 Manosque, tél : 04 92 72 79 27, <http://lebleenherbe.biocoop.net>. Biocoop.

♦ **2 la lune à la terre**, 22, boulevard Saint-Michel, 04120 Castellane, tél : 04 92 83 75 81, 2lalunealaterre@aubligine21.fr, www.aubligine21.fr

♦ **Bio Pastel**, Les Troènes, 2, allée Bertin, 04200 Sisteron, tél : 04 92 62 65 41, Biocoop.

♦ (*) **Association Jojoba**, Village vert, 5, place de Verdun, 04300 Forcalquier ou avenue de la Burlière, 04300 Mane, 04 92 75 36 35, asso.jojoba@orange.fr, Biocoop

♦ **Boutique Bio**, 3, rue Grenette, 04400 Barcelonnette, tél : 04 92 81 22 68 boutique bio

♦ **L'Épicerie bio**, 7, avenue Marius-Méryère, 05700 Serres, 04 92 67 08 12 lepiceriebio@yahoo.fr

» Magasins d'alimentation paysans

♦ **Magasin paysan, Oh Trois Cèpes**, 1, place du Revelly, 04240 Annot, tél : 04 92 83 32 31, loutard.meailles@orange.fr

♦ **La Halle paysanne**, centre commercial les Trois routes, quartier de Beaudine, 04300 Forcalquier, tél : 04 92 75 34 41

» Paix

♦ **Guillaume Tixier**, 4, avenue Saint-Bonnet, 04350 Malijai, 04 86 89 22 86 guillaume.tixier@no-log.org formateur au sein de l'IFMAN, Institut de formation du Mouvement pour une alternative non-violente.

» Politique

♦ **Groupe Rêve et transition**, groupe.reve04@jabron-durance@orange.fr

♦ **Agora sisteronnaise**, <http://agorasisteronnaise.over-blog.com>. Cette association, née en 2015, se veut un espace de réflexion et de discussion visant à développer l'esprit critique de chacun-e. Il s'agit d'avancer vers une société qui respecte la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité, qui vise à réduire les inégalités et à ne pas détruire la planète.



DK

Manifestation devant Sanofi, organisé par l'Agora sisteronnaise, 23 mars 2016

♦ **Réseau École des Citoyens**, Pauline Mercuri chez Josette Gilly, 26, Digue de la Gravette, 04400 Barcelonnette, pauline.mercuri@gmail.com

» Solidarités locales

♦ **Association La ruche Dignoise**, 3, rue Grande-Fontaine, 04000 Digne-les-Bains, tél : 04 92 31 65 25. Lieu d'accueil de jour pour personnes en difficulté.

♦ **À fleur de Pierre**, 23, montée Saint-Charles, 04000 Digne-les-Bains, tél : 04 92 31 69 74, jardins solidaires et écologiques, compostage, formations.

♦ **Association Terre Solidaire**, rue René-Cassin, 04300 Forcalquier, tél : 04 92 75 81 13, terresolidaire@orange.fr

♦ **Terre de Liens Paca**, CFFPA de Dignes-Carêmejane, 04510 Le Chaffaut, Laurence Quinson.

♦ **Planning Familial 05**, BP, Mairie, 3, rue Roux, 05000 Gap, 06 88 31 96 01 equipe@leplanning05.org

» Vivre ensemble

♦ **Didier Saint-Roch, ferme Champ Dolen**, 04200 Authon, tél : 04 92 61 33 27, projet d'écolieu animé par un collectif agricole en lien avec Terre de Liens.

♦ **Collectif de Jansiac**, La Nef des Fous, 04200 Châteauneuf-Miravail. Groupe anti-développementaliste qui existe depuis les années 1970. Présenté dans le numéro 192-193 de l'été 1995.

♦ **Les Colibres**, 04300 Forcalquier, tél : 04 86 90 14 21, [www.lescolibres.fr](http://lescolibres.fr) projet d'écohabitat groupé intergénérationnel de 10 logements sur 4000 m², travaux à partir de début 2016.

♦ **La collective de Chavagne**, RD911, km10,5 04320 Val-de-Chavagne, <http://chavagne.lesgouttesda.net/> tél : 04 89 77 90 34

♦ **Communauté de l'Esclache**, quartier Brigands, Hautes Duyes, 04380 Thoard.



NUCLÉAIRE ÇA BOUM !

Jean-Pierre Dacheux

Le jeûne-action : une action politique non-violente efficace

Du 6 au 9 août, anniversaires des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, des militant-es non-violent-es vont interpellier l'opinion publique dans plusieurs villes de France et à l'étranger. Objectif : dénoncer les armes nucléaires qui vont prochainement être interdites par un traité international.

Cette interpellation se fait sous forme d'un "jeûne-action", une démarche inaugurée par Solange Fernex et Théodore Monod dans les années 1980. La question est souvent posée sur la signification et l'utilité d'une telle démarche.

Le jeûne est une privation volontaire de nourriture. C'est, par conséquent, un acte très culturel s'opposant à notre naturel d'êtres vivants omnivores. La motivation du jeûne est parfois médicale. Ce jeûne peut être bref (avant une prise de sang) ou prolongé (pour obtenir, par exemple, une perte de poids).

Une autre motivation du jeûne, bien connue, est d'ordre religieux, comme pendant le Carême des Catholiques ou le Ramadan des Musulmans, mais il peut s'agir, tout simplement, d'une recherche spirituelle visant à obtenir une meilleure connaissance et une plus grande maîtrise de soi.

Toute autre est la grève de la faim qui est l'engagement personnel mais total, parfois sans limitation de durée, de celui qui veut exprimer, seul ou en groupe, son opposition à une violence injuste, dont il s'estime victime, lui-même ou sa communauté de vie. Bobby Sand et 9 autres de ses compagnons irlandais en sont morts, en 1981, à cause de l'intransigeance sans retour du gouvernement anglais de Margaret Thatcher.

Le jeûne-action, différent, est un engagement collectif et concerté dont la durée est, en principe, fixée. C'est donc une alerte, une prise à témoins politique, afin d'éveiller les consciences citoyennes. La grève de la faim et le jeûne-action se rejoignent dans la dénonciation politique d'un crime contre une population tout entière. Gandhi vécut cet engagement-là, personnel et



6 août 2016 : une journée du jeûne-action

collectif tout à la fois, et il en a prouvé l'efficacité.

Le pasteur Martin Luther King, qui fut l'un des principaux porte-parole de la non-violence politique, assassiné par certains de ceux qui avaient constaté et déploré son influence, n'hésitait pas à donner des "conseils pratiques pour le jeûne" afin d'y trouver la force de lutter.

Nelson Mandela, "l'homme qui a dit non à la vengeance", a vécu une manière de jeûne total, contraint mais assumé, à certains

moments de ses 27 années d'incarcération et il a fait "de son corps même une arme de protestation" contre l'apartheid.

Jeûne-action pour le désarmement nucléaire

Le jeûne-action pour l'abolition des armes nucléaires est aussi l'arme politique non-violente utilisée, à ces mêmes dates, chaque année, lors de la commémoration des deux bombardements nucléaires de Hiroshima et de Nagasaki, en 1945.

L'Action civique non-violente (contre la torture et la guerre d'Algérie), avec l'appui de Lanza del Vasto, avait ouvert, en France, durant les années 1960-1963, une voie nouvelle en politique qui, depuis, n'a jamais été totalement refermée. Le Mouvement pour une alternative non violente (ou MAN) entend toujours exprimer, à cet égard, la radicalité des engagements de citoyen-nes civilisé-es et bien décidé-es à faire obstacle à l'inhumanité de l'espèce humaine elle-même !

Il y aurait bien plus à dire encore, désormais, sur le jeûne politique, en notre temps de surconsommation et de religion de la croissance. Inséparable d'une vue écologique et non-violente de la vie dans la cité, il n'en est, peut-être, qu'au tout début de son usage citoyen en occident.

Plus d'info sur le jeûne-action 6-9 août : www.vigilancehiroshimanagasaki.com - Ndr : Silence a consacré un dossier à ce sujet en juin 2002 (n°284).

Manifestations à Bruxelles les 24 et 25 mai 2017 contre l'OTAN

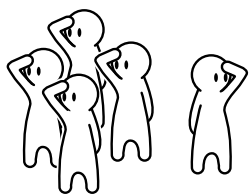
Le premier voyage de Donald Trump à l'étranger s'est terminé par le sommet de l'OTAN à Bruxelles. A son ordre du jour : l'accélération de l'expansion de l'OTAN, comprenant notamment le renforcement de sa présence aux frontières européennes de la Russie, et les conditions d'une présence accrue en Méditerranée et aux Proche et Moyen-Orient. L'organisation d'un contre sommet a permis de s'informer, analyser, partager tous les

aspects de l'action de l'OTAN. Plus de 10 000 personnes ont participé à la manifestation "Trump not welcome" du mercredi 24 mai 2017. Par leurs actions radicales, directes et non-violentes elles entendent rappeler que l'OTAN est une machine de guerre qui, loin d'assurer la paix et la sécurité du monde, ne fait que renforcer son instabilité notamment en utilisant la menace de recourir aux armes nucléaires.

» Etats-Unis

3 600 000 000 000 \$

3600 milliards de dollars, c'est le budget dépensé par les Etats-Unis pour leurs interventions extérieures depuis l'attentat du 11 septembre 2001. La guerre en Irak et en Syrie coûte chaque jour au moins 12 millions de plus.



L'île où les enfants ont école dans les bois

Sur l'île de Majorque, des parents ont créé une "école des bois" où les enfants passent leur journée dehors, quelle que soit la météo. Au contact de la nature, les petit-es sont ravi-es. Et leurs parents aussi.

Cela se passe à Bunyola, un village de montagne d'environ 2 000 habitant-es situé sur l'île de Majorque, dans l'archipel des Baléares. Chaque matin, quinze parents amènent leurs enfants dans un parc situé à la sortie du village. Au fond du parc, une petite porte métallique mène vers la montagne. À 9 heures et quart, la troupe d'enfants de 2 à 6 ans l'ouvre et court sur le sentier forestier, suivis de Patty et Linda, les deux accompagnatrices.

Un peu plus loin apparaissent des cabanons en bois. Patty en sort une bâche qu'elle déplie au sol. "Ce lieu est le point de référence de notre espace de jeux. En début de matinée nous y faisons un goûter, et nous en profitons pour tous nous saluer".

Les "écoles" des bois, ou plutôt "jardins d'enfants dans la nature", se développent depuis les années 1950 dans les pays scandinaves et germaniques.

"La nature est un espace d'explorations et d'expériences sans limite. Un espace de jeu et d'apprentissage pour les enfants, mais surtout un outil pédagogique pour le développement de leur lien à la vie. Les trois buts principaux sont le plaisir de l'enfant, son développement intégral, et lui permettre de fonder une relation émotionnelle à la nature", explique Sarah Wauquier, auteure du livre *Les Enfants des bois*. Équipés si nécessaires de vêtements imperméables et chauds, les enfants jouent dehors de 5 à 9 heures par jour et par tous les temps.

Yasmine Eid-Sabbagh s'est inspirée de ce modèle pour fonder *Ses Milanes*. L'aspect matériel est facilement résolu : "La nature est un bien public, c'est gratuit, il n'y a pas de loyer à payer !". Elle a fini par convaincre deux familles et fondé avec elles une association à but non lucratif.



Dans les montagnes de Bunyola, les enfants jouent librement avec très peu de matériel ; Patty et Linda n'apportent que quelques loupes, ainsi que des livres sur les oiseaux et les plantes pour reconnaître les spécimens découverts. "Au retour, ils sont noirs, couverts de terre et de branches, avec un sourire d'oreille à oreille, et... ils font de grandes siestes, ça c'est un gros avantage !" se réjouissent Pierrick et Poli.

Je demande à Franziska si elle ne craint pas le retour de son enfant à l'école classique (l'école est obligatoire à partir de 6 ans en Espagne). Selon elle, "des études montrent au contraire

que les enfants des bois sont mieux préparés à l'école primaire, car ils ont confiance en eux. C'est quelque chose que j'ai remarqué dès le début chez Julian. Il a très vite progressé en motricité, par exemple. Et puis, ils apprennent même à compter et à lire". Comment ? Amar, 4 ans, a demandé un jour à Patty comment s'écrivait son nom. Patty l'a aidée à former des lettres avec des morceaux de bois. Puis d'autres enfants ont voulu apprendre à leur tour. Maintenant, on trouve des petits "Amar" et

des petits "Xaloc" inscrits sur le sol de la forêt.

"Passer tout ce temps dans la nature leur apprend aussi à la traiter comme un égal", explique Yasmine. "Hier, Amar parlait aux haricots que nous préparions pour le repas. Je me suis approché : elle leur demandait pardon et les remerciait, car on allait les manger !" rit Adria. "Il y a quelques jours, quand je suis venue chercher Loïc, Linda m'a dit qu'il avait contemplé la pluie pendant une heure. Ça m'a beaucoup touchée", raconte, quant à elle, Poli.

Après trois ans d'existence, plusieurs familles de Palma sont venues s'installer au village de Bunyola pour y inscrire leurs enfants. Et d'autres écoles de la nature ont vu le jour comme à Tenerife, aux Canaries, une école... sur la plage !

En partenariat avec : www.reporterre.net

Reporterre
le quotidien de l'écologie

» Portugal

Un pas vers le végétalisme

Le Portugal a approuvé le 3 mars 2017 une loi rendant obligatoire dès 2017, pour toutes les cantines publiques (des établissements scolaires aux hôpitaux en passant par les prisons), de proposer un repas sans produits animaux à chaque repas. Il deviendra donc illégal de ne pas offrir d'option végétarienne dans toutes les cantines. Cette décision fait suite à une campagne lancée par l'association végétarienne portugaise qui avait récolté 15 000 signatures. Une victoire qui encourage des associations britanniques qui cherchent à atteindre les 100 000 signatures afin que cette question puisse être abordée au parlement.

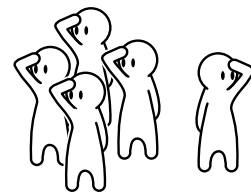
» Ardèche

Malteurs Echos

Alors que plusieurs centaines de petites brasseries artisanales ont ouvert depuis une dizaine d'années, elles se trouvent confrontées à des difficultés d'approvisionnement pour le malt. En région Rhône-Alpes, une centaine de brasseries ont lancé un appel qui a donné naissance en 2012 à *Malteurs Echos*, une coopérative de production de malt biologique à partir d'orge cultivé localement. *Malteurs échos* travaille avec des agriculteurs de Drôme et d'Ardèche pour l'orge d'hiver et avec des producteurs de Bourgogne pour l'orge de printemps. La coopérative s'est transformée en SCIC en 2014 et regroupe maintenant 50 brasseurs professionnels, 5 producteurs de céréales et les salariés, soit 88 sociétaires. Une dizaine de personnes en insertion sont accueillies chaque année. Près de 100 brasseries, principalement de la région, leur achètent aujourd'hui leur malt biologique, soit environ 300 tonnes par an.

Malteurs Echos, route de Saint-Laurent, 07800 Beauchastel, tél : 04 75 62 31 89, www.malteurs-echos.fr





Conciergeries de quartier

On a souvent besoin d'avoir une personne de confiance qui puisse nous aider à l'occasion : arroser les plantes quand on est en vacances, monter un meuble en kit, fixer une tringle à rideau, relancer l'ordinateur ou la box internet, garder des enfants, assurer un soutien scolaire, jardinier, aider aux papiers administratifs, préparer un repas, promener les animaux, réceptionner un colis... C'est ainsi qu'est née dans le 4^e arrondissement de Paris en avril 2015, la notion de "conciERGE de quartier" : l'association *Lulu dans ma rue* propose à partir d'un kiosque installé place Saint-Paul, avec le soutien de la mairie, de mettre en relation les personnes qui peuvent rendre le service avec celles qui en ont besoin. Avec le succès de l'initiative, un deuxième kiosque a vu le jour au coin de la rue Levis côté Villiers, dans le 17^e et quatre nouveaux kiosques sont en projet pour cette année. Les prestations peuvent être payées en chèque-emplois service (avec déduction d'impôts), l'association garantit une assurance pour le prestataire. Depuis l'initiative a fait des petits dans d'autres villes...



- ♦ Paris : *Lulu dans ma rue*, tél : 01 73 74 89 52, www.luludansmarue.org ; *OpenLoge*, www.openloge.fr
- ♦ Bordeaux : *Conciergerie solidaire*, *Darwin-Eco-système*, 87, quai des Queyries, 33100 Bordeaux, tél : 09 70 80 55 65, www.conciergerie-solidaire.fr
- ♦ Nantes : *Laissez faire Walter*, 83, boulevard G. Lauriol, 44300 Nantes, tél : 02 85 67 01 44, www.laissezfairewalter.com/
- ♦ Toulouse : *Allô Bernard*, 8, place Arnaud-Bernard, 31000 Toulouse, tél : 05 61 12 13 73, www.allo-bernard.fr

Médias

♦ Radio Canut a 40 ans !

Née des mouvements de radios libres de la fin des années 70, Radio Canut a fêté cette année ses 40 ans ! Une radio qui a su rester libre, qui fonctionne de manière auto-gérée et sans salarié-es, et qui permet l'expression de voix indépendantes.



Longue vie à Radio Canut ! A écouter à Lyon sur 102,2Mhz et sur internet sur www.radiocanut.org

♦ 180°C, Des recettes et des hommes (n° 9) et 12°5 Des raisins et des hommes (n°2) Ed. Thermostat 6, printemps-été 2017, 192 et 176 p., 20€.

Dans l'assortiment étendu des revues dédiées à l'art culinaire, respectivement à la vitiviniculture, les semestriels 180 °C et 12°5 sont indéniablement les meilleures. Elles tranchent avec le tout-venant par leur haute teneur intellectuelle, leur engagement sans concession contre les modes de production intensifs et la malbouffe comme le malboire, ainsi que par l'exceptionnelle qualité des photos. Ces savoureuses lectures (articles de fond, portraits d'agriculteurs et de restaurateurs exigeants, recettes, etc.) ne nous transforment pas automatiquement en maître queux ou en sommelier, mais donnent bigrement envie de passer à table et de se régaler, en attendant la prochaine livraison...



La Nef et les monnaies locales

Pour créer une monnaie locale, il y a un certain nombre de démarches obligatoires à faire. Notamment, la mise en circulation d'un certain volume de monnaie doit être faite en plaçant sur un compte bancaire l'équivalent en euros de la somme qui circule. C'est dans ce cadre que *la Nef*, société financière alternative peut intervenir : les initiateurs peuvent placer cet argent sur un compte à terme et savoir, du fait de la transparence financière de *la Nef*, à qui profite l'argent ainsi placé. Il y a toutefois des limites : tant que *la Nef* n'aura pas le statut de banque, elle ne pourra pas délivrer de chèque directement (il faut passer par le Crédit coopératif) et son manque de guichets limite les relations directes entre les animateurs d'une monnaie locale et *la Nef*. *La Nef*, immeuble Woopa, 8, avenue des Canuts, CS 60032, 69517 Vaulx-en-Velin cedex, www.lanef.com.

» Paris Rejoué

Rejoué collecte les jouets abîmés et délaissés chez les particulier-es, les crèches et les distributeurs de jouets pour les nettoyer, les réparer et les revendre à petit prix. 50 personnes en insertion sont déjà passées dans l'association depuis 2012, dont 50 % ont ensuite trouvé un emploi ou une formation. Depuis 2012, plus de 64 tonnes de jouets ont été collectées dont plus de la moitié ont pu être réparés et revendus.

Rejoué, 14, rue Humbert, 75014 Paris, tél : 01 40 52 54 15, rejoue.asso.fr.

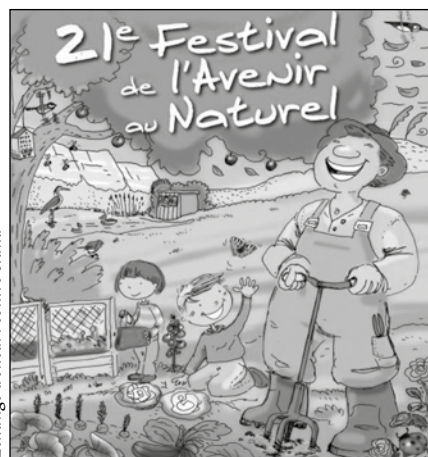


Page Ballman

» Haute-Garonne

L'école de la transition écologique

"L'école de la transition écologique" vise à proposer aux moins de 25 ans des outils d'information, d'éducation et de formation sur les métiers verts (habitat sain, énergies renouvelables, agriculture bio, préservation des milieux naturels, valorisation des déchets, transports...). Après une demi-journée présentant les enjeux des métiers verts, les jeunes peuvent choisir de participer à des chantiers verts ici ou dans un autre pays européen, en stage court puis poursuivre sous forme de "service civique". Sont tout particulièrement ciblés des jeunes en rupture de parcours scolaire. Cette école est animée par l'association 3PA, "penser, parler, partager, agir", avec le soutien du CRU Toulouse, du département et de l'Education nationale. 3PA, Les Margalides, 31370 Poucharramet, tél : 05 61 08 11 30, www.3pa.info



2 et 3 sept. 2017

Samedi de 10h à 20h
Dimanche de 10h à 19h

L'ALBENC

- Foire bio Entrée gratuite
- 200 exposants
- Conférences
- Ateliers et animations
- Buvette Bio
- Concerts





Nucléaire

Fukushima

♦ Le gouvernement essaie de convaincre que le retour est possible.

"Des gens ont peur de la contamination, mais nous leur disons que dans la majorité des cas, les relevés d'exposition tournent autour de 2, 3, 4 ou 5 mSv à l'année. Ce sont des petites quantités qui ne présentent pas de risques. Après, bien sûr, se sentir en sécurité reste une question personnelle", affirme Shinya Fujita, directeur des affaires internationales à l'Agence nationale de la reconstruction. Rappelons qu'avant l'accident, l'exposition maximale autorisée était de 1 mSv à l'année.

Après, bien sûr, se sentir en sécurité reste une question personnelle", affirme Shinya Fujita, directeur des affaires internationales à l'Agence nationale de la reconstruction. Rappelons qu'avant l'accident, l'exposition maximale autorisée était de 1 mSv à l'année.

♦ TEPCo : gouffre financier sans fond.

En 2012, le gouvernement japonais s'était résigné à nationaliser TEPCo, la compagnie électrique propriétaire du site de Fukushima. Il avait pour cela apporté 8 milliards d'euros au capital. Cette nationalisation devait durer cinq ans... jusqu'en mars 2017. Il s'agissait de faire croire à l'époque que cela irait mieux dans ce délai. Évidemment, il n'en est rien et le gouvernement vient de prolonger la nationalisation de deux ans, jusqu'à fin mars 2019. Non seulement TEPCo ne va pas mieux, mais continue à emprunter sans intérêt de l'argent à l'État : début avril 2017, on en est à 60 milliards d'euros.

♦ L'enfant oublié qui fait douter des données officielles.

Officiellement, aucun enfant de moins de 5 ans au moment de la catastrophe n'a développé de cancer de la thyroïde... C'était avant la découverte, fin mars 2017, par une association de soutien aux enfants malades d'un enfant de 10 ans (donc qui avait 4 ans au moment de l'accident), ayant

subi une intervention chirurgicale au niveau de la thyroïde, à l'Université médicale de Fukushima : cet enfant ne figure dans aucune statistique. Interrogée par les médias, l'Université a prétexté le secret médical pour ne pas répondre aux questions. Plusieurs journalistes de grands médias ont fait état de leurs doutes sur les chiffres communiqués officiellement.

♦ **Incendie et radioactivité.** Un éclair tombé sur la forêt de Namié le 29 avril 2017, a provoqué un violent incendie. Or la forêt concentre d'importantes quantités de radioactivité (10 km des réacteurs accidentés). Il a fallu douze jours pour venir à bout de l'incendie proche de la centrale de Fukushima. 75 hectares ont brûlé. 5000 personnes se sont mobilisées pour contrecarrer le feu. Elles portaient des tenues de protection contre la radioactivité, mais les autorités n'ont pas communiqué sur les doses qu'elles ont prises. Officiellement, la radioactivité n'a pas augmenté dans les environs, le vent entraînant les cendres au large. Ce que conteste Greenpeace Japon qui a fait des mesures sur place et qui a constaté par endroits une hausse de la contamination... sans pouvoir prouver avec certitude que cela provient des retombées de l'incendie.

♦ **Deux nouveaux réacteurs remis en marche.** Après avoir obtenu le feu vert du tribunal, Kansai Electric a remis en route le réacteur 4 de la centrale de Takahama le 17 mai 2017. Le réacteur n°3 a lui redémarré début juin. Cela porte à 5 le nombre de réacteurs redémarrés, plus de 6 ans après l'accident. Il y en avait 54 avant.

» Suisse

Nouvelle initiative pour la sortie du nucléaire

La dernière initiative des Verts pour la sortie rapide du nucléaire a échoué en novembre 2016 (seulement 45,8 % de oui). Une nouvelle consultation s'est tenue le 21 mai 2017 sur le programme énergétique de la Suisse. Celle-ci a cette fois été adoptée à 58,2 % (plus de 72 % dans les cantons francophones). Elle encadre une diminution de la consommation énergétique par rapport à 2000 de 16 % d'ici 2020 et de 43 % d'ici 2035. Concernant le nucléaire, ce vote entérine qu'il n'est plus possible de construire de nouveaux réacteurs, mais que les réacteurs actuels, à l'exception de celui de Mühleberg qui doit fermer en 2019, pourront fonctionner tant que leur sûreté sera garantie. Une disposition qui ne satisfait pas les opposants au nucléaire. Une nouvelle initiative a été lancée dès le 17 mai 2017 pour récolter, avant le 16 novembre 2018, 100 000 signatures afin de fixer l'arrêt du nucléaire au plus tard à 2029 et aussi d'interdire aux compagnies suisses d'investir dans le nucléaire à l'étranger. Contact : <http://sortirdunucleaire.ch>

» Paluel

La panne qui va durer...

En mai 2015, le réacteur n°2 est arrêté pour y remplacer les générateurs de vapeur. Malheureusement, un de ces générateurs de 450 tonnes tombe sur le dôme du réacteur provoquant d'importants dégâts. La loi prévoit qu'un réacteur à l'arrêt plus de deux ans doit reprendre à zéro ses autorisations administratives... car cela signifie qu'il y a eu un problème suffisamment grave pour que cet arrêt se prolonge.

Eh bien, le 4 février 2017, le gouvernement a publié un décret qui prolonge de deux ans la période légale de l'arrêt.

EDF veut des prix d'achat garantis

Le PDG d'EDF a annoncé le 8 mars 2017 l'engagement de négociations avec l'Union européenne pour que les investissements dans les futurs réacteurs nucléaires disposent de garanties sur le prix d'achat (comme cela a été fait avec les EPR vendus à la Grande-Bretagne). Évidemment, quand on voit que les contrats pour les parcs éoliens et solaires se négocient maintenant à des prix moitié moindres que le prix fixé pour l'EPR, on peut comprendre l'inquiétude d'EDF. Mais ce qui a été réussi au niveau de la Grande-Bretagne pourrait ne pas réussir au niveau européen : la Grande-Bretagne et la France sont les deux seuls pays à avoir la bombe atomique, ce qui nécessite de maintenir en activité des centrales nucléaires pour produire le combustible militaire. Les autres pays sont tous contre l'arme atomique.

Rions un peu

Le 9 juin 1998, pour justifier le lancement du chantier de l'EPR à Flamanville, Anne Lauvergeon, alors directrice d'Areva, disait devant l'Assemblée nationale : "La réduction des délais de construction est l'élément fondamental de réduction des coûts, du fait de l'importance des financements qui doivent être mobilisés".

Elle présentait à cette occasion son plan de développement : l'EPR de Flamanville devait démarrer en 2011 et la production en série en 2015 avec comme objectif de vendre 45 réacteurs d'ici 2020.

20 ans plus tard, le premier réacteur n'est toujours pas en fonctionnement !

» États-Unis

Un tunnel rempli de déchets s'effondre

Le site de recherche nucléaire de Hanford (1500 km², dans l'Etat de Washington, à 300 km de Seattle), est l'un des endroits radioactifs les plus pollués du monde : des boues radioactives ont contaminé les sols en continu pendant des dizaines d'années, des effluents radioactifs sont partis dans le fleuve Columbia, des accidents ont provoqué des taches de radioactivité... On y trouve aujourd'hui un tiers des déchets radioactifs du pays (14 millions de tonnes). Et toutes les astuces sont bonnes pour les stocker. Pour les déchets liquides (contenant notamment du plutonium), une idée a été d'utiliser d'anciens wagons-citernes et de construire par-dessus les voies de chemin de fer des tunnels. Le 9 mai 2017, l'un de ces tunnels, datant des années 1950, s'est effondré, écrasant les wagons. L'état d'urgence a été déclaré sur le site et 3000 ouvriers ont été confinés pendant de longues heures. Petite précision : depuis 2008, Areva a emporté un marché pour surveiller ces déchets.





Lutter contre Total avec les oiseaux : vol d'étourneaux au Louvre

Romain Nicolas



Le jeudi 11 mai 2017 au matin, dans les galeries du Louvre, le collectif d'art-activisme *Libérons le Louvre* a organisé une performance mêlant art et activisme, dans le cadre de la mobilisation mondiale pour le désinvestissement des combustibles fossiles qui a eu lieu du 8 au 14 mai 2017. Il a chorégraphié un vol d'étourneaux à travers la cour Marly à partir d'oiseaux en origami. Cette performance s'inscrit dans la campagne, lancée par le mouvement *350.org*, demandant au musée du Louvre de rompre ses liens avec *Total* au nom de l'urgence climatique.

Le 5 mars dernier, près de 40 membres du collectif avaient déjà pris part à une performance dans le musée du Louvre, pour dénoncer le partenariat entre *Total* et le Louvre. Vêtu-es de noir, ils et elles se sont réunis au pied de la Victoire de Samothrace, puis ont enlevé leurs châles, vestes et gilets noirs qu'ils et elles ont lentement déposés sur les marches de l'escalier qui descend depuis la base de la statue, formant ainsi une marée noire symbolique coulant vers les galeries du musée sponsorisées par *Total*.

Microturbines et efficacité énergétique

Dans les réseaux d'eau potable, il faut assurer une certaine pression pour passer les reliefs... puis mettre des réducteurs de pression avant l'arrivée chez les usagers pour ne pas abîmer les installations. À Annonay (Ardèche), des microturbines ont été installées au niveau de ces réducteurs de pression. Cela permet de



récupérer de l'énergie (avec une puissance de 26 kW) et de faire baisser la consommation du réseau potable de 30 %. À Nice (Alpes-Maritimes), quatre microturbines permettent de couvrir les besoins du réseau d'eau potable. À Lausanne (Suisse), le *Laboratoire de Conception Mécanique Appliquée* (LAMDA) de l'école polytechnique teste sur des bâtiments publics des microturbines sur différents fluides : gouttière d'eau de pluie qui descendent des toits, évacuation d'égoût...

Objectifs du quinquennat ?

Un sondage réalisé fin mars 2017 pour le compte du site *QuelleEnergie.fr* demandait aux personnes leurs priorités pour les cinq ans à venir en matière d'énergie. 68 % pensent que développer les énergies renouvelables est une priorité, 48 % qu'il faut intensifier la rénovation thermique des logements, 40 % qu'il faut améliorer l'indépendance énergétique en adoptant de nouveaux modes de mobilité... par contre seulement 10 % soutiennent la poursuite du nucléaire (18 % pour l'électorat de droite, 7 % pour celui de gauche). Pour le gaz de schiste, c'est encore moins : seulement 5 % y sont favorables.



» Sénégal

Mobilisation pour les semences paysannes

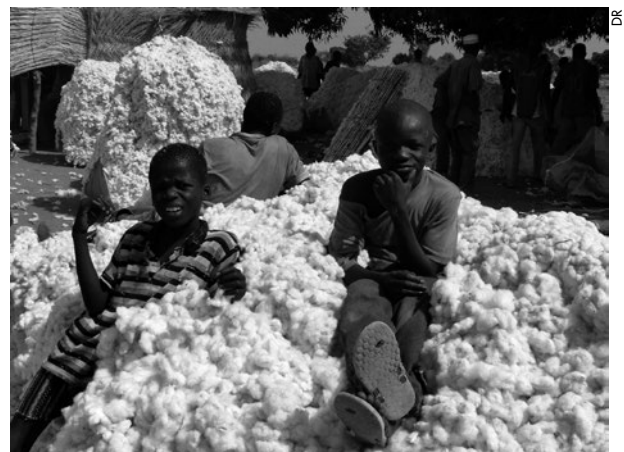
En mars 2017, s'est tenue à Dioral (région de Fatick) au sud ouest de Dakar (Sénégal), la troisième foires aux semences paysannes qui a réuni plus de 300 personnes. La reconnaissance du droit des paysans sur les semences a été défendue, l'arrivée des OGM dans la sous-région a été vivement dénoncée. Cette foire a été organisée par l'Union des Collectivités de Tattaguine (UCT) en collaboration avec l'Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes (ASPSP). À l'issue de cette foire, une déclaration a été adoptée qui affirme que "pour assurer sa sécurité et sa souveraineté alimentaire, le paysan sénégalais doit détenir ses propres semences". Cette manifestation a eu lieu dans un contexte malheureusement favorable à l'arrivée des OGM puisque l'industrie a réussi à faire adopter par l'Union économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) une loi cadre sous-régionale qui autorise la libre circulation des OGM en Afrique de l'Ouest. www.infogm.org

» Burkina Faso

La fin du coton transgénique

En 2003, *Monsanto* obtient une convention avec l'*Institut de l'environnement et de recherche agricoles du Burkina Faso* pour expérimenter une variété de coton génétiquement modifié, le coton Bt. Les premières cultures commencent en 2008. En 2013, 70 % du coton du pays soit 442 000 hectares, sont en version *Monsanto*. C'est à cette époque qu'une première étude est engagée par la *Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain*. Celle-ci montre une hausse du prix des cultures de +32 % alors que les rendements ont baissé de 7 % et les revenus de 14 %... contrairement à ce qu'annonçait *Monsanto* qui annonçait 64 % de bénéfices. Au début, il y a moins de travail, mais ensuite les chenilles deviennent résistantes et il faut de nouveau traiter comme avant. La *Sofitex* qui achète le coton découvre également que le coton OGM donne des fibres plus courtes et s'estime lésée. Elle

réclame 74 millions d'euros de dédommagement à *Monsanto*. Début 2016, le nouveau gouvernement qui a renversé Compaoré, sous la pression populaire, rompt l'accord avec la multinationale. Dès les semis de fin 2017, le Burkina Faso devrait revenir aux cotons traditionnels.





Transports

♦ **Ce que nous économisent les transports en commun.** La STM, Société de transports en commun de la région de Montréal, a calculé ce qui se passerait si l'on supprimait les transports en commun. Ceux-ci remplacent concrètement 690 000 voitures et cela évite la consommation de 1,7 milliard de litres d'essence par an et par conséquence réduit les émissions de gaz à effet de serre de 3,9 millions de tonnes. Sachant que la STM de Montréal compte 1,6 million de déplacements par jour et que la région Ile-de-France en compte 8,2 millions, en utilisant le même mode de calcul, les transports en commun franciliens permettent d'éviter 3,2 millions de voitures, soit 7,8 milliards de litres de carburant par an et 18 millions de tonnes de gaz à effet de serre. (d'après *Carfree.fr*, 5 décembre 2016).

♦ **Paris - Choix des transports.** La ville de Paris a publié début février 2017 sur son site internet un comparatif des modes de transports, selon que l'on habite à 2, 10, 15, 20, 30 ou 50 km de son lieu de travail dans la capitale. Dans tous les cas, la voiture est le mode de transport qui pollue le plus et qui coûte le plus cher. Pour 2 km, le vélo va aussi vite que la voiture et coûte presque cent fois moins cher, la marche est encore possible. Pour 10 km, voiture, train et vélo mettent presque le même temps, mais le train pollue 25 fois moins, le vélo coûte le moins cher... pour des temps équivalents (sauf en période de pointe où la voiture met plus de temps). A partir de 15 km, l'étude introduit le recours au vélo électrique qui pour 13 € par mois (quinze fois

moins que la voiture), permet d'aller aussi vite que la voiture ou le train. A 30 km, le vélo reste le moyen de transport le moins cher... mais c'est le train qui va le plus vite... alors que la voiture pollue 25 fois plus que le train. A 50 km, il ne reste que le train comme alternative à la voiture, il coûte 3 fois moins cher, pollue toujours 25 fois moins et est plus rapide. (source : *www.paris.fr*)

♦ **Dunkerque - Vers la gratuité des transports en commun.** La ville de Dunkerque (200 000 habitant-es) prévoit le



passage à la gratuité des lignes de bus en 2018. Pour tester l'idée, depuis 2015, les bus sont déjà gratuits les samedis et dimanches. Ceci afin d'étudier ce que cela implique et adapter le réseau en conséquence. Une étude a été réalisée en continu depuis 2015 et un premier rapport publié en mars 2017. Il en ressort que l'on observe une augmentation notable de la fréquentation (+29 % le samedi, +78 % le dimanche) ce qui a comme conséquence qu'il faut prévoir un renforcement des fréquences des lignes en vue du passage total à la gratuité. Les nouveaux et nouvelles usager-es sont principalement des familles avec enfants, de toutes catégories sociales. Surprise : alors que les opposant-es à la gratuité avancent en général que "ce qui est gratuit n'est pas respecté", l'augmentation du nombre de personnes le week-end à Dunkerque a entraîné une baisse des incivilités : -59 %, le budget pour faire face aux dégradations est ainsi passé de 44 282 euros en 2014 à seulement 3 894 en 2016. Pour la mairie, il semble que la gratuité entraîne un plus grand respect.

» **Allier**

Pour un parc national

En 2012, le ministère de l'Environnement avait proposé la création d'un parc naturel national dans l'Allier, afin notamment de protéger les zones humides. Le projet a été annulé suite à l'opposition d'élu-es local-es et des chambres d'agriculture et d'industrie, sans consultation de la population. Un collectif s'est créé en 2017 pour proposer un nouveau projet de parc national avec toujours pour objectif de protéger les milieux naturels, le patrimoine et ainsi renforcer la vocation touristique de la région. Le collectif se réunit tous les jeudis à 10h30 au Campanile, 74, avenue de Vichy à Bellerive-sur-Allier, côté restaurant. Contact : *pnballier@gmail.com*.

Vers la privatisation de la SNCF

Emmanuel Macron souhaite que l'État reprenne la dette historique de la SNCF Réseau "parce que c'est une dette d'État, pas une dette d'entreprise". Chouette, la SNCF Réseau devrait donc disposer de ressources plus importantes pour maintenir en place les petites lignes voire en réouvrir certaines ! Ah non, là vous n'y êtes pas du tout. Mettez votre casquette libérale : il s'agit en fait d'avoir une entreprise sans dette pour la rendre plus attrayante lorsque, étape suivante, il s'agira de la privatiser comme cela a déjà été fait pour les autoroutes.

Fin de captivité pour les dauphins

Le 3 mai 2017, juste avant la fin du quinquennat, le Ministère de l'environnement a signé un décret qui interdit la reproduction des dauphins et autres animaux aquatiques en captivité, interdit l'introduction de nouveaux animaux marins en captivité. Seuls les animaux déjà en captivité pourront encore être montrés en public. Le décret améliore également les conditions de vie des animaux actuellement en captivité (interdiction du chlore dans les bassins, interdiction de contact avec le public, zone d'ombre obligatoire...).

» **Huile de palme**

L'Union européenne évolue lentement

Le Parlement européen avance très frileusement sur le problème de l'huile de palme. Le 4 avril 2017, une résolution est adoptée. Elle n'est pas contraignante et ne demande pas l'interdiction mais seulement la limitation de l'importation à l'huile de palme certifiée "durable" et l'arrêt de son utilisation dans les biocarburants d'ici 2020.

Protéger les sols

Les calamités agricoles se multiplient. Si une partie de ces phénomènes a pour origine le changement climatique, la dégradation des sols contribue à amplifier les dégâts. De la même manière qu'un corps sain résiste mieux à la maladie, un sol sain résiste mieux aux contraintes fluctuantes du climat. Un peu partout en Europe, on constate aujourd'hui une baisse des rendements agricoles du fait de pratiques intensives qui lessivent les sols, appauvrissent la fertilité, détruisent la biodiversité, laisse de grands espaces se détruire par l'érosion éolienne...

400 organisations européennes (dont 59 en France coordonnées par France-Nature-Environnement) se mobilisent pour obtenir de l'Union européenne une réglementation en faveur de la protection des sols. Il s'agit de collecter d'ici le 11 septembre 2017 un million de signatures. Contact : *www.people-soil.eu/fr*

» **Moselle**

Une commune interdit les pesticides

En novembre 2016, le maire de la commune de Fontoy, Henri Boguet, et son conseil municipal, ont prononcé un arrêté décrétant l'interdiction de l'usage de tout pesticide néocotinoïde sur le territoire de la commune. Dans un courrier daté du 16 décembre 2016, le sous-préfet de Thionville demandait au maire de retirer l'arrêté municipal, car il s'agit d'un domaine sous la compétence de l'Etat. Le maire se refuse à casser l'arrêté. La loi biodiversité promulguée en juillet 2016 interdit ces produits nocifs pour le système nerveux humain et particulièrement destructeurs pour les abeilles, mais à partir de 2020 seulement. Un délai trop long pour la mairie qui a voulu accélérer le rythme, quitte à aller au tribunal s'il le faut. Le maire a appelé les autres élus de son département à suivre son exemple, ce qu'a déjà fait le maire d'Audun-le-Tiche.

Femmes, hommes, etc. ♀

» CHRONIQUE

100 DATES FÉMINISTES POUR AUJOURD'HUI

Isabelle Cambourakis

Argentine 2016 ¡Ni una mujer menos ! (Pas une de moins !)

En 1986, des femmes en Argentine créent la *Rencontre nationale des femmes* qui depuis a lieu chaque année. À l'automne 2016, elles n'avaient jamais été si nombreuses à se retrouver pendant trois jours pour expérimenter des pratiques de consensus, participer à des ateliers, des débats ou des marches dans la ville de Rosario qui accueillait cette année la manifestation : 70 000 femmes, autonomes ou appartenant aux multiples associations et collectifs féministes comme *Juntas a la Izquierda*, *Malas Juntas*, *Las Rojas* ou encore *Pan y Rosas*, tout un réseau de femmes luttant dans les usines, pour le droit à l'avortement toujours restreint en Argentine, contre l'augmentation de la dette et l'impunité des multinationales ou contre la violence faite aux femmes et les très nombreux féminicides dont elles sont victimes en Argentine et dans d'autres pays d'Amérique latine. Le 8 octobre 2016, alors que commencent les rencontres, une femme de 16 ans, Lucia Perez, est sauvagement violée et assassinée. Ce 322^e féminicide de l'année 2016 provoque une vague d'émotion dans le pays.

Un féminisme viral

Le réseau *Ni Una Menos* (Pas une de moins), collectif de femmes, journalistes, militantes, constitué suite à de précé-

dents féminicides, a été à l'origine de la manifestation du 3 juin 2015 à Buenos Aires qui avait fait descendre près de 300 000 personnes dans les rues pour demander tout à la fois la mise en place d'une loi intégrale contre la violence et la dépénalisation de l'avortement. Parti d'Argentine, *Ni Una Menos* s'est diffusé via les réseaux sociaux dans le reste de l'Amérique du Sud - les luttes féministes s'inspirent les unes des autres.

Cinq jours avant le meurtre de Lucia Perez, le 3 octobre 2016, les Polonaises qui craignaient de perdre leur droit à l'avortement - déjà restreint - se sont opposées massivement et avec succès au projet de loi du gouvernement ultra-conservateur. Ayant peu de traditions de manifestations féministes, elles se sont référées à la grève du 24 octobre 1975 des Islandaises et ont appelé les Polonaises à faire grève et/ou à s'habiller en noir.

En écho, les femmes de *Ni Una Menos* proposent aussi aux Argentines une grève d'une heure, le 19 octobre, un mercredi qui se veut aussi noir que le lundi noir polonais : "Dans ton bureau, à l'école, à l'hôpital, au magasin, à



l'usine, à la rédaction et partout où que tu sois en train de travailler, fais la grève pour dénoncer les violences faites aux femmes", car, disent-elles en reprenant les mots de la poétesse mexicaine Susana Chávez, assassinée elle aussi en 2011, "*Ni una mujer menos, ni una victima mas*" (Pas une femme de moins, pas une victime de plus).

Elles seront encore massivement dans la rue le 25 novembre 2016 et le 8 mars 2017, faisant pression sur le gouvernement, obligeant les syndicats à prendre en compte leurs revendications. De l'Islande à Buenos Aires en passant par la Pologne, de 1975 à 2017, les luttes de femmes utilisent les mêmes grammaires de luttes et puisent aux mêmes forces collectives. Les réseaux sociaux jouent un rôle nouveau dans la circulation des images de luttes, des mots et hashtags, des imaginaires, des émotions partagées. Et si un féminisme viral réussissait à créer des formes nouvelles de solidarité et de sororité ?

En novembre 2015, Silence a publié une grande affiche couleur intitulée "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui". Chaque mois, cette chronique permet de revisiter une date du féminisme. www.revuesilence.net/affiche_100dates

Femmage à Colette Guillaumin

Colette Guillaumin, féministe et sociologue française, nous a quittés le 10 mai 2017. Colette Guillaumin a été une chercheuse pionnière dans les analyses autour de la construction sociale de groupes réputés "naturels" (homme/femme, adulte/enfant). A partir de sa thèse sur le racisme, publiée en 1972, elle montre le processus historique et social de "naturalisation" qui fonde certains rapports de pouvoir. Elle portera par la suite ces analyses sur la question du sexe. Cette sociologue a montré que l'idée de nature était souvent utilisée par certains groupes sociaux pour justifier des rapports d'exploitation ou de dépendance, alors que ces rapports sont construits socialement.

L'Idéologie raciste, genèse et langage actuel, éd. Mouton, 1972.

Sexe, Race et Pratique du pouvoir. L'idée de Nature, éd. Côté-femmes, 1992.

» Pays-Bas

"Tous les hommes se tiennent par la main"

Tout a commencé le 2 avril 2017 lorsque deux hommes se tenant part la main dans la rue à Arnhem ont subi une violente agression homophobe. L'affaire a fait beaucoup de bruit sur les réseaux sociaux et le 5 avril Barbara Barend, fondatrice d'un magazine néerlandais, a proposé de poster des photos d'hommes se tenant par la main. La campagne nommée *Tous les hommes se tiennent par la main* a eu un énorme succès. On a pu voir se tenir par la main le leader du parti démocrate néerlandais avec un de ses collègues (photo), des employés d'ambassades, d'entreprises, d'hôpitaux et de garages, des policiers et des pompiers en uniforme, des religieux, et même des supporters d'un club de foot, de dos, avec le slogan "Ne tourne pas le dos à la violence homophobe".





Politique

Armand Gatti



Armand Gatti est décédé le 6 avril 2017 à l'âge de 93 ans. Fils d'ouvrier, engagé dans la Résistance, arrêté, condamné à mort puis gracié, il devient après la guerre journaliste au *Parisien Libéré*. Il obtient le prix Albert Londres en 1954 pour ses reportages sur les révolutions en Amérique du Sud. Il arrête le journalisme en 1956 et commence à écrire des pièces de théâtre et devient célèbre quand *Le Crapaud-Buffle* est joué par Jean Vilar au TNP en 1959. Son premier film, *L'Enclos*, est primé à Cannes en 1961. En 1969, sa pièce *La Passion du Général Franco* est interdite suite aux pressions de l'Espagne. Il part alors à Berlin. Il y publie *Petit manuel de guérilla urbaine*. Il revient en France en 1974 et montera des pièces dans de nombreuses villes avant de s'installer à Montreuil... Il qualifie son théâtre de "révolutionnaire". Il a écrit une quarantaine de pièces, huit livres, réalisé sept films.

» Lanceurs d'alerte

Jugement incohérent contre Antoine Deltour et Raphaël Halet

Antoine Deltour et Raphaël Halet ont rendu publiques en 2014 des informations sur des centaines d'accords fiscaux entre le fisc luxembourgeois et des multinationales, confirmant un système d'optimisation fiscale à grande échelle. L'affaire *LuxLeaks* a permis de révéler au grand public des pratiques contraires à la justice fiscale. Les lanceurs d'alerte ont été poursuivis en justice pour avoir divulgué des documents secrets. Le verdict du procès en Appel a été rendu le 15 mars 2017 : Antoine Deltour a été condamné à 6 mois de prison avec sursis et à 1500 € d'amende, Raphaël Halet à une amende de 1000 €. Une condamnation allégée par rapport à la première instance. Pour la première fois, la violation du secret professionnel est reconnue par un juge national européen comme justifiée en vertu de l'intérêt général. Cependant, la condamnation des faits subsiste. Un verdict dépourvu de sens...

Les Verts ont le vent en poupe... ailleurs qu'en France

Alors que pour la première fois depuis 1974, il n'y a pas de candidat écologiste aux élections présidentielles et qu'EELV a connu de très nombreux départs ces dernières années, les autres partis Verts font parfois des percées remarquables.

En Autriche, le 4 décembre 2016, ils ont remporté l'élection présidentielle contre l'extrême-droite. Au premier tour, ils avaient fait 21,34 % des voix, arrivant en deuxième position et pouvant rester au deuxième tour.

Aux Pays-Bas, le 15 mars 2017, les Verts ont obtenu 12 % des voix (+4%) et 19 sièges au

parlement (+7). Ils sont en 4^e position.

En Suisse, ils viennent d'emporter les mairies de Berne et de Winterthur ainsi que douze sièges supplémentaires aux élections cantonales.

Le regain d'intérêt pour les Verts provient selon les analystes de leur positionnement positif en faveur d'une transition énergétique, du soutien à une économie plus équitable (avec rejet des traités de libre-échange) et de positions généreuses pour l'accueil des réfugiés.

Israël-Palestine

♦ **Une commission de l'ONU dénonce l'apartheid israélien.** En mars 2017, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale, CESAO, a publié un rapport sur "Les pratiques israéliennes envers le peuple palestinien et la question de l'apartheid". Basé sur une analyse détaillée de la législation, des politiques et des pratiques israéliennes, le rapport affirme qu'Israël est "coupable de politiques et de pratiques qui constituent le crime d'apartheid", que "le consensus des experts est que l'interdiction de l'apartheid est universellement applicable, qu'il n'a pas disparu du fait de l'effondrement de l'apartheid en Afrique du Sud", et qu'il est un crime contre l'humanité en vertu du droit international coutumier et du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

En pratique, cela signifie que les citoyens palestiniens d'Israël sont "soumis à l'oppression sur la base de ne pas être juif". Le rapport exhorte les gouvernements à "soutenir les activités de boycott, désinvestissement et sanctions [BDS]" et à "répondre positivement aux appels à de telles initiatives". (Source : Agence Médias Palestine, 17 mars 2017)

♦ **Solidarité avec les prisonnier-es palestinien-nes en grève de la faim.** Depuis le 17 avril 2017, plusieurs centaines de prisonnier-es palestinien-nes détenu-es dans les prisons israéliennes avaient entamé une grève de la faim illimitée, pour réclamer l'amélioration des conditions de détention. Cette grève a pris fin dans la nuit du 26 mai et s'est soldée par une victoire, puisque les prisonnier-es ont obtenu certaines de leurs demandes. Leurs revendications portaient sur le respect des droits fondamentaux pour tous les prisonnier-es :

- ♦ possibilité de visite par les familles,
- ♦ arrêt de la "détention administrative" à durée indéterminée, sans accusation et sans jugement,
- ♦ arrêt des actes de violence et de torture pendant l'arrestation, les transports et la détention,
- ♦ accès à des téléphones publics au sein des prisons.



Cette victoire est due à leur détermination et à leur unité, ainsi qu'aux multiples manifestations de solidarité en Palestine et dans le reste du monde. Cette lutte a été largement soutenue à l'extérieur des prisons par des milliers de palestiniennes. Des mobilisations en soutien à cette lutte se sont multipliées par ailleurs dans le monde. Entre autres rassemblements partout en France, un jeûne de soutien aux prisonnier-es palestinien-nes d'une dizaine de personnes a eu lieu devant la préfecture d'Ajaccio le lundi 22 mai, suivi d'une manifestation. A Marseille, un rassemblement a été appelé le mercredi 24 mai par notamment BDS France Marseille, Femmes en Noir, Génération Palestine, Ligue des Droits de l'Homme, etc. Il y a environ 6500 prisonnier-es palestinien-nes dans les geôles israéliennes.

EDOUARD PHILIPPE
PREMIER MINISTRE



Premier ministre anti-écologiste

Edouard Philippe, premier ministre nommé par Emmanuel Macron, le 15 mai 2017, a tout du profil anti-écologiste : ancien directeur des affaires publiques chez Areva de 2007 à 2010, il avait pour travail de convaincre les parlementaires de l'intérêt du nucléaire. Député depuis 2012, il a poursuivi son lobbying au sein de l'Assemblée nationale, a voté contre la loi de transition énergétique (26 mai 2015) et contre la loi sur la biodiversité.

Edouard Philippe a également voté contre la loi de séparation bancaire (juillet 2013), contre la loi sur la transparence de la vie publique (octobre 2013), contre la loi sur la fraude fiscale (juin 2013), contre la loi sur le cumul des mandats (septembre 2013), contre la loi sur l'égalité réelle entre les femmes et les hommes (août 2014). Il s'est déclaré favorable au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes et favorable à l'exploitation des gaz de schiste.

L'abstention en tête

Au premier tour de l'élection présidentielle, si Emmanuel Macron a fait 8 657 326 voix et Marine Le Pen 7 679 493 voix, c'est l'abstention qui est arrivée en tête avec 10 577 572 voix.

En tenant compte de cette dernière, celle-ci fait 22,23 % des voix, Macron 18,19 %, Le Pen 16,14 %, Fillon 15,16 %, Mélenchon 14,84 %.

Au deuxième tour, l'abstention fait encore mieux puisque si on s'en tient au nombre d'inscrits, Emmanuel Macron récolte 43,6 % des voix, Marine Le Pen 22,4 % des voix, et l'abstention additionnée aux bulletins blancs et nuls 34 %.

» CHRONIQUE

EN DIRECT DE NOS COLONIES

Raphaël Granvaud

La suite des aventures d'Areva au Niger

Un récent rapport relève les incohérences suspectes dans les chiffres publiés par Areva et le manque à gagner pour le budget public de l'État nigérien.

Deux directives européennes (comptable et transparence) de 2013, transposées en droit français fin 2014, obligent les entreprises pétrolières, gazières et minières enregistrées et/ou cotées dans l'UE à publier chaque année les paiements effectués au profit des États dans lesquels elles ont des activités extractives (impôts, redevances, etc.). En 2016, six entreprises françaises ont donc publié pour la première fois ces données, qu'ont analysées One, Oxfam France et Sherpa, en collaboration avec le Basic : Areva, EDF, Engie, Eramet, Maurel & Prom et Total. Premier constat du rapport ("La transparence à l'état brut", 13 avril) : la transparence française de la directive européenne sur la transparence des industries extractives reste très imparfaite et n'interdit pas un certain flou, voire une certaine opacité. Ainsi pour Total, on constate "un écart de plus de 100 millions de dollars entre les revenus déclarés par l'Angola en 2015 et les revenus déclarés par les entreprises, qui opèrent avec Total le plus gros champ pétrolier du pays". Détournement angolais ou jeu de cache-cache entre Total et ses filiales ? L'entreprise à capitaux publics Areva n'est pas en reste au Niger.

Passe-passe avec le fisc nigérien

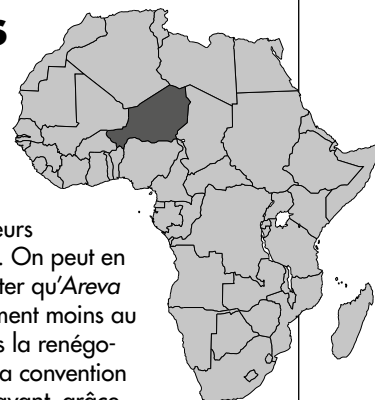
En 2014, après plusieurs mois de bras de fer, l'État du Niger obtenait d'Areva, à l'occasion du renouvellement de sa concession, qu'elle se conforme enfin au code minier de 2006. Mais les contreparties obtenues par la firme française laissaient sceptiques les ONG Oxfam en France et le ROTAB au Niger. Le rapport des ONG ONE,

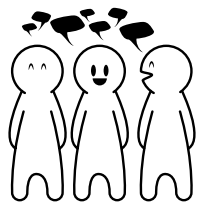
Oxfam et Sherpa vient confirmer leurs inquiétudes. On peut en effet constater qu'Areva paie finalement moins au Niger après la renégociation de sa convention minière qu'avant, grâce à plusieurs tours de passe-passe. Areva avait obtenu l'alignement du prix d'enlèvement de l'uranium (c'est-à-dire le prix qu'Areva paie à sa filiale nigérienne, donc à elle-même) sur plusieurs prix du marché, dont les prix à court terme, historiquement plus bas que les autres. Or les pratiques commerciales d'Areva relèvent en réalité du long terme. Areva déclare également une hausse des coûts de production très importante, qui pourrait dissimuler des transferts de bénéfices vers d'autres filiales (logistique, marketing, transport...). Au final, la rentabilité des sociétés minières nigériennes détenues par Areva a ainsi fortement baissé, entraînant à la fois une baisse des montants sur lesquels s'applique

la redevance minière mais aussi une baisse du taux de cette redevance : Areva peut continuer à payer 5,5 % des bénéfices de sa filiale, c'est-à-dire le taux le plus bas, comme avant la renégociation de 2014...

Manque à gagner

Les revenus que l'État du Niger tire de l'uranium ont ainsi chuté de 15 millions d'euros entre 2014 et 2015. À l'inverse, si l'uranium était payé à un prix conforme aux pratiques des autres producteurs, ce sont 30 millions d'euros supplémentaires qui auraient pu alimenter le budget nigérien. Le Niger qui produit 30 % de l'uranium d'Areva ne touche ainsi que 7 % des versements, tandis que le Kazakhstan qui en produit 26 % concentre les trois quarts des paiements d'Areva aux pays producteurs. Cherchez l'erreur !





Recul de la peine de mort dans le monde

Amnesty International publie le 11 avril 2017 son rapport sur la peine de mort dans le monde pour l'année 2016. Après 2015 qui avait constitué un pic historique du nombre des exécutions (depuis le début du recensement en 1989), la tendance repart à la baisse en 2016 (1032 exécutions en 2016 contre 1634 en 2015, soit moins 37%). La baisse concerne aussi le nombre de condamnations. Les données de l'ONG sont cependant incomplètes du fait de la pratique du secret d'Etat de la Chine sur le sujet. Alors que ce pays est celui où a lieu le plus grand nombre d'exécutions. A noter que, pour la première fois, les Etats-Unis ne figurent pas parmi les cinq premiers pays exécuteurs.

La tendance abolitionniste, spectaculaire depuis 10 ans, se maintient. Aujourd'hui 141 pays (soit environ les trois quarts des pays du monde) sont abolitionnistes en droit ou en pratique contre 64 seulement en 1987. Deux petits pays s'ajoutent même à la liste : le Bénin et Nauru (minuscule pays insulaire en Océanie).

» Rhône-Alpes Chantiers Passerelles

La prison est coûteuse (près de 100 € par jour et par détenu, 26 000 € par peine en moyenne), et particulièrement inefficace pour prévenir la récidive (près de deux-tiers des personnes qui sortent de prison y retournent dans les cinq ans).

Le travail d'intérêt général (TIG), est une peine non carcérale, qui consiste en un travail que la personne doit faire sans rémunération pour le compte d'une structure œuvrant dans l'intérêt collectif (association, collectivité publique ou entreprise chargée d'une mission de service public).

Cette peine est bien moins coûteuse que la prison (moins de 1 000 €/peine) et plus efficace (moins de 50 % de récidive). Aujourd'hui, on prononce 30 000 peines de TIG par an, contre 90 000 peines de prison de moins d'un an. La marge de progression est encore très importante.

L'association Chantiers Passerelles s'est créée en 2015 pour développer le recours au travail d'intérêt



Agathe Zebrowski et Sylvain Lhuissier, fondateurs de l'association

général, en faisant de cette sanction une opportunité d'insertion sociale et professionnelle.

Pour cela, elle met en place une plate-forme d'échange sur internet permettant de connaître les placements possibles, elle forme les encadrants à l'arrivée de personnes en travail d'intérêt général, elle accompagne les personnes réalisant un travail d'intérêt général pour leur permettre de changer leur regard sur leur peine et leur donner des outils pour en faire un tremplin dans leur parcours professionnel. Concrètement, cela se traduit par une formation de 20 h en fin de peine et un suivi pendant les trois mois suivants.

Chantiers Passerelles, 100, route de Vienne, 69372 Lyon cedex 08, tél : 07 81 25 49 17, <http://chantiers-passerelles.fr>

» Nice

Quand les demandeu-ses d'asile sortent de l'ombre

Le 25 mai 2017, ce sont quelque 93 demandeu-ses d'asile qui ont décidé d'apparaître en pleine lumière en réalisant une action collective de demande d'asile auprès de la préfecture. Accompagnés de militant-es de *Roya Citoyenne*, ils et elles ont pris ensemble le train à Breil-sur-Roya puis se sont rendus au PADA (Plateforme d'accueil des demandeurs d'asile) de Nice. Une manière de protester contre une politique qui veut les rendre invisibles (pas d'accueil ni de structure d'hébergement), mais aussi de s'affirmer aux yeux de la société et d'acquiescer une plus grande force à travers une démarche collective et solidaire. Les migrant-es ont été chassés plusieurs fois des parcs qu'ils et elles avaient investi à Nice en attendant de s'enregistrer, puis ont passé la nuit du 25 devant le palais de justice.

» Hauts-de-Seine

Non au démantèlement de la cité-jardin de la Butte-rouge



La cité-jardin de la Butte Rouge, à Châteaufort-Malabry, qui compte quelques 3 800 logements répartis dans un écrin de verdure de plus de 70 hectares, est menacée de disparition. Modèle historique d'urbanisme social humaniste, cet ensemble d'habitations a été conçu pour les classes populaires sous

l'impulsion d'Henri Sellier, c'est un modèle exemplaire d'urbanisme populaire. "Grand ensemble" de faible densité, composé de bâtiments de petite dimension, de jardins ouvriers, de places, d'espaces verts et de services publics, la "cité jardin de la Butte-rouge" permet aujourd'hui à plus de 9 000 habitant-es à revenus modestes de vivre dans un cadre de vie dont la composition urbanistique et paysagère aurait pu être qualifiée – avant l'heure – de véritable "éco-quartier". Les habitant-es constitué-es en collectif en appellent aux architectes, urbanistes, paysagistes et militant-es écologistes pour les aider à s'opposer à un projet de transformation qui se soldera par l'exclusion des classes sociales les plus précaires et par la disparition d'une tentative architecturale qui permet aux classes sociales défavorisées d'accéder à de l'espace et à des jardins. citebutterouge@gmail.com

Train de nuit : un de gagné



Après l'annonce de la suppression de nombreux trains de nuit, la région Occitanie a annoncé le 27 avril 2017 le rétablissement du train Paris-Perpignan-Port-Bou. C'est une victoire pour les élus locaux nombreux à être montés au créneau. Les trains de nuit permettent de réaliser de longues distances... sans avoir à construire de nouvelles voies comme pour le TGV. C'est donc un moyen de concurrencer l'avion. La coordination "oui au train de nuit" demande que soient mises à l'étude des liaisons longues distances qui ne passent pas par Paris (par exemple Biarritz-Nice-Italie, Marseille-Strasbourg-Europe du Nord).

Le collectif rappelle qu'en prévoyant des trains plus longs et donc en augmentant l'offre, en misant sur la qualité des trains, il est possible d'atteindre un autofinancement : l'Autriche qui a mis en place un plan de relance a atteint l'équilibre financier dès la première année.

<https://ouiautraindenuit.wordpress.com/>



» Italie

Téléphone portable et cancer

Le tribunal d'Ivrea (au nord de Turin) a prononcé un jugement le 11 avril 2017 qui reconnaît le lien entre l'usage intensif du téléphone portable et l'apparition d'un neurinome (cancer du nerf auditif) chez un homme de 57 ans qui utilisait son téléphone 3 à 4 heures par jour depuis 15 ans. Le cancer est apparu en 2010 et a conduit à une ablation du nerf auditif, le laissant sourd du côté droit. Le plaignant va toucher une rente de 500 euros par mois, à vie.

Il y a déjà eu des procès de ce genre, notamment en Californie, mais c'est la première fois que le tribunal reconnaît la maladie professionnelle.

En 2013, le *Centre international de recherche contre le cancer*, CIRC, avait publié un avertissement sur le lien probable entre l'usage du téléphone portable, les neurinomes et les gliomes (cancers du cerveau).

Nanomatériaux sous-évalués

Au niveau européen, l'étiquetage des nanomatériaux est pour l'instant bloqué par le refus de la Commission Européenne de mettre en place un registre des nanomatériaux (au profit d'un "observatoire" qui compilera simplement les informations déjà disponibles). Dans la mesure où les entreprises situées en aval de la chaîne d'approvisionnement ignorent souvent que les ingrédients que leur vendent leurs fournisseurs peuvent comporter des nanomatériaux (du fait du silence des fabricants), elles ne peuvent ajouter la mention [nano] sur l'étiquette de leurs produits comme l'exigent les règlements européens, explique l'observatoire indépendant Veillenanos.

Au niveau français, un rapport annuel présente les résultats issus des déclarations obligatoires des "substances à l'état nanoparticulaire" par les entreprises. Le volume déclaré en 2015 est en hausse de 5% par rapport à l'année précédente (416 000 tonnes de substances produites ou importées), mais il est bien en deçà de la réalité : par exemple moins d'un kilo de nanoargent a été déclaré, alors qu'il est considéré comme l'un des plus répandus ! Explication : les nanomatériaux déjà intégrés à des produits à leur arrivée en France sont soustraits à l'obligation de déclaration et ne figurent pas dans le registre.

(Lettre Veillenanos n°16, <http://veillenanos.fr>).

Rythmes biologiques et cancers

Le 14 février 2017, dans la revue *BMC Biology*, des chercheurs de l'université McGill (Montréal) ont publié une étude médicale qui montre que l'horloge biologique des cellules cancéreuses est dérégulée. Des études sur des tissus de la peau et du colon montre qu'en les exposant à des rythmes thermiques cadencés, il est possible de refaire fonctionner l'horloge biologique correctement et de faire baisser la prolifération cancéreuse des deux tiers. L'expérience menée sur des souris montre également une chute de la croissance de la tumeur de moitié. Il reste à étudier si cela est transférable pour les tumeurs humaines.

Cela rejoint certaines intuitions présentes dans les médecines alternatives sur le respect des rythmes de la journée : le jour pour les périodes d'activités et la nuit pour le repos permettraient de rester en meilleure santé. Un rythme respecté par nombre d'animaux et que l'humain a longtemps pratiqué avant le développement de l'ère industrielle.

Les rayons lasers des caisses enregistreuses sont-ils dangereux ?

Les rayons utilisés pour scanner les produits aux caisses enregistreuses des magasins sont des lasers. Ceux-ci sont classés en quatre catégories selon leur niveau de danger. Ces rayons, comme ceux des lecteurs de CD, de DVD ou de pointeur laser, sont classés dans la première catégorie, celle des produits les moins dangereux. Mais ils ne sont pas totalement sans effet possible notamment pour les caissier-es : pointés sur l'œil, ils peuvent abîmer la rétine. Il suffit toutefois de fermer la paupière pour s'en protéger.

Des personnes se sont interrogées sur le risque de détérioration de produits lors du scannage : produits homéopathiques, huiles essentielles, fleurs de Bach... L'épaisseur des tubes ou des récipients en verre et la brièveté de l'exposition garantissent en principe que le produit n'est pas dégradé... contrairement à ce qui se passe si vous laissez ce genre de médicaments sous la lumière d'une lampe de chevet ou à côté d'un téléphone portable.



Annonces

» Immobilier

■ **Lot.** Eco-hameau d'Andral (Le Vigan 46300). L'un des habitants souhaite partir et vend son studio de 20 m² (RT 2012). Contacter Gérard au 05 65 41 63 95. Pour plus de détail sur l'éco-hameau : <http://web.andral.org>

■ **Moselle.** Agréable maison de 5 pièces, 115 m², chauffage central bois et fioul, cour et jardin, garage-grange dans un village à 3km d'un bourg avec commerces et à maxi 200km de Bâle, Freiburg, Metz, Strasbourg, Troyes... accédez à la culture et aux échanges tout en bénéficiant de la campagne verdoyante et vallonnée. Potentiel de tourisme vert, fluvial et différents parcs de loisirs. 59 000€ sans agence. Projet d'habitat participatif en SCI avec financement partiel sur APL. Contact tel+mail : 0607342593@orange.fr

» Emploi

■ **Isère.** L'école parentale "1 2 3 soleil" recherche pour la rentrée scolaire 2017-2018, une jardinière d'enfant formée à la pédagogie Steiner pour travailler avec environ 20 enfants, en collaboration avec une autre jardinière. Être formée ou en formation. L'école est constituée de parents et de pédagogues dynamiques, avec un projet pédagogique axé vers la nature. L'école se situe dans le Trièves (38), en moyenne montagne, dans une région au réseau social et culturel riche. Contact : les9muses@emallasso.net

» Vivre ensemble

■ **Savoie.** La Commune de Bessans recherche une ou plusieurs familles avec enfants, afin d'assurer le maintien des deux classes (maternelle

et primaire) de l'école du village. Possibilités de logement à coût raisonnable. Possibilités d'emplois permanents et/ou saisonniers. Possibilités de compléments de revenus moyennant une mise en valeur des atouts de Bessans. <http://mairie-bessans.fr>

» Vacances

■ **Ardèche.** Gîte 4 personnes pour des personnes électro-hypersensibles, hameau "Lorgue". Dans une zone "grise" en bordure de route peu passagère, dans une propriété de 2 hectares. Nous le partageons avec des personnes fortement électro-hypersensibles, aucun téléphone portable, DETC, wifi, bluetooth, GPS, tablettes... (tout ce qui émet des hyper fréquences) n'est toléré, même exceptionnellement. - avec le cornet ED85 XS

est mesuré entre - 65 db et - 63,6 db ou entre 0,0083 V/m et 0,0100 V/m - avec le MW-AM 10, entre 0,02 et 0,03 V/m (mesuré à l'abord du hameau, légèrement inférieur dans la maison. Un panneau de rappel est installé à 200 mètres du hameau. Téléphone : 04 75 25 84 62 - demander Béatrice. Email : beatelatitude@gmail.com

■ **Chemin Saint-Jacques-de-Compostelle** : Qui aimerait m'accompagner pour marcher sur la "Via Lusitana" de Porto (Portugal) à Saint-Jacques de Compostelle pendant quelques jours à la fin du mois de septembre ? Chantal : chantal_mt@yahoo.fr

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces** : Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais** : Les dates de clôture sont indiquées page 46, en bas à droite. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle** : Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées** : *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection** : *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Agenda

NOTRE-DAME-DES-LANDES : APPEL 2017

8-9 juillet

À nouveau, la Coordination des Opposants nous invite, habitant-es, voisin-es, collectifs de lutte, organisations locales... et bien au-delà, à nous rassembler ici, à Notre-Dame-des-Landes contre le projet d'aéroport. Nous avons besoin de ce moment fédérateur et convivial, expression et instrument d'une mobilisation intacte. Réaffirmée le 8 octobre 2016 lors du "serment des bâtons", notre base demeure la défense de nos terres agricoles, des paysan-nes et habitant-es menacé-es d'expulsion, et celle de ce territoire : nous nous y sommes préparé-es activement cet automne, tout en poursuivant les actions politiques, juridiques et d'information des citoyen-nes. Notre lutte locale participe, avec beaucoup d'autres, à la recherche d'un mieux vivre général, solidaire, pour tous les peuples de notre Terre. Nos préoccupations précédentes demeurent (réchauffement climatique, démocratie...). D'ici et d'ailleurs, retrouvons-nous ces 8 et 9 juillet... <http://www.notredamedeslandes2017.org>



TOURS : JEÛNE POUR LE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE 6-9 août

Rassemblement et jeûne pour la commémoration des bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki, dans le jardin de la préfecture, de 10h à 16h. Organisé par Sortir du nucléaire 37 et Amies nucléaires Stop. Avec une exposition. Contact : 02 47 42 66 44.

ARIÈGE : STAGE DE FABRICATION D'UN POËLE DE MASSE 7-11 août

Cet été avec l'association UZUME, stage de fabrication d'un poêle de masse type "batch box". Le batch est la dernière génération des poêles "rocket stove", poêles de masse très performants qui peuvent être auto-construits ! Nous cherchons 7 stagiaires. Stage sur 5 jours. Contact : 06 95 20 90 68 ; www.uzume-asso.org

MEUSE : BURE'LESQUES 11-13 août

Festival informatif, festif et inventif avec concerts, spectacles, conférences, débats, expos, stands... autour de la lutte contre le stockage de déchets radioactifs. Le festival se poursuivra par des actions militantes les 14 et 15 août, dans le Bois Lejuc, occupé depuis un an. Bure Zone libre, 2, rue de l'église, 55290 Bure, tél : 03 29 45 41 77, leherissonvengeur@gmail.com

Office de tourisme de La Bourboule, 15, place de La République, 63150 La Bourboule, tél : 04 73 65 58 53, www.horizons-sancy.com

environnement

PUY-DE-DÔME : HORIZONS, ARTS NATURE EN SANCY 24 juin-24 septembre

11^e édition. 10 installations à découvrir en pleine nature dont par exemple La nature a-t-elle un prix de Jérémie Rigeudeau à Picherande.

Office de tourisme de La Bourboule, 15, place de La République, 63150 La Bourboule, tél : 04 73 65 58 53, www.horizons-sancy.com

AJACCIO : ASSISES NATIONALES DE LA BIODIVERSITÉ 5-7 juillet

Ces assises seront consacrées cette année à la question du domaine maritime. Il y sera

également question du rôle de la nouvelle Agence française pour la biodiversité mise en place au 1^{er} janvier 2017.

Programme : www.assises-biodiversite.com

HÉRAULT : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES FAUCHEURS VOLONTAIRES 7-9 juillet

A la Vacquerie et Saint-Martin de Castries, sur le plateau du Larzac. Vendredi 7, 17h : accueil ; 20h30 : projection de *Pas res nos arresta* sur la lutte contre un transformateur dans l'Aveyron. Samedi 8, matin : bilan de l'année écoulée ; quels enjeux autour de la bataille des OGM ? Après-midi : point sur la législation ; stratégies ; lien aux autres luttes (nanos, biologie synthétique, etc.), concert. Dimanche 9 : plénière ; nettoyage. Hébergement en camping ou en gîte. Contact : le collectif des Faucheurs Volontaires le plus proche de chez vous.

HAUTES-ALPES : PLANTES ALPINES COMESTIBLES ET MÉDICINALES 10-14 juillet

Apprendre à reconnaître et à utiliser les plantes qui poussent dans les Alpes, au fil de balades. Également, comment préparer des macérations huileuses, alcoolatures et autres vins. A Lardier et Valença (05110). Accompagnement par Lionel Bunge. Contact : Promonature, Beauloup, 71110 Briant, tél : 03 85 59 24 51, www.promonature.com

LANDES : RENCONTRES RÉGIONALES DE LA BIODIVERSITÉ 22-26 août

L'association AlterLandes organise les premières rencontres régionales de la biodiversité. L'objectif de ces formations est de promouvoir l'utilisation de méthodes alternatives auprès des forestiers et des agriculteurs et d'étudier la fertilité des sols. L'intervenant est Gérard Ducerf, botaniste, auteur de L'encyclopédie des plantes bio-indicatrices, guide de diagnostic des sols (éd. Promonature). Formations pour apprendre les principes de la formation des sols, les outils d'analyse des sols, les observer.

Inscriptions : Éric Castex, alter-landes@orange.fr, tél : 06 89 90 18 49.

agri-bio

AUDE : L'AUDE À LA BIO 29-30 juillet

Au parc de Couiza. Thème de l'année : le sol, les sols, la terre, les terres, la Terre, le terrain. Stands de product-rices, artisan-es et associations éco-responsables, marché, conférences, tables-rondes, ateliers, animations enfants, concert. 140 exposant-es. Nature & Progrès Aude, 12, rue des Genêts, 11300 Limoux, tél : 04 68 20 94 75, <http://np11.org>.

décroissance, transition

ALLIER : (F)ESTIVES DE LA DÉCROISSANCE 14-16 juillet

A la MFR de Saligny-sur-Roudon (entre Moulins et Digoin). Thème de l'année : "Le sens de la vie est une question politique, pour une critique radicale de l'individualisme". Le thème sera abordé selon trois axes : l'écologie, l'anthropologie, l'organisation sociale. Pour éviter les conférences classiques, cela se déroulera selon des discussions lentes, des arpentages de textes, d'ateliers, de "disputations", de "grands échanges"...

Contact (festives) : Jean-Yves, tél : 02 51 52 14 15, contact-festives@lists.riseup.net

éducation

ARIÈGE : PAPA T'ES QUI ? 12-15 août

Comment bien vivre et avec quel père ? Honni ou adoré, manquant ou présent, violent ou doux, les figures du père varient, mais il reste omniprésent, même "absent". Rencontres ouvertes à tous.

Organisée par le Groupe de réflexion sur l'éduquer et l'apprendre, inscription auprès de Minou, tél : 07 50 34 08 81, inscription@grealavie.org

énergies

ALLEMAGNE : CAMP ANTINUCLÉAIRE 17-23 juillet

A Döbeln (entre Leipzig et Dresde). Ateliers pratiques (l'origine de l'uranium, les tentatives de prolongation de la vie des actuels réacteurs, les nouveaux réacteurs en construction), échanges d'informations, projections de documentaires, excursion à la mine d'uranium abandonnée de Wismut, actions publiques. Le camp se tient sous forme de camping.

Nuclear Heritage Network, Am Bärenthal 6, D-04720 Döbeln, Allemagne, tél : +49 3431 5894177, summercamp@nuclear-heritage.net, www.nuclear-heritage.net

ARIÈGE : FESTIVAL RÉSISTANCES 7-15 juillet

La 21^e édition du festival de films et débats "Résistances", à Foix, présente des films autour de quatre thématiques principales : "la mer à mort" (8-9 juillet), "les visages de la violence" (10-11 juillet), "reconquête des imaginaires" (12-13 juillet), "habitat subi, habitat choisi" (14-15 juillet), et un zoom consacré à l'Algérie (tous les jours à 18h). Il existe aussi une programmation jeune public du 10 au 14 juillet à 10h. En tout, une centaine de films et documentaires rares, émouvants, percutants et saisissants. Ce festival s'est donné comme objectif de promouvoir un cinéma rarement diffusé sur les écrans, pour créer un salutaire étonnement, faire connaître d'autres regards et d'autres



cinéastes que ceux du prêt-à-penser habituel. Festival Résistances, 24, avenue de Gaulle, 09000 Foix, tél : 05 61 65 44 23, <http://festival-resistances.fr>

RÉSISTANCES

Festival de films et débats
Du 7 au 15 juillet 2017

Foix - Ariège - Pyrénées



JEUNE PUBLIC

Du 10 au 14 juillet à 10h
Accueil éducatif gratuit

APÉRO-CONCERTS

Gratuit - Tous les soirs à 19h30

PROJECTIONS PLEIN AIR

Gratuit - Du 8 au 13 juillet à 22h30

8 & 9 juillet
LA MER À MORT

10 & 11 juillet
LES VISAGES DE LA VIOLENCE

12 & 13 juillet
RECONQUÊTE DES IMAGINAIRES

14 & 15 juillet
HABITAT SUBI, HABITAT CHOISI

Zoom géographique Algérie - tous les soirs à 18h

Toute la programmation et les invités sur festival-resistances.fr

femmes, hommes, etc.

HAUTES-PYRÉNÉES : UEEH – UNIVERSITÉ D'ÉTÉ EURO-MEDITERRANÉENNE DES HOMOSEXUALITÉS
23-30 juillet

Les UEEH, ce sont deux semaines à Vic-en-Bigorre où on se rencontre dans le sud de la France à travers plein de moments d'ateliers, de discussions, de vie collective, de soirées ! On t'invite, seul-e ou en collectif, à venir proposer quelque chose, dans la mixité qui te convient ! Par exemple, l'an dernier il y a eu des apéros en mixité personnes Trans, il y a eu plein de moments d'exploration corporelles et sonores (danse, musique, etc)... aussi des projections, des discussions, des partages d'expériences...
www.ueeh.net

fêtes, foires, salons

HAUTE-GARONNE : FESTIVAL CONVIVENCIA
01-30 juillet

21^e édition du Convivencia, festival navigant de musiques du monde, mais aussi éco-citoyen, responsable et solidaire à Ramonville. Convivencia est un festival navigant sur le Canal des Deux Mers, proposant à chacune de ses étapes une programmation musicale différente. Les concerts de musiques du monde sont donnés depuis le pont d'une péniche. Le Festival Convivencia est également le résultat d'un fourmillement d'initiatives essentielles à sa vitalité : rencontre-débat, chantiers jeunes, ateliers radio, ateliers de pratique artistique...
www.convivencia.eu

HAUTE-GARONNE : AGITA TERRE
2 juillet

Festival des initiatives durables, locales et citoyennes. Dès 9h30, rencontres et stands de producteurs bio et/ou locaux, artisans, artistes, entrepreneu-ses et associations. Animations : spectacle de cirque, théâtre, projection de films, mini-ferme et apéro concert avec le groupe El Comunero. Ateliers autour du vélo, de l'éco-construction, de la littérature. A Poucharramet.
Organisé par 3PA (Penser, partager, parler, agir). Association 3PA, Lieu-dit "Les Margalides" 601, route des Pyrénées, 31370 Poucharramet, <http://association3pa.wixsite.com>.

INDRE-ET-LOIRE : FESTIVAL TERRES DU SON
7-9 juillet

Festival de musique à Monts. En plus d'un espace et d'une programmation jeune public, d'un espace gastronomique bio et local et d'un espace d'artisans créateurs, organisation d'un Écovillage avec une visée de sensibilisation des différents publics aux enjeux portés par le développement durable, à travers différentes formes : spectacles, conférences gesticulées, ateliers, village associatif, expositions...
www.terresdusson.com

ARIÈGE : FESTI-STAGE
10-20 juillet

Dans un éco-village d'Ariège aura lieu le deuxième Festi-stage d'écologie intérieure.
Plus d'infos www.ecologieinterieure.org

MAYENNE : LES FONDAMENTAUX DE LA RÉSILIENCE
17-22 juillet

Stage d'une semaine pour venir (re) découvrir des savoirs et des savoir-faire qui rendent plus libres, plus autonomes et plus confiant-es en l'avenir, avec entre autres au programme : compréhension des enjeux socio-écologiques globaux, plantes sauvages comestibles, permaculture,

apiculture, art thérapie, jeux collaboratifs, éco-construction, perspectives politiques : comment faire ensemble et créer du communautaire, etc. Notre stage, au tarif de 400 euros, est résidentiel et dure 6 jours consécutifs pour un total de 48 heures de cours. Les repas sont fournis, végétariens et collectifs.

Pour en savoir plus sur cet événement : <http://connectedbynature.org>

BELGIQUE : ESPERANZAH
4-6 août

Festival de musique (IAM, Gregory Porter, Keny Arkana, Imany, MHD, Panda Dub, Hindi Zahra & Fatouma Diawara, BCUC...). Village de l'alimentation, village des possibles (avec nombreux stands associatifs), démarche écologique (toilettes sèches, vaisselles lavables...).
Asbl ZI, rue Célestin-Hastir, 105, B 5150 Floreffe, www.esperanzah.be

AVEYRON : FÊT'STIVALE TOUT À FAIRE
18-20 août 2017

Festival autogéré éco-logique à La Mélangeuse à Villeneuve d'Aveyron. Bienvenu-es pour partager et expérimenter ensemble ces 3 jours de fête populaire et de vie collective : spectacles, ateliers d'échange de savoir-faire, concerts, chantiers participatifs, en toute sobriété énergétique. à prix libre et conscient!
rdv à l'ancienne carrière à chaux, juste à côté de la gare de Villeneuve d'Aveyron.
<http://labarrejeire.blogspot.fr>

AINSE : FESTIVAL DES VERS SOLIDAIRES
18-20 août

Musique, animations, découverte, prévention et sensibilisation sont au menu de ce festival qui a pour but de faciliter l'accès à la culture en milieu rural en lien avec les enjeux environnementaux. Marché bio et ateliers autour de l'économie, l'alimentation, l'agriculture, la politique, l'éducation, l'énergie. A Saint-Gobain.
Organisé par l'association Gaïa, 36, rue Lucas de Nehou, 02410 Saint-Gobain, tél : 03 23 39 83 84, www.vers-solidaires.org

Films, spectacle, culture

HAUTE-VIENNE : LIBRAIRIE CHAMPÊTRE LIBERTAIRE
1-2 juillet

Débats et rencontre autour d'une quarantaine d'éditeurs et d'une dizaine de journaux alternatifs. Restauration, hébergement au château de Ligoure, camping et vente de la Cuvée Elisée (Reclus) 2014 pour financer l'événement. Le samedi soirée avec Serge Utgé-Royo.
CIRA-Limousin, 58, rue du Chinchauvaud, 87100 Limoges, tél : 05 55 32 47 78. Programme sur : <http://ciralimousin.ficedl.info>

habitat

ARDÈCHE : VIVRE EN ÉCOVILLAGE
30 juillet-5 août

Au Hameau des Buis. Rappel du contexte historique avec Pierre Rabhi et les Oasis en tous lieux. Comment mettre en place un collectif dans un cadre harmonieux avec Laurent Bouquet et Sophie Rabhi-Bouquet : l'enjeu émotionnel, la gouvernance participative, la communication non-violente, l'enfant au cœur du lieu de vie. L'expérience du Hameau des Buis : l'habitat bioclimatique, la question énergétique, la gestion de l'eau, la mutualisation, des témoignages...
Inscription : Université vivante, place de l'église, Maisonneuve, 07230 Lablachère, www.universite-vivante.org

société, politique

LOIRE-RHÔNE : MOBILISATION CONTRE L'A45
1-2 juillet

Alors que l'Etat ne semble pas pressé de financer une nouvelle autoroute entre Lyon et Saint-Etienne, le président de la région, Laurent Wauquiez annonce que pour la première fois c'est une région qui va prendre en charge les travaux... alors que la solution pour désengorger l'actuelle autoroute, l'A47, serait d'améliorer la liaison ferroviaire. La coordination des opposant-es appelle à un rassemblement qui se tiendra à mi-distance entre les deux grandes villes. Une "Randonnée 45" au départ de Lyon et Saint-Etienne permettra de rejoindre la manifestation à pieds.

Programme : www.non-a45.org et sur le site de la Confédération paysanne du Rhône.

CÔTES-D'ARMOR : FESTIVAL DES LUTTES
21-23 juillet

La lutte contre les projets miniers est plus que jamais d'actualité, en Bretagne face aux projets de l'entreprise Variscan Mines, comme ailleurs. Ce festival vise à faire connaître la lutte contre ces projets destructeurs et pour des alternatives. Vendredi, 19h, concert et fest noz. Samedi et dimanche dès 11h, activités, concerts. Dimanche 18h : enterrement de Variscan et de ses projets miniers. Restauration, camping. A Plougonver. Organisé par Douar Didouil.
Contact : <http://alternatives-projetsminiers.org>.

MORBIHAN : ALTERVILLAGE D'ATTAC
27 juillet-3 août

Village autogéré et autofinancé, une semaine pour échanger, réfléchir, découvrir des alternatives socialement et écologiquement innovantes. Se ressourcer, pratiquer l'éducation populaire, se former sur des thèmes comme le théâtre forum, la désobéissance civile, les luttes sociales, les ZAD, l'extractivisme, le climat, la communication non-violente, le féminisme, la démocratie, la permaculture, les logiciels libres, etc. Et aussi des ciné-débats, conférences gesticulées, concerts et soirées. Tout le monde peut préparer et co-animer. Cuisine bio et locale. A la Cidrerie du Golfe, à Arradon.
Infos et inscriptions : france.attac.org (agenda).

ALTERVILLAGE 10 ANS!

DU 27 JUILLET AU 03 AOÛT 2017, À LA CIDRERIE DU GOLFE ARRADON, MORBIHAN

DES OUTILS POUR DÉFENDRE NOS IDÉES!

% %

ATTAC

INFOS ET INSCRIPTIONS: france.attac.org (agenda)

HAUTE-GARONNE : UNIVERSITÉ D'ÉTÉ EUROPÉENNE DES MOUVEMENTS SOCIAUX
23-27 août

Pour la quatrième fois, le réseau des Attac d'Europe organise l'Université d'été Européenne des Mouvements Sociaux, à Toulouse. Ce sera le moment de rencontrer des militants et activistes venus des quatre coins de l'Europe (voire du monde), d'analyser la situation politique actuelle et de créer ensemble les alternatives et les mobilisations qui permettront de construire un autre monde, aujourd'hui plus que jamais nécessaire.
www.esu2017.org

silence

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE
Jeudi 17 et vendredi 18 août

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert. Vendredi matin à partir de 9h30.

HÉRAULT : RENCONTRE DES AMI-ES DE SILENCE
21 juillet-6 août

Au Cap de la Terre, à 35 km de Montpellier, deux semaines pour vivre l'autogestion, échanger, expérimenter, vivre ensemble...
Renseignements : www.amies.revuesilence.net

vélo

MEURTHE-ET-MOSELLE : LA VÉLORUTION UNIVERSELLE
6-9 juillet

Après Paris, Concarneau, Marseille, Bruxelles, Grenoble et Toulouse, c'est à Nancy que les vélorutionnaires de toute la France et au-delà ont décidé de venir poser leur béquille et leurs sacoches ! Venez participer à cet événement militant, festif et convivial !
<http://velorution.org>

MAUBEUGE-AMSTERDAM : RANDONNÉE EUROPÉENNE À VÉLO
14 juillet-6 août

Cette randonnée cycliste organisée par Cyclotrans Europe passera notamment par Cambrai, Arras, Lille, Bruges, Dordrecht, Amsterdam, puis retour par Arnhem, Barle-Duc, Anvers, Louvain, Nivelles et Maubeuge.
Plus d'informations : CyclotransEurope, 32, rue Raymond Losserand, 75014 Paris, <http://eurovelo3.fr>



PALAIS DE JUSTICE D'AMIENS, LE 8 MARS 1905.

Le travailleur de la nuit

Matz et Léonard Chemineau

Une biographie d'Alexandre Jacob, militant anarchiste et cambrioleur

Ed. Rue de Sèvres,
2017, 128 p., 18 €





NÉ EN 1879 DANS UN QUARTIER PAUVRE DE MARSEILLE, ALEXANDRE JACOB VA EXERCER DIFFÉRENTS petits boulots avant d'en conclure que le travail n'est pas libérateur. Militant anarchiste, il se lance dans "la reprise individuelle" organisant, non sans humour, des cambriolages chez les bourgeois. Arrêté avec sa bande, il sera condamné au bagne d'où il essaiera de multiples fois de s'évader. Il survivra à l'épreuve. À son retour en métropole, en 1927, il s'investira dans la rédaction du *Libertaire* de Louis Lecoin. Il fera un bref voyage en Espagne en 1936 pour y rencontrer les anarchistes. Déjà âgé, il se tiendra à l'écart de la Deuxième Guerre mondiale et se suicidera en 1953. Sa vie est bien connue par ses écrits. Elle aurait inspiré dès 1905 le personnage d'Arsène Lupin. Le livre commence (ci-dessus) alors qu'il passe en procès. **MB.**



▲ Charlène Nicolay



Les dilemmes d'une écolo-mangeuse

Charlène Nicolay se définit comme *"une mangeuse ordinaire qui se pose des questions sur son alimentation"*. Elle s'intéresse aux obstacles au changement et accompagne les personnes et les collectivités qui souhaitent entrer en "transition". Entretien.

S I VOUS CHERCHEZ DES RÉPONSES DÉFINITIVES à toutes les questions que vous vous posez sur l'alimentation, alors il n'est pas très prudent de participer à un atelier animé par Charlène Nicolay. Vous en ressortirez en effet avec un grand nombre de questions, mais peut-être plus précises qu'en y entrant. Ce jour de début mars lors du salon de l'alter-écologie *Primevère*, dans le Rhône, Charlène distribue des cartes de trois couleurs à chacune des presque 100 personnes présentes. Elle les invite à répondre à des questions du type : *"Qui parmi vous pense manger plus de bio qu'il y a 10 ans ?"*. Plus tard, elle notera sur un tableau les mots que l'alimentation évoque pour les participant-es : *"santé, plaisir, paysans, excès, qualité, agriculture, besoin, gavage, vivant, industriel, saison, cuisine, partage, bio, choix, convivialité, etc."*. Son intervention se fait avec une bonne dose d'humour, parfois potache : *"on sait que les légumineuses font péter, mais est-ce dangereux pour la couche d'ozone ?"* est l'un des sujets étudiés.

Charlène Nicolay semble à l'aise pour faire parler les gens de leur vécu en tant que mangeurs. Cette ingénieure agronome de formation, qui se dit issue d'une famille d'omnivores classiques, a exercé dans le domaine du développement rural. *"Jusqu'à 2010, l'alimentation était un non-sujet pour les politiques locales"*,

témoigne-t-elle. C'est ces dernières années que les collectivités locales se sont emparées de ce thème.

NÉOMANGEURS ET NÉORURAUX

Parallèlement, elle s'est mise à son compte en début 2016 avec *Mangeurs en transition*, pour accompagner les changements alimentaires. Une SCOP agricole, *la Ferme des Volonteurs*, l'a contactée pour un projet de formation des futur-es maraîcher-es bio, le courant est passé et Charlène les a rejoint avec son activité. Et de nous vanter les vertus des nouvelles formes de coopératives agricoles comme celle-ci : *"L'installation agricole est très compliquée si tu ne viens pas du monde agricole. D'où l'intérêt de mettre en commun des outils de production. Cela répond à plusieurs questions : celle des moyens, celle du temps partagé, celle de la possibilité de partir dix ans après si tu changes de projet de vie... Beaucoup d'agriculteurs sont désabusés du système coopératif agricole classique, mais ce genre de projets redonne du sens"*.

Pour Charlène, il y a eu une évolution positive dans la manière dont on voit les néoruraux depuis quelques décennies. *"Dans les années 1970, il y avait les urbains, le monde rural et les néo-ruraux qui étaient en décalage avec les deux autres. Aujourd'hui c'est différent : les urbains se préoccupent de l'alimentation et de l'agriculture, avec les*

DK



▲ Atelier organisé par Charlène Nicolay

systèmes de vente directe qui permettent de connaître les paysans par exemple. Les néoruraux se retrouvent donc plutôt en pointe sociétale, et non plus en rupture avec les urbains et les ruraux. Les néomangeurs sont connectés aux néoruraux".

DES BLOCAGES AFFECTIFS ET SOCIAUX

Charlène qui se définit comme "une mangeuse ordinaire qui se pose des questions sur son alimentation" a beaucoup changé d'alimentation depuis quelques années. Elle s'est d'abord mise au bio, puis a été végétarienne, végétalienne, a testé le "sans gluten", etc. "J'ai été surprise par les réactions très fortes de mon entourage", explique-t-elle. "Je n'imaginais pas que le volet social et relationnel serait si important". En changeant de régime alimentaire, elle a fait face à des réactions irrationnelles, comme si les personnes autour d'elle se sentaient agressées. Cela peut venir, selon elle, d'une forme de culpabilité ressentie par les omnivores. L'alimentation est un sujet trop sensible, qui touche à des croyances profondes, il y a donc un système de défense automatique des individus qui peut se traduire par du déni. Ces réactions court-circuitent la pensée rationnelle. (1)

"DISSONANCE COGNITIVE"

Charlène a commencé à se passionner pour la psychologie sociale. Elle évoque l'importance du concept de "disonance cognitive". "C'est lorsqu'il y a un décalage fort entre une croyance qui t'est chère et une réalité qui t'est exposée", résume-t-elle. "C'est comme si ça tirait un élastique à l'intérieur de toi. Face à deux réalités incompatibles, on cherche à réduire l'écart, pour détendre l'élastique". Il y a deux manières de réduire cette dissonance cognitive : en changeant de comportement (par exemple ne plus manger de viande), ou par le déni de

l'information qui dérange (par exemple en lui trouvant toujours des exceptions).

"Quand je suis devenue végétarienne, j'ai réduit une de mes dissonances sur le fait de manger des animaux (ce n'était alors pas indispensable dans ma situation socio-économique).

Mais cela a créé de nouvelles dissonances, qui étaient cette fois-ci sociales, affectives, émotionnelles (mère éplorée, frère éleveur, etc.). Puis je suis devenue végétalienne, cela a réduit ma dissonance sur l'exploitation des animaux, mais cela en a créé de nouvelles concernant mon mode de vie actif et ma vie sociale... C'était difficile humainement et logistiquement. J'ai donc réintroduit certains produits dans mon alimentation... recréant une dissonance éthique à certains niveaux!".

LES APPORTS DE LA PSYCHOLOGIE SOCIALE

Cela amène à considérer les apports de la psychologie sociale dans le domaine des changements de comportements alimentaires. Charlène Nicolay aime à citer les "nudges", ces incitations non contraignantes qui tiennent compte des biais inconscients pour influencer le comportement. On modifie le contexte dans lequel les personnes prennent les décisions, plutôt que d'interdire ou de culpabiliser. Et de citer l'exemple de l'aéroport d'Amsterdam qui a économisé 80 % des frais de ménage des toilettes en disposant un autocollant représentant une mouche au fond de chaque urinoir, incitant automatiquement les hommes à viser la mouche et donc à moins éclabousser !

A Lyon, l'association PEP'S (Pour l'Éducation et la Promotion de la Santé) a utilisé les "nudges" pour inciter les usagers du métro à prendre les escaliers plutôt que l'escalator. Ils ont peint un décor de fleurs sur un escalier à côté d'un escalator et la proportion de personnes utilisant l'escalier a fortement augmenté (+350 % la première semaine).

TERO

Charlène Nicolay est membre du bureau d'études TERO, Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) créée en 2015. La coopérative regroupe des professionnels engagés pour le développement agricole et rural des territoires et pour leur autonomie alimentaire et énergétique. Elle compte aujourd'hui 68 sociétaires. En France, TERO est spécialisé dans la mise en œuvre de l'agroécologie et dans les systèmes alimentaires territorialisés.

SCIC TERO, bâtiment Hévée,
2, rue Zimmermann, 69007
Lyon, tél : 09 88 77 78 99,
www.tero.coop/fr/tero.

(1) Ces expériences l'ont poussée à compléter sa formation par des études de santé publique, puis de psychologie.



DR



DR

▲ Claire et Yann de la Ferme des Volonteux

La Ferme des Volonteux

Charlène Nicolay s'est intégrée aujourd'hui à la vie de la Ferme des Volonteux. Cette Société coopérative et participative (SCOP) qui regroupe une douzaine de personnes sur 20 hectares, lancée il y a 5 ans, est située dans la Drôme. Elle regroupe une diversité de cultures en bio et de circuits de commercialisation locaux, et organise des événements publics.

Les Volonteux, 26760 Beaumont-les-Valence, tél : 04 75 61 81 14, <http://auxchampsdesvolonteux.fr>.

Dans le domaine de l'alimentation aussi de tels biais peuvent être utilisés. Dans les self-services, quand on arrive au dessert, il y a le choix entre yaourt, fruits et gâteaux. Si on met les fruits avant les gâteaux, davantage de gens prennent des fruits. Manipulation ? De toute manière la disposition d'un dessert avant l'autre est inévitable, les agents de la cantine ont un choix à faire qui va influencer les choix des mangeurs, donc on ne peut pas être neutre. Autant choisir intelligemment.

ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITÉS

Avec le bureau d'études coopératif TERO, Charlène Nicolay intervient également pour accompagner des collectivités dans le changement. Beaucoup d'entre elles s'interrogent sur les circuits courts, l'éducation...

Avec une autre agglomération qui s'intéresse à son agriculture périurbaine, on observe un potentiel de consommation locale sous exploité, mais le problème est d'arriver à amener ces produits-là au centre-ville. Et ce qui bloque est souvent la réponse à des questions simples telles que : qui défait les palettes de carottes et les mélange aux courgettes ? Qui transporte les cagettes ? Où sont-elles stockées ? En effet, estime-t-elle, "concernant les circuits courts, le nœud est toujours la question logistique".

Beaucoup de collectivités veulent introduire les produits locaux dans les cantines et un logiciel, *Agrilocal*, a été créé pour mettre en relation les cantines des collèges avec les agriculteurs locaux et passer des commandes au quotidien. Mais là aussi la logistique est le nœud de l'efficacité.

UN SUJET À LA FOIS INTIME ET ANGOISSANT

Il y a un grand besoin de parole et de partage autour des questions que chaque personne se pose sur son alimentation. Entre manger bio, local et végétarien, que privilégier ? "Nous recevons constamment une grande quantité d'informations contradictoires sur le sujet. Il y a une cacophonie. Il est important de ne pas compartimenter, en ne parlant que gluten, que bio ou que local, estime Charlène. Tout doit être pris de front, il faut sans cesse zoomer et dézoomer, faire le lien entre les thèmes, aider les mangeu-ses à retenir l'essentiel et à gagner en confort au quotidien".

L'alimentation est un sujet à la fois intime et angoissant. Il y a, selon elle, un paradoxe, une contradiction entre une grande sécurité alimentaire dans nos sociétés actuelles, et une grande angoisse générée par l'alimentation. Il n'y a pas de famines dans nos contrées, mais une angoisse liée aux scandales de la vache folle, des lasagnes au cheval, etc.

Pour avancer, la culpabilité n'est pas une bonne auxiliaire. A l'inverse, le plaisir, les sens, la bonne compagnie peuvent être utilisés comme des moteurs pour un choix alimentaire éclairé. Parole de gourmande... en transition.

Guillaume Gamblin ■



▲ Le plan climat prévoit une multiplication par 5 des péniches pour le fret de marchandises. Ici, l'Alizarine, péniche éco-responsable de transport de vins de qualité (Voir Silence n°441 p.44), sur la Seine, à Paris.

Paris peut-il être neutre en émissions carbone ?

Avant de réviser son plan air-climat-énergie datant de 2012, la mairie de Paris a consulté des cabinets spécialisés pour savoir s'il est possible que la capitale devienne neutre sur le plan des émissions de gaz à effet de serre.

LES ÉMISSIONS DE PARIS ONT BAISSÉ DE 9 % entre 2004 et 2014, le rapport de synthèse réalisé par l'Agence parisienne du climat (1) se fixe comme objectifs à l'horizon 2030 -50 % et pour 2050 -80 %. Comment y arriver ?

Actuellement les transports représentent la moitié des émissions. Il est proposé de viser à une diminution de moitié du parc de voitures individuelles, de favoriser le covoiturage pour que le taux d'occupation de ces véhicules passe de 1,1 à 2, que le fret marchandise soit déplacé en partie sur la Seine (multiplication par cinq des péniches) et sur les rails (trams-trains). Plutôt que de mettre en place un péage urbain (qui laisse entrer seulement les riches), il est préféré une extension des zones à restriction de circulation et la fermeture du périphérique. L'aide aux espaces de co-working doit favoriser le développement du télétravail et limiter les déplacements.

Le deuxième poste d'intervention est la rénovation énergétique des bâtiments. 75 % de l'habitat actuel est concerné, avec une priorité pour le logement social. Cela suppose une évolution des règlements pour assurer le financement.

DES ZONES MARAÎCHÈRES À LA PLACE DU PÉRIPHÉRIQUE

La récupération du boulevard périphérique devrait permettre d'ouvrir 150 hectares de maraîchages... et donc de développer des circuits courts. L'incitation

à une nourriture moins carnée doit faire baisser les émissions du secteur de l'alimentation. Enfin, la récupération et le recyclage doivent faire baisser la quantité de déchets.

Pour le chauffage, le plan prévoit de recouvrir 20 % des toits de capteurs solaires (soit six millions de m²). La ville de Paris devrait investir également dans des projets éoliens à proximité. Mais cela ne suffira pas... actuellement, la ville devrait gérer une forêt de 50 000 km² pour compenser ses émissions carbone. Même en visant à une baisse de 80 % des émissions, il resterait à gérer 10 000 km² soit sensiblement la surface de l'Ile-de-France. Où mettre une telle forêt ? En accaparant les terres de qui ?

L'une des limites de cet exercice est que Paris n'est pas isolé : la population est très dense tout autour de la capitale et le problème des émissions nécessiterait une prise en compte de l'ensemble de la métropole. Deux autres limites à cette étude : ne sont pas pris en compte les déplacements aériens des Parisiens, ni ceux des très nombreux touristes, au prétexte que les aéroports ne sont pas sur la commune. Or les aéroports parisiens représentent une part importante des émissions actuelles : au lancement du premier plan climat de 2004, cela avait été estimé à 36 % des émissions... Depuis le trafic aérien a augmenté de 27 %. En 2050, le seul trafic aérien pourrait dépasser l'ensemble des autres sources d'émissions (2).

(1) Agence parisienne du climat, www.apc-paris.com

(2) Estimation du Comité régional du tourisme d'Ile-de-France, <http://pro.visitparisregion.com/Optimisation-de-vos-prestations/Developpement-Durable/Bilan-carbone-R-de-la-destination>



▲ Sur une cache d'armes, les observat-rices sont là pour vérifier le démantèlement effectif de l'arsenal par les autorités.

Comment la société civile désarme le conflit basque

Le 8 avril 2017 a eu lieu un événement historique pour le Pays Basque :

le démantèlement par la société civile de l'ensemble de l'arsenal de l'organisation armée ETA. *Silence* a demandé à Jean-Noël Etcheverry, dit Txetx, l'une des chevilles ouvrières de cette dynamique, d'expliquer comment a été réalisé ce processus.

***Silence* : Pourquoi et comment est né ce projet de membres de la société civile prenant la responsabilité de désarmer l'organisation armée ETA ?**

Txetx : Cette initiative vient de militants publics et non-violents issus du Pays Basque et de Paris : Michel Tubiana, président d'honneur de la *Ligue des droits de l'Homme*, Michel Berhocoirigoin, militant paysan, et moi-même, entre autres. Nous étions préoccupés et nous jugions la situation assez surréaliste. L'organisation armée et clandestine basque ETA avait décidé d'arrêter unilatéralement la lutte armée qu'elle menait depuis plus de 50 ans, en 2011. Mais elle était dans l'impossibilité de se démanteler, car les deux États français et espagnol refusaient tout dialogue, tout geste d'apaisement, notamment concernant le régime d'exception (voire de cruauté), subi par les centaines de prisonnier-es politiques basques, et exerçaient une pression terrible. Ils allaient même jusqu'à arrêter les militant-es d'ETA chargé-es d'inventorier et de mettre sous scellés l'arsenal de l'organisation, dans une perspective de désarmement sous le contrôle d'une commission internationale de vérification. (1) Une grande frustration et des tensions commençaient à s'installer

dans la base sociale d'ETA, la situation devenait pré-occupante pour toute personne souhaitant une paix globale et irréversible.

C'est dans ce contexte qu'au début de l'année 2016, nous, partisans de la non-violence connus pour avoir désapprouvé publiquement la stratégie armée et bataillée politiquement jusqu'en 2011 pour que la lutte clandestine s'arrête, avons pensé qu'il était de notre responsabilité d'aider à débloquer cette situation dangereuse. Nous sommes rentrés en contact — évidemment de manière totalement confidentielle — avec la direction d'ETA afin de lui proposer certaines initiatives que nous étions prêts à assumer publiquement. Il s'agissait de procéder, de manière non violente, transparente et publiquement assumée au démantèlement de la totalité de l'armement d'ETA. Et la direction d'ETA a accepté de nous déléguer la responsabilité politique et technique du démantèlement de son arsenal. (2)

Quel était votre plan et que s'est-il passé exactement le 16 décembre 2016 ?

Notre objectif consistait à mettre le désarmement et le processus de paix au centre du débat, de l'agenda



Bayonne

(1) ETA est entré en contact avec la *Commission internationale de Vérification*. Celle-ci lui a demandé de procéder à un inventaire et à la mise sous scellé de son arsenal. Mais les membres de cette commission ont fait l'objet de commissions rogatoires dans les deux juridictions française et espagnole, tandis que les militant-es qui étaient chargés de procéder à ce désarmement ont été arrêté-es les un-es après les autres.

(2) "Nous avons écrit les termes de notre accord dans des lettres, afin de laisser des traces écrites et officielles de celui-ci".



▲ Le rassemblement du 8 avril 2017 à Bayonne

politique, puis à les faire avancer, par la prise successive d'initiatives fortes et déterminées. La première d'entre elles a été de récupérer une partie de l'arsenal d'ETA et de le neutraliser – dans l'objectif de s'appuyer sur cette première action concrète pour entamer une discussion avec le gouvernement français – afin d'étudier les possibilités d'une coopération visant à permettre la totalité du désarmement. Mais le gouvernement en a décidé autrement et le 16 décembre 2016, la SDAT, Sous-direction anti-terroriste, et le RAID ont pris d'assaut la maison de Louhossoa où nous procédions à cette première action de démantèlement et ont arrêté 5 d'entre nous.

"MÊME EN NOUS ARRÊTANT, ILS PERDAIENT"

Mais nous avions également prévu ce cas de figure là qui constituait notre "plan B". C'est justement la force de la stratégie non violente d'être gagnante à tous les coups. Grâce à ces arrestations, notre action mettait le doigt avec une résonance extrêmement puissante sur une contradiction absolue : deux États empêchaient leurs citoyen-nes de désarmer une organisation armée ! Les polices française et espagnole empêchaient ETA de démanteler son arsenal alors que nous étions en plein état d'urgence, et donc avec tous les risques que cela supposait si d'autres groupes arrivaient à tomber sur ces armes et ces explosifs. Notre action permettait de mettre cette situation surréaliste en pleine lumière. Même en nous arrêtant, ils perdaient.

Comment expliquer votre libération alors même que les gouvernements français et espagnol avaient parlé de coup dur porté à une organisation terroriste, vous aviez été publiquement criminalisés et semblaient vouloir vous incarcérer ?

Au Pays Basque Nord, la population et ses élu-es demandent depuis 2011 à ces 2 gouvernements d'accepter la main tendue par ETA depuis 2011, ne comprenant pas leur stratégie de maintenir artificiellement une tension qui jette de l'huile sur le feu.

Quant à nous, nous étions largement connus comme des militants de la non-violence, sans ambiguïté quant à l'utilisation de la lutte armée, et cette tentative de nous criminaliser, de nous faire passer pour des membres ou sympathisant-es d'ETA a fait chou blanc d'entrée de jeu.

Du coup, il y a eu une mobilisation forte et immédiate de la société civile. De nombreuses personnes ont afflué et ont passé toute la nuit autour de la maison dans laquelle nous avions été arrêté-es. Dès le lendemain, une manifestation a réuni 4000 personnes à Bayonne, ce qui est considérable pour une mobilisation convoquée en quelques heures dans un territoire de 300 000 habitant-es. En quelques jours, la majorité des élu-es du Pays Basque, toutes tendances confondues, s'est adressée au gouvernement français pour lui demander de s'impliquer dans le processus de paix. (3)

Nous avons donc été arrêté-es et mis-es en garde à vue. Nous étions un peu connu-es dans l'État français, par exemple Michel Berhocoirigoin en tant qu'ancien secrétaire général de la *Confédération paysanne* notamment, et moi en tant qu'un des fondateurs d'*Alternatiba*... Durant notre détention, les autorités françaises ont reçu de nombreux appels et interpellations directes au plus haut niveau demandant notre libération. Suite à ces 4 jours de garde à vue, nous

(3) Cet appel a été signé par quelques 700 élu-es du Pays Basque Nord allant du Parti communiste à Les républicains.



▲ Lecture du manifeste de Bayonne par Susan George

La situation des prisonnier-es politiques basques en France

"Aujourd'hui, environ 350 prisonnier-es politiques basques, dont 75 en France, sont encore soumis-es à un régime d'exception. La politique d'éloignement et de dispersion systématique de ces prisonnier-es rend les visites des familles très compliquées et épuisantes. Ces dernières qui ne peuvent pas s'organiser avec des cars sont contraintes de prendre la route en voiture sur de très longues distances pour aller leur rendre visite. Cela a donc un coût à la fois financier et moral, un coût en vies humaines également. Depuis 30 ans, il y a eu 400 accidents de voiture et 16 personnes tuées sur la route en allant rendre visite à leurs proches.

Les prisonnier-es politiques basques ont en outre du mal à bénéficier des mesures habituelles de liberté conditionnelle, ainsi que de la possibilité de se faire soigner à l'extérieur de la prison en cas de maladie grave, etc."

sommes sorti-es libres, bien qu'inculpé-es et placé-es sous contrôle judiciaire (4).

De quelle manière le collectif *Artisans de paix* à l'origine ce projet de désarmement a-t-il poursuivi ses actions en faveur de la paix au Pays Basque entre décembre 2016 et avril 2017 ?

À notre libération, nous nous sommes tout de suite mis au travail pour construire la suite du processus de désarmement. Nous avons proposé au gouvernement français de coopérer. Nous avons annoncé clairement que nous allions procéder à ce désarmement total avant les élections présidentielles, avec ou sans son aide... nous préférons avec. En parallèle, nous nous sommes réunis avec les partis, les syndicats et les institutions locales du Pays Basque Nord et Sud et avons récolté un soutien très large, qui contribuait à nous protéger politiquement. Comment les autorités allaient-elles réagir ?

Dans les faits, les événements de Louhossoa ont changé beaucoup de choses. Pour la première fois depuis 20 ou 30 ans, le gouvernement français a commencé à avoir une attitude différente de celle du gouvernement espagnol. À partir de février, il a envoyé des signaux signifiant que personne ne devait s'opposer au désarmement. Le 17 mars, nous avons annoncé dans les colonnes du journal *Le Monde* que nous procéderions au désarmement total de l'arsenal d'ETA à la date du 8 avril. Cela a fait l'effet d'un coup de tonnerre en Pays Basque et en Espagne, et a eu énormément d'impact politique et médiatique.

Il a fallu ensuite préparer concrètement le démantèlement. Je ne peux bien évidemment pas rentrer dans les détails techniques, c'était loin d'être simple. Mais nous étions très fortement et largement aidés par la société basque. (5)

Que s'est-il passé le 8 avril 2017 ?

Le 8 avril, 20 000 personnes se sont retrouvées à Bayonne pour soutenir moralement et politiquement ce désarmement et le processus de paix. 500 bénévoles assuraient la logistique et la sécurité de ce rassemblement impressionnant.

Ce même jour, l'arsenal d'ETA était donc rassemblée dans 8 caches d'armes, dont les points de localisation ont été remis aux autorités françaises vers 8 h 45. (6)

Un peu avant, 172 *Artisan-nes de la Paix* volontaires s'étaient posté-es sur les lieux des différentes caches d'armes, pour les garder et pour s'assurer que ce soit bien la police française qui vienne en récupérer le contenu. Ces équipes d'observation comptaient parmi elles nombre d'élus-es ou responsables syndicaux et associatifs locaux et diverses personnalités, dont José Bové ou François Dufour. Toutes les tendances politiques du Pays Basque étaient représentées. Le

(4) "Avec interdiction de se voir entre nous et interdiction de sortir du territoire national".

(5) Des élu-es et institutions politiques, telles que les parlements du Pays Basque et de Navarre, du côté espagnol, ont voté des motions d'appui appuyées par tous les groupes sauf le PP, ultra minoritaire en Pays Basque.

(6) Concrètement, ces points de localisation ont été remis à Matteo Zuppi, archevêque de Bologne et membre de la communauté Sant'Egidio, spécialisée dans les processus de paix, et au pasteur Harold Good, qui a joué un rôle dans le désarmement de l'IRA en Irlande du Nord. Cette remise a été effectuée sous le contrôle de la *Commission internationale de vérification*, qui les a ensuite remis aux autorités françaises.



▲ Les artisans de la paix transmettent une cache d'arme aux autorités françaises

démantèlement a cette fois-ci eu lieu sans aucun accroc et tout était fini à midi.

"CONSTRUIRE UNE FIN ORDONNÉE, JUSTE, DIGNE ET DONC DURABLE DU CONFLIT BASQUE"

Quelles sont selon vous les prochaines étapes pour continuer à avancer dans le processus de paix et de réconciliation au Pays Basque ?

Cet événement a eu un énorme écho au Pays Basque. Le désarmement a été effectué, mais il ne signifie par la paix. Il reste encore de nombreuses questions à traiter.

Cette initiative visait à construire une fin ordonnée, juste, digne et donc durable du conflit basque. En effet jusqu'ici la stratégie des deux États français et espagnol était d'écraser ETA, de rechercher une dérouté totale et humiliante. Il s'agissait d'arrêter un-e à un-e tou-t'es ses militant-es, de trouver les caches d'armes petit à petit, quitte à ce que cela dure 10 ans ou plus. Mais nous savons bien que terminer le conflit de cette manière revient à semer des germes de frustration et de revanche, et se condamner à voir ressurgir ce conflit armé, tôt ou tard.

Avec Louhossoa et le 8 avril, nous ne sommes plus dans ce schéma-là, mais dans un démantèlement volontaire de l'arsenal d'ETA, de manière digne et ordonnée et avec l'appui de la population du Pays Basque dans toutes ses sensibilités et composantes. Cela limite les risques de revoir s'ouvrir un cycle de lutte armée en Pays Basque et les possibilités de le faire en se revendiquant de la légitimité du peuple basque.

Nous commençons dès aujourd'hui à mesurer les conséquences positives du 8 avril : ainsi Oier Gomez, jeune prisonnier atteint d'un cancer en phase terminale, a été libéré quelques jours plus

tard, et le Parquet général de Paris ne s'est pas opposé ni *n'a fait appel* comme il en a coutume. La décision judiciaire s'appuyait sur l'état de santé gravissime d'Oier, mais également sur le tout nouveau contexte de désarmement et la journée du 8 avril.

Il faut maintenant utiliser l'effet assez incroyable du 8 avril pour faire avancer les autres aspects du processus de paix : question des victimes (reconnaissance et réparations), des prisonnier-es (rapprochement, régime normal, libérations...) et exilé-es, exercices de mémoire et de vérité, voire de justice transitionnelle, dynamiques de réconciliation, etc.

Dans l'immédiat, nous demandons aux deux Etats de faire à leur tour des pas vers ce processus de paix, notamment dans ce qui est directement de leur ressort : par exemple en mettant fin de toute urgence au régime d'exception auquel sont soumis les centaines de prisonnier-es politiques basques, puis en avançant vers la perspective d'un règlement global de leur situation. Une grande manifestation sera organisée dans cet objectif en fin d'année à Paris.

Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■

Pour aller plus loin

■ Artisans de la paix,
<http://artisansdelapaix.eus>



▲ La famille de Cédric et Isabelle devant le panorama du haut d'"el peñon del Fuerte"

Simplicité volontaire : la vie de château... en Espagne



Peut-on, avec peu de moyens, s'installer loin des villes pour vivre selon ses convictions lorsqu'on est une famille, aspirant au bien-être, à la simplicité et au respect des autres et de la nature ?

SI VOUS CONNAISSEZ UN PEU L'ESPAGNE ET l'Andalousie, peut-être avez-vous déjà entendu parler des Alpujarras. Une vallée longeant le flanc sud de la Sierra Nevada et qui abrite une multitude de petits villages blancs. C'est à proximité de l'un d'eux que nous nous sommes installés : Yegen, un village qui ne compte guère plus de trois cents âmes et situé à mi-chemin entre Grenade et Almería. En contrebas de ce village est un énorme rocher que tout le monde par ici appelle "el peñon del Fuerte" : un roc aux faux-airs de château-fort en ruine. À son pied, un écriteau marque l'entrée de la Finca del Fuerte. C'est là que, depuis sept ans, nous essayons de nous inventer un mode de vie responsable et écologique.

L'IDÉE DE DÉPART

Même si nous sommes arrivé-es ici un peu par hasard, l'idée de nous installer loin d'une ville a mûri pendant plusieurs années avant de passer à l'acte. Elle est venue de notre volonté d'être en accord avec nos convictions, et de notre envie d'épanouissement personnel et de couple.

Amoureux-se depuis la vingtaine, nous avons travaillé respectivement dans la coopération au

développement, et les services informatiques. Chacun-e de notre côté, nous nous sommes peu à peu lassé-es de la concurrence permanente et du toujours plus. Nous voulions nous mettre dans une situation qui nous permette d'assumer notre responsabilité, de faire notre part en agissant d'une manière qui nous semble cohérente.

C'est en 2010, à notre retour d'Angola (après une mission d'Isa pour une ONG) que nous nous sommes lancé-es. Nous avions envie de "construire à deux", de nous installer et de démarrer notre projet : en Belgique, l'accès à la terre nous semblait prohibitif, nous avons donc cherché ailleurs... En mai de cette année, sans jamais avoir entendu parlé de Pierre Rabhi ni de la permaculture, nous nous sommes mis en quête d'un lieu pour concrétiser notre projet. Ayant glané quelques bribes de castillan en Amérique du sud, nous avons très rationnellement décidé de commencer par l'Espagne.

Nous n'avons pas eu à chercher plus loin : en janvier 2011, nous nous sommes installés sur le petit terrain du Fuerte, en contrebas de Yegen. Une terre agricole de trois hectares qui, à part les terrasses et les vestiges de murs en pierres sèches, était vierge de toute construction humaine.



▲ *Le potager en terrasse et la baissière*

À LA CAMPAGNE

Nous voulions ne plus dépendre de modes de productions négatifs pour les humains et la nature, quitte à tout faire nous-mêmes. Rien de plus, en somme, que ce que les habitant-es traditionnel-les des Alpujarras ont toujours fait. Mais les temps ont changé. Aujourd'hui, la plupart ne comprennent pas notre démarche ni pourquoi nous sommes venus ici : pour l'écrasante majorité, la ville c'est mieux que la campagne !

Cela dit, les villageois-es ont été accueillant-es avec nous depuis le début. Il faut dire que par ici, on a l'habitude des étranger-es. Dans les années 1970, beaucoup d'hommes du village sont partis travailler en Allemagne ou en Suisse et savent l'inconfort d'être déraciné. Plus récemment, la région a également connu des vagues d'installations successives d'expatrié-es attiré-es par le climat et l'immobilier bon marché.

Sans prétendre être complètement intégré-es, nous participons aux activités et événements qui rythment le village et les environs : fêtes patronales, potager collectif, association de producteurs bio, Système Participatif de Garantie ; nos enfants contribuent à faire vivre la petite école du village qui ne compte plus qu'une grosse dizaine d'enfants ; et Ced est le seul étranger à assister aux réunions de la "communauté des arroseurs" (terminologie traditionnelle pour les personnes du village qui utilisent l'eau de la montagne à des fins agricoles, et constituée exclusivement d'hommes !).

LA FINCA : DES PROJETS PLEIN LA VUE

Effectivement, dans ce climat (continental en hiver et sec semi-aride en été), l'eau est d'une importance cruciale. Comme en témoigne d'ailleurs la vue imprenable qu'offre le sommet du

"fort" sur notre domaine : si notre petite maison auto-construite de bois et de paille, les bassins d'irrigation et nos trois potagers sont très visibles, l'œil croise peu de choses qui aient des racines capables de retenir les eaux de pluies – abondantes au printemps et à l'automne – et le sol, souvent à nu, a perdu sa couche humique depuis longtemps. Par ici, pas de culture en été sans eau de la montagne !

Mais le regard attentif remarquera peut-être aussi quelques jeunes arbres discrets (les plantes xérophiles – qui peuvent vivre sans beaucoup d'eau – poussent lentement) : au cours de ces cinq dernières années, nous en avons planté près de deux cents, d'une vingtaine d'essences différentes, capables de résister aux longs étés avec très peu d'eau.

L'énorme travail de terrassement est, lui aussi, peu visible. Nous avons passé un temps incalculable à niveler, creuser des baissières (bassin de rétention d'eau), des rigoles, et des trous au pied des arbres ; à faire des buttes ; et à remblayer les ravines avec branches, pierres et BRF.

Pour relancer l'activité biologique du sol, outre nos toilettes sèches, nous utilisons du fumier et du compost : aucun déchet organique ne sort de notre terrain ! C'est une des routines qui permet d'augmenter peu à peu la productivité de nos potagers, et qui a déjà contribué à redonner vie à plus de 500m² de terre meurtrie par des années d'érosion et de traitement au glyphosate.

JONGLER ENTRE SIMPLICITÉ ET FAISABILITÉ

Il nous aura fallu du temps pour mettre en place l'indispensable et pour nous adapter à cette nouvelle vie : pour améliorer notre espagnol et découvrir le patois local ; pour comprendre le climat – si différent de celui de notre plat pays natal – ; pour apprendre à manœuvrer les canaux



▲ Autoconstruction de la maison en bois et paille

Pour aller plus loin

■ Ced & Isa,
Finca del Fuerte,
18460 Yegen, Espagne,
isaced@gmail.com,
www.lcway.be

■ ResiWay AISBL,
Rue Moulin Saint-Lambert
9, 1457 Walhain, Belgique,
info@resiway.org,
www.resiway.org

d'irrigation et la culture des arbres et des plantes avec des étés de 4 à 5 mois sans pluie ; pour remettre en production les quelques 150 oliviers que compte notre terrain, en prenant soin de la biodiversité.

Semer, arroser les jeunes plantes, surveiller le niveau des batteries et nous adapter en permanence à la météo et aux saisons sont autant de routines avec lesquelles nous devons encore nous familiariser.

En outre, la transformation des produits du potager, la préparation des repas, les lessives et la vaisselle nous prennent beaucoup de temps. Il y a aussi les animaux à nourrir et les seaux des TLB (toilettes à litières bio-maîtrisées) et des déchets de cuisine à vider tous les jours. Sans compter qu'il n'est pas toujours évident de s'occuper de deux enfants en bas âge avec peu ou pas d'aide extérieure. Bref, nos journées sont bien remplies et le travail ne manque jamais.

Heureusement, nous bénéficions régulièrement de renforts : depuis le début, plus de 300 visiteurs et visiteuses, curieu-ses et voyageu-ses de tous horizons sont venu-es nous voir, pour nous donner un coup de main ou simplement pour découvrir notre lieu de vie.

Malgré cela, et même si nous essayons de limiter nos dépenses pour éviter d'avoir à gagner beaucoup d'argent, les rentrées financières relèvent souvent du défi ou de la débrouille et proviennent principalement d'échanges, de la vente huile d'olive, de prestations informatiques et de nos économies.

Mais d'un autre côté, nous n'avons pas de loyer ou de maison à rembourser. Nous avons divisé notre consommation énergétique par sept, chauffons notre eau uniquement avec du bois du terrain ou avec notre chauffe-eau solaire, et sommes autonomes en électricité. Au final nous

avons besoin, pour nos dépenses mensuelles, de l'équivalent du revenu d'un emploi à quart temps.

ACCESSIBLE À TOUT LE MONDE ?

Les aspects positifs nous apparaissent nombreux : nous ressentons la satisfaction d'être acteurs et actrices de nos vies. Nous vivons en accord avec nos convictions en mettant les choses en œuvre pour être physiquement et psychiquement sain-es. Nous sommes en famille la plupart du temps et pouvons être auprès de nos fils, les voir et les aider à grandir. Nous avons du temps pour faire la cuisine, jouer de la guitare ou reprendre nos chaussettes, sommes beaucoup au grand air et profitons d'un environnement paisible.

Nous avons la conviction que notre démarche est accessible au plus grand nombre (1), que la Finca del Fuerte n'est pas un "château en Espagne" ; que si nous sommes loin de mener une vie de château, nous n'en n'avons pas besoin pour être heureux, heureuses ; et continuons de penser que choisir soi-même la vie que l'on veut mener est un premier pas vers l'épanouissement personnel.

C'est dans l'idée de soutenir la dimension globale de notre démarche, qu'avec une dizaine de sympathisant-es enthousiastes de la première heure, nous avons cofondé l'association ResiWay (2) : une association dont le but est de mettre en relation, encourager et soutenir les initiatives qui, comme la nôtre, s'efforcent d'aller dans le sens du bien-être et de la résilience.

Cédric & Isabelle ■

(1) Pour aller dans ce sens, le site de notre initiative familiale propose des photos et détails sur notre démarche, ainsi que des articles et des fiches utiles gratuites issus de notre expérience (habitat responsable, agro-écologie, conseils pour l'achat d'un terrain, ...)

(2) ResiWay a sauvé Ekopedia, l'encyclopédie pratique des savoirs écologiques, qui avait disparue pendant 2 ans. L'association propose également une plateforme collaborative pour la Transition, la Permaculture et l'autonomie.

Cohérence

(...) Je souhaite réagir à un article paru dans *Silence* n°453, intitulé "Les 32 heures, c'est possible", pour que nous puissions tenter de réfléchir à la cohérence de nos propos. Comment *Silence* peut-il vanter la réussite des 32 heures dans, je cite, "agro-alimentaire, BTP, informatique, publicité, laboratoires, assurances, presse (*Télérama*)" ? Il est frappant de constater que les activités citées semblent être une liste presque exhaustive de ce qui fonde la société industrielle et technique depuis deux siècles et ses corollaires : la consommation de masse standardisée, la destruction de la condition humaine et celle de la planète.



Ce que je souhaite évoquer à travers cet exemple, c'est le besoin que nous avons, me semble-t-il, de nous défaire de la "pensée tayloriste" dans notre critique du monde actuel pour donner ainsi une cohérence et un véritable élan à nos constructions d'alternatives. La "pensée tayloriste", c'est la séparation de nos vies en de multiples sous-groupes qui n'auraient pas de rapports entre eux. (...)

On lit dans le n°452, à la page 11, les mots d'un producteur de plantes aromatiques : "avoir le moins possible recours à des technologies que nous ne maîtrisons pas et adopter une démarche de simplification". Y a-t-il plus hétéronome, complexe et hors de notre simple compréhension que le smartphone et internet, les outils tout autant que l'infrastructure nécessaires à leur fonctionnement ? Or, ce producteur utilise un smartphone pour communiquer et un site internet pour promouvoir son activité. Ainsi nous pouvons construire des alternatives passionnantes sans remettre en question la numérisation de nos vies et l'hétéronomie technologique qui domine le monde et nous entraîne vers un chaos total. C'est pour tenter d'éviter le désastre que nous devons défendre une vision holistique de nos vies. L'être humain est une entité. (...)

Il s'agit d'avoir conscience de l'aliénation dans laquelle nous sommes plongés, de la dénoncer et penser ainsi collectivement une organisation sociale à taille humaine construite sur l'autonomie, la fraternité et le respect de notre environnement. Ce qui exclut de notre horizon la standardisation industrielle et le monde informatisé et numérique totalitaire qui point.

Hervé Krief
Paris

Erreur de raisonnement

J'ai été particulièrement abasourdi par la fin de l'article "Jadot se retire" page 15 de votre numéro 455 d'avril 2017. On y lit en effet que l'écologiste Noël Mamère, avec 5,25% des voix, a privé de fait le socialiste Lionel Jospin de deuxième tour [en 2002, ndlr]. Si je continue ce raisonnement, j'aboutis à :

- pour que Jospin puisse accéder au 2e tour (pour quelle raison devrait-il y accéder, d'ailleurs ?), il ne faut pas de candidat écologiste – ou, s'il se maintient, ne pas voter pour lui. C'est la parfaite illustration du "vote stratégique" que vous pointez comme "un des défauts majeurs" du scrutin majoritaire (page 12 du même numéro...). (...)
- pour que Mamère puisse accéder au 2e tour (pour quelle raison ne devrait-il pas y accéder, d'ailleurs ?), il ne faut pas de candidat Jospin, etc. (...)

D'autre part, rien n'est dit sur Chevènement (même bord politique que Jospin) qui, avec 5,3% des voix, a privé de fait Jospin de deuxième tour (en suivant votre raisonnement...).

Ecrire de telles aberrations me laisse sans voix.

Alexandre Bertholet
Creuse.

Silence : vous avez raison, il y a une erreur de raisonnement dans cette brève, nous sommes allés un peu vite et avons fait un raccourci, merci pour votre vigilance.

Semer des graines de révolte

L'histoire se répète souvent. Mais là, elle est en train de s'accélérer, et pas du bon côté. L'Occident a perdu sa démocratie. Les États-Unis ont élu un psychopathe dangereux et ses meilleurs amis sont des va-t-en-guerre qui n'ont que faire des droits des humains. Et qui ont rayé de leur vocabulaire le mot liberté.

Les réfugié-es, les migrant-es qui sont de plus en plus nombreux, à qui il faut ouvrir nos portes, sont en danger et sont montré-es du doigt.

La France et la Corse en particulier ont mis une goutte de sang sur leur drapeau et sont en train de le peindre en bleu marine.

Les États-nations ont décapité la statue de la Liberté pour collaborer avec les pires...

Alors une pensée toute particulière pour les enfants du monde, ces enfants qui souffrent de la guerre, de la famine, de la précarité, ces enfants-soldats qui n'ont comme seul jouet qu'une arme à tuer, ces enfants esclaves qui font marcher le capitalisme, je pense à ces enfants qui n'ont jamais vu les arbres fleurir, qui n'ont pas le temps de voir un coucher de soleil, tellement il faut courir vite pour ne pas mourir.

Paix et Liberté, je veux réécrire tes noms de la plume des enfants de la Terre pour ne plus laisser faire et surtout ne pas se taire. Entre capitalisme et fascisme je resterai dans mon petit jardin à ouvrir des sillons pour y semer des graines de révolte.

Jean-Yves Torre
Corse, 25 avril 2017

PHOTOGRAPHIES | Solidarité

MANON A., 25 ANS

Héberger

"Je vais être honnête, je ne me sentais pas concernée par les migrants. Un jour ma sœur m'a appelée pour venir prendre des photos de l'expulsion qui se déroulait rue Pajol. C'était tellement violent que mes mains tremblaient. Si je n'avais pas vu ces scènes et la peur que cela avait engendré chez les migrants, je ne pense pas que je me serais ainsi impliquée. Quelques heures après l'expulsion, quinze mineurs sont revenus dans la rue, ils n'avaient plus rien, plus de matelas, plus d'affaires car tout avait été enlevé, nettoyé par la ville de Paris. Avec d'autres habitants du quartier, on les a hébergés jusqu'à ce qu'ils soient pris en charge par l'État. Depuis, il y a eu beaucoup de passage chez nous : des personnes qui viennent d'arriver en France et qui sont fatiguées, des personnes qui doivent repartir vers Calais ou pour un autre ailleurs. Ce n'est pas compliqué d'ouvrir sa porte. On rencontre des cas très différents. Une personne est venue plusieurs fois sans jamais dire merci. Mais la majorité parle beaucoup. Ils se livrent dès qu'ils se sentent en confiance et voient les leur donner un peu de répit".

OLIVIER M., 39 ANS

Accueillir

"Tout a commencé avec la tentative d'occupation du gymnase près de chez moi par des militants et des migrants. C'est parti en cacahuète et les migrants sont venus dormir dans la rue juste devant chez moi. Le lendemain matin, comme je suis gardien d'immeuble, je suis sorti comme d'habitude donner un coup de balai sur mon trottoir. Et là, je vois des bouteilles remplies d'urine, des cartons et des papiers partout. La rue était une poubelle. Je me suis pris la tête entre les deux mains en pensant à tout le travail qui m'attendait. A ce moment-là, un migrant s'est levé, est venu vers moi et m'a demandé mon balai. Puis avec une dizaine d'autres personnes, ils ont nettoyé la rue. J'ai trouvé ça super et c'est là que j'ai commencé à faire quelque chose pour eux. J'ai d'abord fait chauffer un peu d'eau et du café. Maintenant, je passe toutes mes journées sur le camp et m'occupe notamment des mineurs et des femmes. J'essaie de les ranger provisoirement dans le quartier jusqu'à ce qu'ils soient pris en charge. Je suis ébahi et ne fais partie d'aucun parti politique. C'est juste le cœur qui parle".

FATOUA G., 36 ANS

Nourrir

"Un jour je me suis arrêtée devant une tente où il y avait des femmes. J'ai été interpellée. Je me suis demandée comment elles arrivaient à avoir une intimité avec autant d'hommes autour. Comment réussaient-elles pour aller aux toilettes, pour se laver ? Je suis une mère qui vit seule avec ses enfants et qui trouve que c'est déjà dur de se débrouiller. Mais comparées à celles d'une femme qui doit quitter son pays, traverser la mer et prendre autant de risques, mes difficultés sont bien minimes à côté. Aujourd'hui, je m'occupe principalement de gérer les dons de nourriture, de trouver de grandes marmites en des heures où l'on peut faire un repas chaud pour 150 personnes. Je leur cuisine aussi des repas consistants qui leur permettent d'avoir un semblant de sommeil avant un lendemain qui est une nouvelle bataille. Je ne veux pas seulement remplir le ventre de mes frères et sœurs d'Afrique. Je veux aussi apporter du réconfort dans les drames qu'ils ont connus. Un repas chaud permet cela".

Items, impasse Fernand Rey, 93001 Lyon, www.collectifitem.com, blog.collectifitem.com.

Justes solidaires

Justes Solidaires propose de découvrir les visages et les histoires de citoyens français ordinaires et solidaires, hommes et femmes, devenus acteurs d'une des plus graves crises humanitaires et politiques du début du 21st siècle. Ces portraits révèlent la générosité et l'inventivité d'une France solidaire malgré la crise et un discours ambiant de plus en plus anti-migrants depuis les attentats de novembre 2015. Ce reportage a été réalisé par Bertrand Caudillère et Catherine Monnet, dans le cadre du collectif lyonnais de photographes indépendant-es Item.

Items, impasse Fernand Rey, 93001 Lyon, www.collectifitem.com, blog.collectifitem.com.

Silence n°455, avril 2017, p. 36-37

"Décoloniser" nos idées préconçues

C'est l'histoire d'une puce conditionnée par un savant à sauter lorsqu'elle entend sonner une cloche. Après chaque saut, l'homme de science enlève une patte à l'insecte. Lorsque l'insecte n'a plus de pattes, il sonne la cloche et, comme rien ne se produit, il en conclut donc que "lorsque vous enlevez à une puce toutes ses pattes, elle devient sourde".

C'est bien connu ! "On fait parler les études ou les chiffres comme on veut", maquillage et manipulation. (...) Quelle part de vérité dans ces exemples ? "Le chocolat est antistress ; l'alcool est bon pour la santé, grâce au tanin ; le vaccin protège de la grippe ; un aéroport à Notre Dame des Landes est indispensable ; le chômage baisse ; la vidéo-surveillance arrête la délinquance ; le recours au partenariat public privé (PPP) est avantageux ; le compteur électrique *Linky* fait faire des économies d'énergie (...)"

Soyons pragmatiques ! Il est primordial de lire entre les lignes ! Quelle études testées, indépendantes montrent l'intérêt de ces choix ? S'agit-il d'études faites par des experts sans conflit d'intérêt (sans l'influence des lobbies) afin de trouver des solutions adaptées à un problème ? (...) Pour illustrer et éclairer le propos, prenons un exemple, l'OMS (Organisation mondiale de la santé), et une question : qui finance cette instance ? Seulement 20 % du budget provient des états membres mais 80 % des fonds sont privés, des subventions cachées derrière le secret des affaires. On subordonne notre santé publique et ses

conséquences sanitaires aux intérêts privés, c'est extrêmement grave. L'OMS est tombée dans les griffes des lobbies, elle est gérée de façon féodale et non-démocratique. Avec cette mainmise, il n'est plus possible de résister à l'influence des laboratoires pharmaceutiques, la santé devient un produit qui permet de faire des affaires, et donc parfois au détriment de la santé.

Un exemple de cette dérive, l'OMS est muséifiée depuis 1959 par un accord qui stipule qu'elle ne doit pas dire quoi que ce soit sur l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). Il y a conflit d'intérêt entre ces deux institutions.

Nous vendons un de nos biens les plus précieux, notre santé ! Le renard est dans le poulailler.

A tous les niveaux : emploi, éducation, écologie, santé, économie, sécurité, justice, social... comment démasquer ces jeux de domination où notre pouvoir de citoyen est confisqué ? Une simple réponse à cette question y répond : "Regarde qui me finance, et je te dirai qui je suis !".

"Décoloniser notre imaginaire", veut aussi dire, au quotidien pour chacune/chacun, "se déconditionner" ; changer ou élargir notre champ de vision, dégonfler notre ego, faire notre introspection, se sortir de caricatures, en regardant en face nos schémas mentaux, nos idées préconçues. Et par effet collatéral, modestement faire grandir notre monde avec ce petit plus d'humanité. Plus que jamais notre monde est à cette croisée des chemins ! Qu'attendons-nous ?

Christian Pechet
Loire-Atlantique



Vigie devant le siège de l'OMS à Genève pour exiger son indépendance vis-à-vis de l'AIEA.

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes. Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction

Essais

■ **André Valadier L'Aubrac au cœur**, Daniel Crozes, Éd. du Rouergue, 2017, 324 p., 22 €. Comment un paysan né dans l'Aubrac en 1933 en vient-il à incarner une agriculture visionnaire, saluée par le mouvement Slow Food ? L'auteur, historien, s'appuie sur les carnets de Valadier pour rendre compte de ses réflexions et de ses luttes victorieuses qui ont sauvé un élevage voué à la disparition dans les années 60.

■ **Ils ne savaient pas que c'était une guerre ! Appelés en Algérie, aujourd'hui ils racontent**, Jean-Paul Julliard (Coord.), Fabrice Badol, Claire Nicolas (Coord.), éd. Chronique Sociale, 2017, 192 p., 14,50 €. Entre 1954 et 1962, ils ont effectué un service militaire obligatoire, d'une durée exceptionnelle (jusqu'à 28 mois), dans les départements français d'Algérie. Nombre d'entre eux ont été confrontés aux horreurs de la guerre. Plus de 50 ans après, les survivants commencent à parler.

■ **Alexandre Chayanov pour un socialisme paysan**, Renaud Garcia, éd. Le passager clandestin, coll. Les précurseurs de la décroissance, 2017, 95 p., 8 €. Alexandre Chayanov (1888-1937) a joué un rôle important au début de la Révolution russe, travaillant au développement d'un réseau des coopératives pour stimuler l'économie paysanne familiale. Cette démarche s'opposait au productivisme marxiste. Il a été fusillé sous Staline.

■ **100 portraits contre l'Etat policier**, Collectif Cases Rebelles, éd. Syllepse, 2017, 275 p., 10 €. Un travail de contre-histoire dans le but de sortir de l'oubli une centaine de personnes — ce qui est peu au regard de la réalité des chiffres — victimes du système policier français, battues, abattues, "suicidées de plusieurs balles dans le dos"... entre 1947 et 2017. Pour seul souvenir : un visage au trait, la mention de l'âge, du métier, un rappel du contexte (grève ou manifestation) et le résumé des faits. Chacune de ces personnes mériterait un livre.

■ **Transition énergétique — Une chance pour l'Europe**, Claude Turmes, préface de Jean-Louis Borloo, éd. Les petits matins, 2017, 480 p., 23 €. L'auteur, député européen est membre du groupe des Verts. Il fait le récit de la lutte qu'il mène pour une transition énergétique plus respectueuse de l'environnement et de l'humain au sein des institutions européennes. 15 ans d'avancées et de reculs (le plus fort après 2008). Ce livre permet d'accéder aux coulisses du processus décisionnel, d'y constater l'influence des lobbys infiltrés au plus haut niveau, comme le groupe Magritte qui réunit les entreprises les plus polluantes.

■ **Bien vivre**, Europe Ecologie Les Verts, éd. Les petits matins, 2017, 240 p., 3 €. Un livre à tout petit prix pour présenter le programme d'EELV aux élections législatives. Comment nous pourrions convertir la société actuelle pour aller vers une société écologique basée sur l'autonomie, la dignité et les solidarités.

■ **Blanche est la Terre**, Xavier Ricard-Lanata, éd. Seuil, 2017, 324 p., 20 €. L'auteur, ethnologue raconte ses voyages et son immersion au sein de peuples divers. Il en tire des réflexions sur l'écologie vue par les Occidentaux et sur la relation de ces peuples avec la nature.

■ **Vers l'agroécologie, paroles de paysans**. Recueil de textes sélectionnés par les acteurs des Parcs naturels régionaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de l'association Geyser, éd. Actes Sud, 2017, 200 p., 32 €. Les témoignages de paysans recueillis dans ce livre permettent de faire des ponts entre les connaissances empiriques et la recherche scientifique. Une transition agroécologique ne peut réussir qu'en plaçant les agriculteurs au centre du changement, d'où la nécessité d'avancer ensemble.

Roman

■ **Le livre de la mer ou l'Art de pêcher un requin géant à bord d'un canot pneumatique sur une vaste mer au fil de quatre saisons**, Morten A. Strøksnes traduit du norvégien par Alain Gnaedig, éd. Gallimard, 2017, 306 p., 21,50 €. Une sorte de journal de voyage animé de suspens, le livre confronte humour et fantastique à une étonnante érudition scientifique.

Ce qui compte vraiment

Fabrice Nicolino



Dans une écriture très personnelle et facile à lire, Fabrice Nicolino rappelle quels sont les problèmes mondiaux cruciaux : la destruction du monde paysan et la confiscation de notre alimentation par l'industrie, l'effondrement des écosystèmes et la destruction rapide de nos milieux naturels, l'épuisement des océans, la baisse des ressources en eau potable, le mépris des animaux... L'auteur prône un changement de regard sur la nature, une remise en cause de la place centrale de l'humain, une sortie de la culture capitaliste (et de son "développement"). Habituellement très négatif dans ses analyses (il y a de quoi !), Fabrice Nicolino se lance dans des propositions, citant des alternatives déjà existantes (les terres en bio pour protéger les ressources en eau) et termine même sur un hommage au pape François et son encyclique *Laudato si*. Il ouvre le débat sur la nécessité de trouver des "accélérateurs de conscience" permettant de surmonter la crise écologique actuelle. MB.

Ed. Les liens qui libèrent, 2017, 220 p., 18 €

Agriculture connectée. Arnaque ou remède ?

Vincent Tardieu



Les dix premiers chapitres nous content le monde idyllique de l'agriculture connectée. Le steak minceur se programme sur l'animal vivant. Les distributeurs alimentaires sont à la disposition des vaches ainsi que les robots de traite. La "clim-cover" les rafraîchit. Autour d'elles, un ballet de drones et de robots nettoyeurs. Débarrassés des tâches fastidieuses, les "ageeculteurs" se consacrent enfin à la relation avec l'animal ! Mêmes soins pour les blés, les patates, les vignes... Les dix chapitres suivants recensent les effets pervers : réduction de personnel, inégalités accrues entre grandes et petites exploitations, dépendance à la technologie, etc. L'auteur met en garde paysans et chambres d'agriculture : "Je suis frappé par le manque d'accompagnement indépendant des agriculteurs pour les aider à diagnostiquer, en amont, leurs besoins réels". Deux conseils : éviter le piège de l'endettement trop lourd et privilégier la mutualisation. MD

Ed. Belin, coll. Essais, 2017, 448 p., 22 €

La farce cachée du nucléaire

Nozomi Shihoro



Comment est conçu un réacteur nucléaire ? Avec de multiples barrières d'étanchéité pour garantir en principe qu'il n'y aura pas de fuites radioactives en cas de fonctionnement. Ce livre qui

s'appuie sur des rapports internes de l'Autorité de sûreté nucléaire, d'EDF et d'Areva, montre les défauts de la cuirasse. Il rend ainsi publics de nombreux défauts passés sous silence. Il rappelle ce qui peut être un accident nucléaire grave. Un chapitre montre que la sortie du nucléaire en France peut être d'autant plus rapide que nous bénéficions de l'expérience du Japon où 54 réacteurs ont été arrêtés en quelques mois (il y a 58 réacteurs en France et nous ne sommes pas sur une île, donc c'est plus facile). Le niveau de lecture du livre, souvent très technique, sera malheureusement un frein pour atteindre le grand public. MB.

Ed. Yasnost et Sortir du nucléaire, 2017, 250 p. 12 €

Frères migrants

Patrick Chamoiseau



C'est le souffle d'un grand poète de la créolité qui traverse ce livre engagé. La danse de la langue vient porter un message ancré dans l'actualité de notre monde. Il rappelle que "l'homme campé sur son seuil qui ne reconnaît pas l'homme qui vient (...), c'est lui-même qu'il ne reconnaît plus (...)" c'est lui-même qui se condamne à ce naufrage qu'il redoute. Car le monde et ses misères sont des régions de nous". Nous appelant à rester ouvert-es à la Relation et vigilant-es à "la part de Trump en nous", son message se fait écologiste quand il écrit : "Il y a tant d'êtres humains (...) qui n'ont pas de frères parmi les végétaux..." Lire Chamoiseau, c'est s'éveiller à "une partie de nous plus large que nous-même." GG

Ed. Seuil, 2017, 128 p., 12 €

Biodiversité. Quand les politiques européennes menacent le vivant

Inès Trépant



OGM, agrocarburants, pesticides... Inès Trépant, qui travaille au Parlement européen, connaît bien ces dossiers. Elle explique ici la législation en la matière, les blocages (de la Commission européenne souvent). Elle émet des propositions pour améliorer la situation. Face à une approche mécaniste et un modèle agricole guidé par une logique d'obsolescence programmée appliquée au vivant (semences rendues stériles), l'autrice soutient une logique holistique et une description du génie de la nature dans la coopération entre organismes. L'autrice explique le rôle des "nuisibles" ou encore celui des arbres sénescents dans le maintien de la biodiversité animale et végétale, dénonçant au passage notre "chauvinisme vertébré" qui nous fait mépriser les insectes et autres micro-organismes. Son livre cherche à relier la connaissance émerveillée de ces équilibres écologiques avec le monde de celles et ceux qui légifèrent. GG

Ed. Yves Michel, 2017, 368 p., 22 €

Livres

Manifeste pour une culture durable

Lydia et Claude Bourguignon



Ce couple de scientifiques travaille depuis 45 ans à alerter l'opinion sur la dégradation biologique, chimique et physique des sols qui entraîne une diminution préoccupante de la productivité des terres agricoles. Cet opuscule résume, avec la façon percutante qui les caractérise, les causes de la mort de la terre, explique comment la refertiliser, pourquoi développer la rotation des cultures et s'intéresser aux associations végétales et animales. Leur conclusion qui interpelle les citoyen-nes et les hommes et femmes politiques énonce les mesures à prendre d'urgence pour sauver notre agriculture. Ajoutons que Lydia et Claude se dépassent sans compter sur tous les fronts, à travers écrits, conférences et films pédagogiques (disponibles sur YouTube). MD

Ed. Actes Sud, 2017, 80 p., 9 €

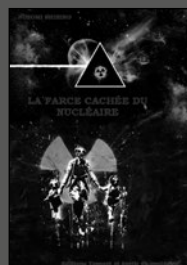
De quoi Total est-elle la somme ? Multinationales et perversion du droit

Alain Deneault



Se pencher sur l'histoire de Total, c'est montrer comment l'état du droit et la complicité des États ont permis à une firme, légalement, de *comploter* sur la fixation des cours du pétrole et le partage des marchés, de coloniser l'Afrique à des fins d'exploitation, de *collaborer* avec des régimes politiques racistes, de *corrompre* des dictateurs et représentant-es politiques, de *conquérir* des territoires à la faveur d'interventions militaires, de *délocaliser* des actifs dans des paradis fiscaux (ou des zones franches), de *pressurer* des régimes oligarchiques qui surendettent leurs peuples, de *polluer* de vastes territoires au point de menacer la santé publique, de *vassaliser* des régimes politiques... Chacun de ces verbes fait l'objet d'un chapitre dans cet ouvrage qui répertorie les actions sidérantes que cette multinationale a menées en toute impunité, indépendamment des textes législatifs et des institutions judiciaires, ou grâce à eux. MD

Ed. Rue de l'échiquier (pour l'édition française) et Ecosociété (pour Canada et États-Unis), 2017, 512 p., 23,90 €





Petit traité d'écologie sauvage

Alessandro Pignocchi

Au nom du développement, nouveau nom du colonialisme, l'Occident a imposé ses modes de pensée au reste de la Planète. Imaginons un instant que ce soient les Jivaros qui aient imposé leurs pratiques au monde entier... c'est le sujet passionnant de cet ouvrage. Il faut voir François Hollande décider d'aller au prochain sommet franco-allemand à vélo (donc dans deux mois), Angela Merkel annoncer la suppression de la monnaie, ou encore un G20 organisé dans une clairière, avec les chefs d'Etat qui se demandent comment trouver d'autres personnes pour les remplacer, car nul-le ne veut plus de leur place. On rit beaucoup sur les recherches anthropologiques des chercheurs jivaros qui essaient de comprendre le monde ancien (pourquoi chaque matin, à Paris, des hommes rentrent dans un café pour honorer un totem). En fin d'ouvrage, l'auteur présente brièvement la manière de penser des Jivaros, clé de compréhension des méprises observées dans le livre. Mieux qu'un ouvrage de philo ! MB.

Ed. Steinkis, 2017, 120 p. 14 €

Romans

Cobayes

Robin Cook



Carl doit subir une opération banale du genou, mais après l'anesthésie, il ne se réveille pas. Il est plongé dans un coma irréversible. Lynn, sa petite amie, étudiante en médecine dans l'hôpital, se lance dans une enquête pour comprendre ce qui s'est passé. Elle découvre rapidement que les patients dans le coma peuvent servir de cobayes. Un thriller dans le milieu médical qui nous alerte sur les méthodes de recherche actuelles et sur les mauvais liens entre santé publique et laboratoires pharmaceutiques. Une dénonciation efficace d'un milieu où l'argent l'emporte sur l'empathie pour les autres. MB

Traduction Pierre Reignier, éd. Albin Michel, 2017, 544 p., 22,50 €

Ton cœur comme un poing

Sunil Yapa



A Seattle, en 1999, doit se tenir un sommet de l'Organisation mondiale du commerce. La mouvance alternative s'est longuement préparée à un blocage de la ville visant à empêcher les

délégations de rejoindre le centre de congrès. Dès l'aube, ils sont des dizaines de milliers à bloquer les entrées des hôtels de luxe. La police reçoit l'ordre d'ouvrir le chemin. Commence une longue répression, extrêmement violente, avec des milliers de blessés, mais les 50 000 manifestant-es non violent-es, assis-es sous la pluie, ne céderont pas. A partir de la vie de quelques personnages (polici-ères, manifestant-es, délégué du Sri Lanka), Sunil Yapa raconte cette journée de manière passionnante, montrant la force et la faiblesse de chacun-e. La tension monte quand le fils du chef de la police fait partie des manifestants. Comme ces manifestant-es sous les nuages chimiques, vous aurez du mal à reprendre votre souffle. Une ode à la non-violence. MB

Ed. Payot & Rivages, 2017, 352 p., 23,50 €.

B. D.

La fissure

Carlos Spottorno et Guillermo Abril



Aux frontières de l'Europe, les réfugié-es tentent par tous les moyens de passer. Les auteurs, journaliste et photographe espagnols, ont réalisé une série de reportages à Melilla (enclave espagnole au Maroc), à Lampedusa (Italie), en Grèce, en Pologne, en Finlande et en Ukraine. Les photos

commentées ont servi ensuite à faire ce roman-photo. Le résultat graphique et narratif est extraordinaire. Toutefois on regrettera que la presque totalité des reportages se placent du côté des autorités (très complaisants sur les méthodes militaires des contrôles douaniers). Les paroles de réfugié-es restent rares et les associations sont quasi-absentes. Enfin, le message politique sous-jacent semble être la menace que la Russie représente pour l'Union européenne, plus que notre manque d'humanité à l'égard des personnes qui fuient les guerres, les dictatures et les famines. MB

Ed. Gallimard, 2017, 168 p., 25 €

Ralentir

Alexis Horellou et Delphine Le Lay



Après les talentueux *Plogoff* et *100 maisons*, voici un nouveau roman graphique qui aborde cette fois-ci l'épineuse question de la place du travail dans notre vie. En Bretagne, un commercial épuisé prend en stop une jeune fille qui cherche à travailler le moins possible. La discussion est ardue sur les valeurs de chacun. Les orages provoquant des inondations, ils se perdent sur de petites routes intérieures et quand ils passent devant un panneau "plus loin, c'est bloqué, venez prendre l'apéro", ils décident de s'arrêter un moment. Lequel va se poursuivre à la découverte du hameau en cours de restauration par des personnes qui vivent de peu. En fin d'ouvrage, notre conducteur stressé va commencer à remettre en cause son mode de vie... Un débat tout en douceur autour de la question de l'utilité des alternatives comme mode de changement de la société. Passionnant. MB

Ed. Le Lombard, 2017, 102 p., 16,45 €

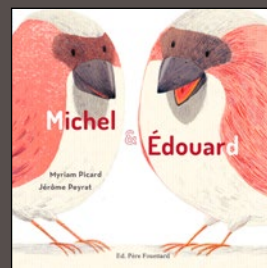
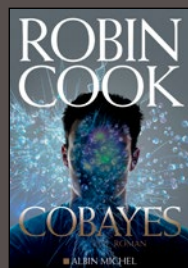
Résilience

Augustin Lebon et Louise Joor



En 2068, toute l'agriculture est contrôlée par une multinationale des OGM sur les terres stériles, engrais et pesticides maintiennent une production déficiente. Dans les villes sévit la famine. Des îlots de résistance se maintiennent : les résilients non-violents qui diffusent des semences libres et Les enfants de Gaïa qui mènent une lutte armée contre le système. Après une pollution par les pesticides, Adam et Agnès essaient de rejoindre une vallée où des personnes vivaient en auto-suffisance. Adam, capturé, est obligé de travailler dans une cité agricole. Une attaque des opposants permet son évocation. Une fuite dans les terres désolées et les serres hydroponiques, jusqu'à trouver un tunnel d'accès à un train souterrain... La suite dans un an. Très bon rythme, avec nombreux rebondissements pour cette politique-fiction. FV

Ed. Casterman, 2017, 64 p., 15,50 €



Michel et Edouard

Myriam Picard, Jérôme Peyrat



Dès 5 ans. Michel et Edouard, deux gros moineaux, vivent dans l'abondance. Ils ont fait leur nid dans l'enceinte d'un hypermarché et n'ont qu'à se servir pour satisfaire leurs besoins avec des produits industriels en tous genres. Un jour José, oiseau migrateur, se perd et les rencontres par hasard. José s'étonne qu'ils ne voient jamais la couleur du ciel et ne respirent jamais l'air des grands espaces, il leur raconte ses voyages et ses aventures. Edouard le trouve "un peu ringard avec ses histoires de liberté, de vie au grand air". Mais Michel va oser pointer son bec dehors, et rien ne sera plus pareil pour nos deux amis. Ce récit très bien amené rejoint intelligemment les débats sur le changement de vie, sur la consommation et le mode de vie urbain qui enferment dans un monde virtuel et factice. Une très belle fable pour appeler à ne pas mener une vie réduite à un monde d'objets et d'images marchandes. GG

Père Fouettard, 2017, 32 p., 13 €.

Un grand jardin

Gilles Clément, Vincent Gravé



Dès 5 ans. Dans cette ode au jardinage, chaque mois de l'année est l'occasion de développer de manière poétique un aspect du jardin : le sol, les fruits, les champignons... Le jardinier, toujours, "met les mains dans la terre et regarde le ciel." Pour admirer "la forêt de fleurs", il doit apprendre à "s'imaginer lapin, fourmi ou coccinelle." Pour respecter la terre, il n'utilise pas de produits toxiques. A chaque évocation de Gilles Clément répond une grande illustration de Vincent Gravé riche d'une infinité de détails. GG

Ed. Cambourakis, 2016, 32 p., 24 €.

Musique

L'empire de papier

HK



Avec L'empire de papier, HK donne à entendre une nouvelle livraison de morceaux ancrés dans notre époque et faisant écho aux engagements de toute une génération d'indigné-es. Parlant parfois à la première personne, il se fait rêveur (Rev'lovution, Je m'envole) ou dénonciateur, il raconte l'histoire de migrant-es qui risquent leur vie pour arriver en Europe, ou encore d'une femme qui quitte la ville pour la campagne (Rosa). Au niveau musical, délaissant le hip-hop de ses débuts, HK livre 13 chansons à textes, parfois aux consonances blues ou reggae (sur

Moun Lib, le rythme fait penser à Lavilliers). Un album qui clame haut et fort que : "assignés à résistance, tel est notre état d'urgence". GG

L'épicerie des poètes/Pias, 2017, 57 mn, 11,99 €

Films

ABC alphabet

Erwin Wagenhofer



98 % des enfants naissent avec un haut potentiel. Après la scolarisation, ils ne sont plus que 2 % nous dit le réalisateur. Alphabet nous montre des enfants à l'école en Chine, aux Etats-Unis, des jeunes en formation en Allemagne, tous entièrement soumis à la compétition et aux résultats quantitatifs. Ils ne savent plus chercher leurs propres solutions, imaginer, ne disposent plus de temps vacant. Des chercheurs, des pédagogues, des chefs d'entreprises tirent la sonnette d'alarme : "Il est temps de se débarrasser de ce modèle pédagogique dominant hérité de la révolution industrielle. L'histoire nous enseigne que l'on ne crée rien de neuf en rafistolant l'ancien." Un documentaire qui renverse nos idées reçues et propose des pistes de réflexion étonnantes comme celle que nous livre Pablo Pineda Ferrer, trisomique, né en 1974 à Málaga, qui a pu devenir professeur-chercheur et comédien. MD

Version originale sous-titrée, 108 min, alphabet@imaginefilm.be.

Les agronautes, notre aventure familiale aux portes de la ville

Honorine Perino



Un couple a décidé de devenir agriculteurs aux portes d'une grande ville, car ils pensent qu'il est urgent de revenir à une production alimentaire de proximité. Quand on n'est pas fils de paysan, trouver une terre exploitable en zone péri-urbaine est une gageure. Se loger, encore plus dur ! Mais le couple est obstiné et a la prétention de contrôler sa chaîne de production ; pour cela d'être aux champs, mais aussi "au four et au moulin" et en plus, de commercialiser son pain ! Cela fait 4 métiers, chacun ayant ses règles et ses contraintes. Le projet n'entre pas dans les cases. Les administrations sont rigides et les élu-es inconstant-es. Le film relate 5 années de dialogues de sourds, mais aussi de victoires obtenues grâce à des solidarités et des amitiés. On partage leur aventure avec ses plaisirs et ses découragements, la joie du travail en plein air et de la pâte à pain qui lève. C'est vivant ! MD

ADDOCS 2016, 75 min.

Nous avons également reçu... 2/2

■ **Fleurs et larmes du Kosovo.** Poèmes, Jean-Yves Carlen, autoédition, 2017, 153 p., 8 €, man.centre. alsace@gmail.com. Ce recueil rend compte du destin d'un pays né en 2008 au cœur des Balkans. Témoignages de l'avant et de l'après. "Avant c'était la guerre, c'était déjà la guerre/avant la guerre/c'était déjà l'enfer... les sévices d'Arkan et sa milice/les chiens jetés sur nos martyrs,/des hommes et des femmes/des pacifistes..." Le livre se clôt sur un hommage à Ibrahim Rugova, le Gandhi des Balkans : "Kosovo", "le frêle esquif d'un rêve imaginé/aux cris de liberté de paix, d'éternité." Commande par chèque à l'ordre du MAN, 34 rue de la gare 68500 Merxheim.

■ **Aux États-Unis d'Afrique,** Abdourahman A. Waberi, éd. Zulma, 2017 [2006], 192 p., 9 €. Ce roman imagine que l'Afrique unie est devenue le centre économique du monde, alors que l'Europe et l'Amérique sont miséreuses. Des millions de réfugiés essaient de traverser la Méditerranée depuis l'Europe pour rejoindre l'Afrique, fuyant les guerres et la misère. Une inversion du monde réel qui fait réfléchir sur la domination occidentale actuelle. Une réédition en poche bienvenue.

B. D.

■ **Jeu d'ombre T2,** Loulou Dedola et Merwan, éd. Glénat, 2017, 64 p., 15 €. Fils d'immigrés turcs, Cengiz est devenu un leader non violent dans une des banlieues de Lyon. Le retour de son frère, chef de gang, va compliquer sa tâche. Alors qu'il est sollicité par les élu-es de la localité, les règlements de compte entre dealers vont mettre son avenir en péril. L'histoire est brillante, mais la mise en dessin un peu laborieuse ce qui rend les enchaînements de l'histoire parfois difficile à saisir.

■ **Albert Einstein, la poésie du réel,** Manuel Garcia et Marwan Kahil, éd. 21 g, 2017, 128 p., 19 €. Citant abondamment les bonnes phrases du découvreur de la relativité, ses explications scientifiques, son engagement pacifiste, ce livre est passionnant pour ses récitatifs, mais décevant par son scénario et son graphisme.

■ **Une vie d'Alexandra David-Néel, tome 2,** Fred Cam-poy, Mathieu Blanchot, éd. Bamboo, 2017, 104 p., 17 €. Devenue centenaire, la grande exploratrice dialogue avec sa gouvernante dans les jours précédents sa mort. L'occasion de rappeler ses voyages que nous avons déjà vus dans le précédent tome. Quelques réflexions supplémentaires... mais on ne saura rien de sa pensée féministe et anarchiste qu'elle revendique.

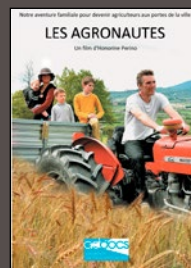
Jeunesse

■ **Plumes de poèmes.** Collectif, coordination Jean-Marie Henry, illustrations Judith Gueyfier, Rue du Monde, 2017, 64 p., 18 €. Dès 5 ans. Belle anthologie de poèmes sur le thème des oiseaux.

■ **Jours de soleil,** Claire Mazard, éd. Le muscadier, coll. Rester vivant, 2017, 88 p., 9,50 €, à partir de 7 ans. Vacances dans plusieurs pays d'Afrique, une occasion de partager la vie des habitants. 5 histoires vraies.

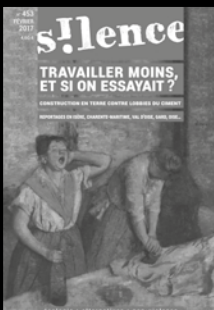
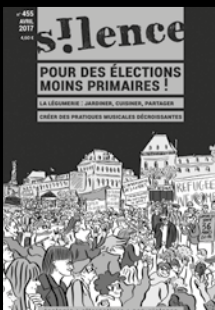
■ **Phobie,** Fanny Vandermeersch, éd. Le muscadier, coll. Rester vivant, 2017, 88 p., 9,50 €, années collège. Phobie scolaire, une fiction qui colle à la réalité.

■ **Orient extrême,** Mireille Disdero, éd. Le muscadier, coll. Rester vivant, 2017, 88 p., 9,50 €. Dès 11 ans. 5 nouvelles qui se déroulent en Asie du Sud-Est. On y découvre la vie des adolescents confrontés à la pauvreté, mais désireux "d'en sortir" et de vivre dans un monde plus juste.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf ?



Alternatives dans la Loire

Nous préparons actuellement un numéro sur les alternatives dans l'Hérault (reportages en septembre pour publication en janvier 2018). Le suivant portera sur le département de la Loire (reportages début 2018). Si vous avez des adresses de lieux alternatifs, merci de nous les communiquer soit par courrier soit en utilisant le formulaire de contact, présent sur notre site internet revuesilence.net

Errata

• Foire éco-bio de Colmar

Lorsque nous avons consulté sur internet le programme de la foire qui s'est tenue du 25 au 28 mai 2017, les rendez-vous du jeudi sont exacts, ceux des jours suivants sont ceux... de l'année dernière. Nous avons dû suivre un mauvais lien ! C'est bien dommage, car les conférences, films et débats font la richesse de ces rencontres.

• Nouveaux OGM

Une erreur s'est glissée dans l'article "Nouveaux OGM : les grandes manœuvres des semenciers" (Silence n°456). Page 5, au lieu

de "la plupart des plantes ainsi mutées produisent des insecticides et/ou résistent aux herbicides", il faut lire "la plupart des plantes ainsi mutées de nos jours sont des plantes tolérant les herbicides".

Rencontres des médias libres

Du 19 au 21 mai 2017, se sont tenues à Meymac (Corrèze), les 6^e rencontres des médias libres. Environ 60 personnes représentant une trentaine de médias (papier, radio, web) étaient présentes. Les débats ont porté sur la structuration de nos médias (articulation entre salariat et bénévolat), sur les aides du ministère de la Culture, sur la planification de dossiers collectifs (il y en a déjà eu deux : un sur la COP21, puis un sur les élections cette année), et enfin sur l'outil informatique et l'utilisation sécurisée d'internet (navigateur alternatif - Tor -, protocole HTTPS, clé Tails...). *Plus d'infos : <http://medias-libres.org>*

Film sur Silence

Le mouvement pour la justice climatique Alternatiba a donné naissance à une télé sur internet, AlternatTV. Une équipe a réalisé une websérie sur les alternatives que l'on peut rencontrer lorsqu'on arrive à Lyon. Un épisode est consacré à Silence. Vous pouvez le retrouver sur <https://alternatv-rhone.alternatiba.eu/#Salon-4>.

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 17 et 18 août !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 21 et 22 septembre, 19 et 20 octobre, 16 et 17 novembre...**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **15h30** les mercredis **6 septembre** (pour le n° d'octobre), **4 octobre** (pour le n° de novembre), **31 octobre** (pour le n° de décembre)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de Silence.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonnés-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : Silence est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net / rubrique : Comment participer

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmann.dutriez@wanadoo.fr
- > **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme** et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 29, rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 09 51 69 25 21, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 45 bis, rue de Vayringe, 54000 Nancy, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83.
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Pascal Vuillaume c/o Agnes DUCA 8 les parichets 77120 Beauthel, pvuillaume75@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Partenaires



Les finances de Silence sont gérées par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire". www.sortirdunucleaire.org



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilherand-Granges. Tél. 04 75 44 54 96. www.impressions-modernes.fr

Médias libres

Silence est membre de la Coordination permanente des médias libres. www.medias-libres.org



Affiche



□ 100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Commandes

Numéros disponibles

- 422 Décolonisons nos luttes
- 426 D'autres formes de démocratie
- 428 La forêt brûle
- 429 Que vivent nos 75 langues régionales !
- 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- 432 Loi Duflo : pour mieux se loger ?
- 433 Renverser nos manières de penser
- 434 Militer en beauté
- 435 Sauver le climat par le bas
- 437 Energies renouvelables, un virage à prendre
- 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- 440 Le renouveau de l'Éducation populaire ?
- 442 Océans, l'urgence méconnue
- 444 Coopératives, question de taille

- 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs
- 448 Tout le monde en selle !
- 449 Vivre avec la forêt
- 450 Genre et éducation alternative
- 451 Handicaps : conquérir son autonomie
- 453 Travailler moins, et si on essayait ?
- 454 Créer des lieux alternatifs
- 455 Pour des élections moins primaires !
- 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats
- 457 Le chant des luttes

Numéros régionaux

- 419 Picardie
- 430 Corse
- 436 La Réunion
- 441 Aude et Pyrénées-Orientales
- 447 Seine-et-Marne et Val d'Oise
- 452 Champagne-Ardenne
- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire). Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

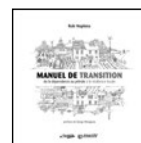
Indiquez le total de votre règlement
(ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

Livres



□ L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12 €*

A l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.



□ Manuel de transition, 212 p. - 20 €**

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.



□ Un écologisme apolitique ? 80 p. - 7 €***

Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les changements souhaités.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	20 €	27 €
Particulier 1 an, 11 n°	46 €	55 €
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60 €	68 €
Soutien 1 an, 11 n°	60 € et +	60 € et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	74 €	85 €
Petit budget 1 an, 11 n°	32 €	39 €
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	100 €	-
Groupés à la même adresse		
par 3 ex. 1 an, (3x11 n°)	115 €	-
par 5 ex. 1 an, (5x11 n°)	173 €	-

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

☐ Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- ☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- ☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
- ☐ € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- ☐ € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement
un relevé d'identité
bancaire (RIB)
ou postal (RIP).

Fait à :
Signature :

Le :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Légers sur la Terre - Myrtille Visscher

Projet réalisé en France, aux Pays-Bas et en Allemagne entre 2008 et 2016.

"Depuis 2008, je vais à la rencontre de femmes et d'hommes faisant le choix de vivre en habitats dits 'légers' (yourtes, roulottes, cabanes, etc). Ils s'éloignent du consumérisme habituel, dans une société en crise autant économique qu'environnementale et politique. Peut-être pour contrer la perte de valeurs, faire face au désordre qui démoralise, et retrouver un sentiment de liberté qui contribue au bonheur humain.

Habiter, s'approprier un lieu, se construire un chez-soi, c'est se trouver en confiance et en sécurité parce qu'on est libre d'y faire ce qui nous correspond. Ceux que je photographie, dans différents lieux collectifs, choisissent leurs propres contraintes : vivre avec peu.

Pour ce projet, je prends le temps de vivre avec eux le quotidien, de construire un lien proche pour faire l'expérience de leur choix. Nous partageons des chemins, des envies, des jours, des nuits, des naissances, des séparations, des chantiers. Les images de nos rencontres, guidées par le hasard des affinités, donnent à voir la richesse de trajectoires humaines."



L'exposition *Légers sur la Terre* sera visible du 7 au 15 juillet au festival *Résistances* à Foix (Ariège), ainsi que du 21 au 23 juillet au festival de cinéma *NatuRurale* à Acqualagna en Italie. On peut retrouver les photographies de Myrtille Visscher sur www.myrtillevisscher.com.